

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



## ÉLECTION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU: LES ORIGINES D'UN ÉCHEC INATTENDU POUR LE CANADA

Major J.P. Thibert

**JCSP 37**

**Master of Defence Studies**

**Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2011.

**PCEMI 37**

**Maîtrise en études de la défense**

**Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2011.



**ÉLECTION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU: LES ORIGINES D'UN ÉCHEC  
INATTENDU POUR LE CANADA**

By Maj Thibert  
Par le maj Thibert

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

Word Count: 21888

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

Compte de mots: 21888

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iv
RÉSUMÉ .....	v
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 – LES NATIONS UNIES AU CENTRE D’UNE TRADITION INTERNATIONALISTE EN PEC.....	5
LES DÉBUTS DE L’INTERNATIONALISME EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE .....	5
LES NATIONS UNIES: UN DES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS DU MULTILATÉRALISME CANADIEN .....	9
CHAPITRE 2 – UNE ÈRE PLUS COMPÉTITIVE POUR L’OBTENTION D’UN SIÈGE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ .....	13
CRITÈRES D’ÉVALUATION POUR UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L’ONU .....	13
SOMMAIRE DES CRITÈRES D’ÉVALUATION .....	21
CHAPITRE 3 – UN SIXIÈME MANDAT CONSÉCUTIF SOUS L’EMBLÈME DE LA SÉCURITÉ HUMAINE.....	22
L’ÈRE CHRÉTIEN ET L’ENTRÉE EN SCÈNE DU CONCEPT DE SÉCURITÉ HUMAINE D’AXWORTHY.....	22
ANALYSE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE TRIOMPHALE DE 1998.....	27
SYNTHÈSE DES RAISONS QUI ONT MENÉ LE CANADA À SA VICTOIRE DU 8 OCTOBRE 1998.....	40
SIXIÈME MANDAT CANADIEN AU CONSEIL DE SÉCURITÉ: MISSION ACCOMPLIE .....	42
CHAPITRE 4 – LE CANADA LANCE LA SERVIETTE AU SECOND TOUR DU VOTE ....	47
GUERRE EN IRAK: L’ÉROSION D’UNE LONGUE RELATION BILATÉRALE.....	47
LE RETOUR AU POUVOIR DES CONSERVATEURS SOUS L’INFLUENCE DE L’UNILATÉRALISME AMÉRICAIN .....	50
ANALYSE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE PERDANTE DE 2010.....	53
SYNTHÈSE DES CAUSES QUI ONT MENÉ LE CANADA AU REVERS HUMILIANT SURVENU LE 12 OCTOBRE 2010 .....	77

RÉACTION DU GOUVERNEMENT HARPER: UNE QUESTION DE PRINCIPE .....	79
MESSAGE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE: CHOISIR LA FAILLITE AU DÉTRIMENT DE LA PROSPÉRITÉ .....	82
CONCLUSION.....	86
BIBLIOGRAPHIE.....	93

## REMERCIEMENTS

Il est approprié de souligner la contribution de certaines personnes sans qui la rédaction de ce mémoire de recherche n'aurait pas été possible. En premier lieu, j'aimerais remercier ma femme, Marie-Pierre, qui, malgré la naissance de notre quatrième enfant à l'automne dernier, a passé de longues heures à réviser le contenu de cet ouvrage et m'a partagé ses opinions candides sur les idées véhiculées. J'aimerais également remercier le Dr Adam Chapnick avec qui j'ai eu de nombreuses discussions éclairées sur la politique étrangère canadienne qui m'ont aidé à formuler la structure de ce travail. Il a également contribué, de façon significative, aux ressources de recherche qui ont épaulé cet ouvrage. Finalement, j'aimerais remercier mon directeur de thèse, le Dr Miloud Chennoufi, pour m'avoir apporté de précieux conseils tout au long de la préparation et la rédaction de ce mémoire de recherche. J'ai définitivement apprécié les nombreux échanges que nous avons eu sur le sujet traité, ce qui m'a sans aucun doute aidé à mettre au point les conclusions obtenues à la fin de ce travail.

## RÉSUMÉ

Nonobstant qu'il était le pays le plus expérimenté parmi les trois candidats listés dans son groupe régional avec plus de douze ans d'expérience au conseil de sécurité de l'ONU, le Canada n'a pas été en mesure de remporter un septième mandat consécutif le 12 octobre dernier. Mise à part sa défaite en 1946, le Canada avait pourtant réussi à remporter aisément ses six dernières élections pour occuper un siège non permanent au conseil de sécurité, et ce, à chaque décennie depuis 1947. Si certains avaient prédit que la lutte serait serrée entre le Canada et l'Allemagne, peu auraient prévu que le Canada finirait troisième après le premier tour du vote et loin derrière le Portugal lors du second tour, l'obligeant à concéder la victoire aux Portugais et faire face, ainsi, à une humiliante défaite sur la scène internationale. Le gouvernement conservateur et son premier ministre ont été très avares de commentaires pour expliquer cet échec historique en politique étrangère canadienne et ont même tenté de minimiser sa signification. Ce mémoire de recherche effectue une analyse détaillée de la campagne électorale canadienne de 2010 au conseil de sécurité des Nations Unies et soulève les causes potentielles qui ont mené le Canada à ce résultat inattendu.

Despite the fact that it was the most experienced country amongst the three candidates listed in its group with more than 12 years of experience on the UN security council, Canada was not able to win a seventh consecutive mandate this past October. Notwithstanding its shortfall in 1946, Canada had always been able to easily succeed in its endeavors to occupy a non-permanent seat at the UN, a feat it was able to accomplish every decade since 1947. If some had predicted that the race would be close between Canada and Germany, few would have expected that Canada would finish third during the first ballot and fall well behind Portugal during the second round, obligating Canada to concede the seat to the Portuguese and confront a humiliating defeat on the world stage. The conservative government and its prime minister provided very few comments to explain this historical setback in Canadian foreign policy and even tried to minimize its significance. This paper conducts a detailed analysis of the 2010 Canadian electoral campaign at the UN and underlines the potential causes that led Canada to this improbable result.

## INTRODUCTION

Le 12 octobre 2010, le Canada s'est vu refuser l'accès à un siège non permanent au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la première fois depuis plus de six décennies, soit depuis sa seule et unique défaite en 1946. Le gouvernement canadien était pourtant confiant de remporter l'un des deux sièges disponibles parmi les trois candidats nominés dans son groupe régional mais a dû s'incliner face au Portugal au deuxième tour; l'Allemagne ayant remporté son siège au premier tour. Parmi les trois candidats, le Canada était le pays le plus expérimenté avec plus de douze ans d'ancienneté au sein du conseil de sécurité. Mise à part sa défaite en 1946, où il a dû retirer sa candidature après le troisième tour face à l'Australie, le Canada avait réussi à remporter un siège à ses six dernières candidatures en 1947, 1957, 1966, 1976, 1988 et en 1998. Pour remporter un siège au conseil de sécurité, le pays nominé doit obtenir au moins deux tiers des votes des 192 pays faisant partie des Nations Unies. Dans tous les cas, le Canada avait remporté son siège lors du premier tour, obtenant aisément les deux tiers des votes requis pour être élu. Cet indicateur reflétait ainsi la confiance et la crédibilité dont le Canada jouissait sur la scène internationale. Au cours de sa dernière campagne, le Canada a d'ailleurs souligné sa contribution significative au conseil de sécurité depuis la création de l'ONU en 1945; mettant en valeur l'approche multilatérale de sa politique étrangère depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Cette période d'après-guerre est d'ailleurs considérée aujourd'hui comme ayant été « l'âge d'or » de la politique étrangère canadienne. Le gouvernement canadien de l'époque, sous le leadership de Louis St-Laurent suivi de Lester B. Pearson, avait décidé d'occuper une plus grande place dans le monde, développant ainsi sa politique étrangère sur une approche

internationaliste qui a directement contribué au développement de plusieurs organisations mondiales, dont l'ONU. Cette approche a ainsi défini la politique étrangère canadienne (PEC) au cours des dernières décennies, faisant des Nations Unies une priorité des gouvernements, peu importe le parti au pouvoir.

C'est pourquoi cette défaite du Canada aux élections du conseil de sécurité le 12 octobre dernier est à la fois surprenante et décevante. Ce qui a été particulièrement frappant suite à ce résultat est la réaction du gouvernement conservateur qui s'est déchargé de la responsabilité de cet échec en PEC, et ce, en dépit du fait qu'il est au pouvoir depuis plus de quatre ans. Après avoir allégué que la piètre performance du Canada était directement liée aux commentaires du chef de l'opposition officielle, quelques semaines avant l'élection, les conservateurs ont par la suite répliqué que ce fiasco s'expliquait par un désir profond de ne pas compromettre les principes de sa politique étrangère pour remporter la victoire. En aucun temps n'ont-ils démontré la volonté de chercher à comprendre pourquoi le Canada a perdu, ni d'effectuer une révision de sa politique étrangère. À la limite, la réaction des conservateurs a même laissé sous-entendre que cet échec n'était pas aussi significatif que laisse prétendre la majorité des médias et les partis de l'opposition.

Qu'elles sont les causes principales expliquant l'amère défaite du Canada lors des dernières élections pour l'obtention d'un siège non permanent au conseil de sécurité de l'ONU? Comment doit-on interpréter ce revers et qu'elle est sa signification? Cet essai démontrera que l'issue de ces élections de 2010 est significative du point de vue multilatéral et d'origines plurifactorielles. En particulier, cette défaite peut être attribuée à un manque d'expérience du gouvernement conservateur sur la scène internationale, à une campagne électorale tardive et improvisée, à un remplacement de la tradition internationaliste en politique étrangère canadienne

par l'idéologie conservatrice qui a, d'une part, isolé le Canada de certaines régions du monde et de l'autre, affecté négativement l'image du Canada sur la scène mondiale.

La méthode analytique utilisée pour évaluer la campagne électorale canadienne au conseil de sécurité en 2010 et son résultat va s'appuyer sur des critères spécifiques définis plus loin dans ce mémoire de recherche. Ces critères sont prédéterminés à partir de l'analyse d'une campagne électorale antérieure au conseil de sécurité. Avant d'effectuer l'étude de la campagne du gouvernement Harper de 2010, celle du gouvernement Chrétien de 1998 sera réalisée. Le but de cet exercice est d'identifier les facteurs qui ont mené aux résultats des deux campagnes et, par la suite, en faire la comparaison. Le contexte politique canadien pendant lequel les élections au conseil de sécurité ont eu lieu ainsi que la situation globale du Canada dans le monde pendant cette période seront pris en considération dans l'étude des deux cas cités.

Dans un premier temps, une rétrospective de l'approche internationaliste de la PEC sera élaborée, mettant en évidence son lien causal avec les Nations Unies. Dans un deuxième temps, ce travail soulignera comment le rôle de l'ONU a grandement évolué après la fin de la Guerre Froide, engendrant ainsi un environnement plus compétitif pour l'obtention d'un siège non permanent au conseil de sécurité depuis les vingt dernières années. C'est dans ce contexte que les facteurs principaux pouvant influencer une campagne électorale seront développés. Ces facteurs d'évaluation seront ensuite utilisés pour analyser la campagne électorale du Canada au conseil de sécurité survenue en 1998 sous le gouvernement Chrétien. Ceci démontrera comment le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a su mener une campagne électorale victorieuse sous le thème de la sécurité humaine malgré les moyens limités de son ministère. L'analyse mettra en évidence les critères qui ont fortement contribué au succès de cette campagne; entre autres, l'implication engagée du gouvernement au pouvoir ainsi que de

nombreux diplomates dès le début de la campagne électorale, le déploiement d'une campagne concise, universelle et inspirante ainsi que la projection d'une image positive du Canada qui a su mener à terme plusieurs initiatives reflétant les valeurs des Nations Unies.

Cette analyse sera ensuite utilisée comme élément comparatif pour mieux comprendre les causes potentielles de la défaite récente du Canada. Avant de décortiquer la campagne électorale de 2010, un portrait du paysage politique des débuts de l'Ère Harper et de son gouvernement minoritaire sera fait. Cette courte rétrospective donnera non seulement le contexte dans lequel la campagne a été menée, mais soulignera également certains éléments importants qui ont contribué aux changements survenus en PEC. Les mêmes facteurs utilisés précédemment pour l'élection de 1998 seront, par la suite, réutilisés pour analyser en détail la campagne électorale du gouvernement Harper au conseil de sécurité, permettant l'identification des causes multiples qui ont mené à ce retrait inattendu de la candidature canadienne le 12 octobre 2010. L'étude démontrera que ce revers est dû en grande partie à l'inexpérience du gouvernement conservateur en politique étrangère, à une campagne électorale tardive et souvent improvisée, à un éloignement de la tradition internationaliste en politique étrangère canadienne déclenché par l'idéologie du gouvernement Harper. Ce tournant en PEC a isolé le Canada de certaines régions du monde et a, par moment, terni son image sur la scène mondiale. Finalement, une récapitulation des réactions principales du gouvernement canadien et des médias sera réalisée ainsi qu'une courte analyse sur la signification de cette défaite. Quelques recommandations pour épauler une éventuelle candidature canadienne au conseil de sécurité seront également proposées.

## CHAPITRE 1 – LES NATIONS UNIES AU CENTRE D’UNE TRADITION INTERNATIONALISTE EN PEC

### LES DÉBUTS DE L’INTERNATIONALISME EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE

Même si la charte des Nations Unies donne au conseil de sécurité énormément d’autorité; le pouvoir réel de l’ONU repose en grande partie sur la contribution de ses membres<sup>1</sup>. Cette contribution est importante non seulement dans l’application du pouvoir du conseil de sécurité mais également du point de vue de la légitimité de ce pouvoir aux yeux de la population mondiale. On peut donc assumer qu’il y a un lien direct entre les aspirations de l’ONU et la politique étrangère d’un pays membre, surtout si ce dernier souhaite occuper un siège non permanent au conseil de sécurité. Avant d’effectuer l’analyse de l’élection de 2010, il est pertinent d’effectuer une courte rétrospective de la PEC en soulignant comment l’ONU a particulièrement influencé celle-ci depuis sa création en 1945. La compréhension des bases de cette politique étrangère et des éléments pondérables qui l’ont définie à travers le temps, parmi les différents gouvernements au pouvoir, seront essentiels pour aider à compléter l’analyse de la défaite du 12 octobre 2010.

Le 4 septembre 1946, Louis St-Laurent est nommé ministre des Affaires extérieures. Pour la première fois de sa jeune histoire, le Canada nomme un ministre responsable spécifiquement des affaires étrangères du pays, fonction qui, jusque-là, était remplie par le premier ministre. Le premier ministre de l’époque, Mackenzie King, voulait probablement que le Canada s’implique davantage sur la scène mondiale de façon concrète, surtout que le pays

---

<sup>1</sup> Ian Hurd, "Legitimacy, Power, and the Symbolic Life of the UN Security Council," *Global Governance* 8 (2002), 35-36.

jouissait, à cette époque, d'un statut privilégié sur la scène internationale suite à son implication marquée lors de la Deuxième Guerre mondiale. Il était donc approprié de déléguer cette fonction à Louis St-Laurent, qui avait une bonne réputation et de l'expérience sur la scène internationale, entre autres, par son implication dans la création du Fonds Monétaire International (FMI) ainsi qu'à sa participation à plusieurs conférences internationales tenues au printemps 1945 qui ont jeté les bases de l'ONU<sup>2</sup>. Louis St-Laurent avait donc la tâche complexe de définir la politique étrangère du Canada à cette époque. Lors d'un discours prononcé en 1947 à l'Université de Toronto, il a énoncé cinq grands principes pour définir l'avenir de la PEC. Selon le dernier de ces principes, le Canada se doit de prendre ses responsabilités sur la scène internationale.

Il soulignait que le Canada doit prendre sa place dans l'évolution des organismes de politique internationale, même si ce n'est qu'en tant que « puissance secondaire »<sup>3</sup>. Que ce soit dans la reconstruction de l'après-guerre ou dans le développement d'organisations internationales (FMI, l'UNESCO, l'ONU)<sup>4</sup>, Louis St-Laurent tenait à ce que le Canada joue un rôle clé sur la scène mondiale et fonde sa politique étrangère sur une approche multilatérale pour assurer sa prospérité. Il mentionne :

---

<sup>2</sup> Louis St-Laurent a assisté, entre autres, à la conférence à Breton Woods, au New Hampshire, qui a mené à la création du Fonds monétaire internationale (FMI). De plus, en avril et mai 1945, il a participé avec Mackenzie King à la conférence qui a jeté les bases de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à San Francisco. Dictionnaire Biographique du Canada en ligne, « Louis St-Laurent », <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?BioId=42124>, Internet; consulté le 09 décembre 2010.

<sup>3</sup> Louis St-Laurent affirme dans son discours: « (...) nous avons constamment manifesté le désir de prendre part à toutes les initiatives utiles de portée internationale, sans perdre de vue l'esprit, évidemment, les limites imposées à notre champ d'action par notre statut de puissance secondaire. » Louis St-Laurent, *Les bases de la politique étrangère canadienne dans les affaires internationales* (The University of Toronto Press, fondation Duncan et John Gray, 13 janvier 1947), 34.

<sup>4</sup> Louis St-Laurent énumère dans son discours tous les organismes internationaux dont le Canada fait partie: « Nous avons participé à la formation de la Banque internationale et du Fonds monétaire international, (...), cette liste, sans être complète, donne un assez bon aperçu de notre activité. », *Ibid.*, 34-36.

Nous avons aussi multiplié rapidement notre représentation diplomatique à l'étranger. Avant bien longtemps, nous aurons des représentants diplomatiques dans les capitales de tous les grands pays du monde. Si nous accroissons ainsi notre représentation, ce n'est pas simplement par souci des conventions ou de la réclame qu'on pourra nous faire à l'étranger, mais plutôt parce que notre situation géographique, notre climat et nos ressources naturelles ont conditionné notre économie au point que la prospérité de notre population dépend dans une large mesure de la prospérité et du bien être du monde entier. Nous sommes donc appelés à jouer, sur la scène internationale, un rôle qui nous sera d'autant plus utile à nous-mêmes qu'il le sera aux autres (...).<sup>5</sup>

Ce rôle multilatéral que prônait St-Laurent semblait implicitement relié à un corpus doctrinal qui a défini la PEC au cours des décennies subséquentes; soit l'internationalisme. Plusieurs, dont Don Munton et Tom Keating<sup>6</sup>, associent les débuts de l'internationalisme en PEC au fameux discours de Louis St-Laurent.

Munton et Keating effectuent une excellente synthèse de l'évolution de l'internationalisme au Canada, estimant que l'internationalisme prend réellement son envol après la Deuxième Guerre mondiale avec le fameux discours de Louis St-Laurent<sup>7</sup> en 1947. C'est au cours des années 1960 que le terme s'est mieux défini et structuré au Canada, en grande partie grâce à un associé très proche de Lester B. Pearson aux affaires étrangères, John Holmes<sup>8</sup>. Ce dernier ne s'est jamais souscrit au terme de l'internationalisme, il a offert la définition suivante : « coopération de nations dans un but commun » et un effort collaboratif « pour

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, 38.

<sup>6</sup> Munton, Don and Tom Keating, "Internationalism and the Canadian Public," *Revue Canadienne De Science Politique* 34, no. 3 (2001), 518-527.

<sup>7</sup> Adam Chapnick insiste sur l'importance du discours de Louis St-Laurent en 1947 dans l'évolution de la PEC. Il mentionne: "(...) has been called by respected analysts "the first defining doctrine in postwar Canadian foreign policy", "the classic statement of Canadian of postwar Canadian internationalism," and the speech that "laid down the bases of Canadian foreign policy not just for the immediate future but, as it turned out, for the next fifty years.". A. Chapnick, "The Gray Lecture and Canadian Citizenship in History," *The American Review of Canadian Studies* 37, no. 4 (Winter, 2007), 443.

<sup>8</sup> Le livre d'Adam Chapnick souligne le rôle important que J. Holmes a joué dans la dimension internationaliste de la PEC. Adam Chapnick, *Canada's Voice: The Public Life of John Wendell Holmes*. Canada: Univ. of Washington Pr., 2009

atteindre une entente internationale favorable à une structure mondiale (traduction libre)<sup>9</sup>».

Holmes évoque également que l'internationalisme est intimement lié à l'unité nationale canadienne, opinion partagée dans l'étude de Massie et Roussel<sup>10</sup>.

Au cours des années 80, Kim Nossal<sup>11</sup>, utilisant des notions similaires à Holmes, donne une définition plus complète en mentionnant qu'il est dans l'intérêt d'un état de s'impliquer dans le monde et contribuer aux institutions internationales pour résoudre des conflits sur une plateforme politique multilatérale et ce, en tenant compte de l'opinion publique du pays. D'autres, comme Andrew Cooper, ont, par la suite, associé le terme de *puissance moyenne*<sup>12</sup> à cette définition, terme souvent utilisé pour définir la posture du Canada face à d'autres pays dans le monde. Munton et Keating résumant de façon claire les notions de Nossal et offrent une définition concise de l'internationalisme: « (...) Au minimum, l'internationalisme implique d'être engagé internationalement, en particulier dans des institutions multilatérales. Elle exige la contribution de ressources dans le but de maintenir (comme dirait Axtworthy) – l'ordre international (traduction libre)<sup>13</sup>». Cette définition se prête bien à l'évolution de la PEC depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le Canada fait aujourd'hui partie d'une multitude

---

<sup>9</sup> Munton, Don and Tom Keating, "Internationalism and the Canadian Public," *Revue Canadienne De Science Politique* 34, no. 3 (2001).

<sup>10</sup> Massie, Justin et Stéphane Roussel, "Au service de l'unité: Le rôle des mythes en politique étrangère canadienne", *La Politique Étrangère Du Canada* (février 2007), 67-86.

<sup>11</sup> Kim Richard Nossal, *The Politics of Canadian Foreign Policy* (Scarborough, Ont.: Prentice-Hall Canada, 1985), 232.

<sup>12</sup> Basé sur la définition d'Andrew Cooper, l'article de Munton et Keating décrit le terme de *puissance moyenne* comme étant un état qui n'est pas une super puissance ou même une grande puissance mais qui possède tout de même la capacité d'avoir une influence sur les affaires internationales. Munton, Don and Tom Keating, *Internationalism and the Canadian Public*, 530-531.

<sup>13</sup> *Ibid*, 531.

d'organisations internationales, dont l'ONU, pour contribuer à l'ordre mondial, tout en servant ses propres intérêts nationaux.

## **LES NATIONS UNIES: UN DES ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS DU MULTILATÉRALISME CANADIEN**

Depuis ce fameux discours de Louis St-Laurent, la politique étrangère a souvent été révisée de façon approfondie par les gouvernements au pouvoir, définissant ainsi les priorités de celle-ci. Certains de ces examens se sont parfois présentés sous forme de discours tandis que d'autres ont mené à l'élaboration de documents détaillés<sup>14</sup>. Une des constantes que l'on peut retrouver parmi ces nombreux examens en PEC est la présence soutenue de l'internationalisme parmi les priorités listées par chaque gouvernement, peu importe le parti politique. Le tableau reflétant les priorités de la PEC entre 1947-1995 dans l'article de John Kirton<sup>15</sup> démontre d'ailleurs cette constance, propos partagé par Guy Gosselin<sup>16</sup>. Roussel et Robichaud soulignent au sujet de l'internationalisme de la PEC:

L'internationalisme (parfois qualifié de « libéral ») est solidement ancré dans la tradition de la politique étrangère canadienne. Le terme désigne un ensemble d'objectifs et de principes politiques élaborés au cours des années 1940 et suivis, parfois avec plus ou moins de bonne grâce, par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis Ottawa. L'objectif principal est de

---

<sup>14</sup> On peut souligner, entre autres, les multiples allocutions de Diefenbaker entre 1957-58, l'énoncé politique du gouvernement Pearson en 1963, celui publié en 1970 titré *Politiques étrangères au service des Canadiens* de Trudeau, le livre blanc de 1980 intitulé *Canada in a Changing World*, celui de 1986 du gouvernement Mulroney, le document intitulé *Canada dans le monde* publié en 1995 par le gouvernement Chrétien ou celui du gouvernement Martin dévoilé en 2005.

<sup>15</sup> Voir le tableau comparatif de J. Kirton concernant les priorités de la PEC de 1947 à 1995. John Kirton, "Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien", *Étude Internationales* 27, no. 2 (1996), 262.

<sup>16</sup> Guy Gosselin affirme dans le livre de Paul Pinchaud que: « De St-Laurent et Pearson à Trudeau, on a observé une constante, l'internationalisme multilatéral, qui apparaît comme une caractéristique principale de la politique étrangère canadienne. ». Paul Painchaud, *From MacKenzie King to Pierre Trudeau: Forty Years of Canadian Diplomacy, 1945-1985/De Mackenzie King à Pierre Trudeau : quarante ans de diplomatie canadienne*, Pr de L'université Laval (1989), 183.

contribuer à la paix et la stabilité mondiale, ceci en mettant en œuvre des politiques fondées sur le fonctionnalisme, le multilatéralisme et l'institutionnalisme<sup>17</sup>.

Même si ces propos semblent associer l'internationalisme à une politique plus libérale, Chapnick soutient plutôt que la tradition internationaliste de la PEC est à la fois conservatrice et libérale, tout dépendant des situations et du gouvernement au pouvoir<sup>18</sup>. Hogg arrive d'ailleurs à des conclusions similaires, proposant que le Canada possède deux stratégies culturelles distinctes, soit libérale et conservatrice<sup>19</sup>. Du point de vue de l'opinion publique, la majorité des Canadiens semblent associer de façon constante la politique étrangère canadienne à l'internationalisme. Munton souligne en effet cette tendance, nonobstant que les aspirations du public dépassent parfois les ressources du gouvernement<sup>20</sup>. Que ce soit en tant que soutien aux Nations Unies de Diefenbaker et Person, ou celui de la paix et sécurité du gouvernement Trudeau et Mulroney, le Canada a fréquemment justifié son implication dans le monde basé sur des priorités internationalistes<sup>21</sup>. Cette approche de politique étrangère a été couramment utilisée comme tremplin pour soutenir l'unité nationale du Canada ainsi qu'une identité distincte<sup>22</sup>. Le

---

<sup>17</sup> Roussel, Stéphane et Chantal Robichaud, "L'état postmoderne par excellence? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada," *Étude Internationales* 35, no. 1 (mars 2004), 151-152

<sup>18</sup> Adam Chapnick, "Peace, Order, and Good Government: The "Conservative" Tradition in Canadian Foreign Policy," *International Journal* 60, no. 3, Canada in the World: Annual John W. Holmes Issue on Canadian Foreign Policy (Summer, 2005), <http://www.jstor.org/stable/40204053>, 635 – 650.

<sup>19</sup> Hogg suggests that Canada possess one approach that generally tends to be idealistic, and has helped shape "the liberal internationalism image of Canada" while the other is more cautious, rational, and perhaps even conservative. William Hogg, "Plus Ça Change: Continuity, Change and Culture in Foreign Policy White Papers," *International Journal* 59, no. 3 (Summer, 2004), <http://www.jstor.org/stable/40203953>, 534.

<sup>20</sup> Don Munton, "Whither Internationalism," *International Journal* 58, no. 1 (Winter 2002/2003), 155-180.

<sup>21</sup> John Kirton énumère les priorités de divers gouvernement du Canada en politique étrangère, du discours de Louis St-Laurent en 1947 à l'énoncé de Jean Chrétien en 1995. Il souligne par ailleurs celles qui se rattachent à une approche d'internationalisme libérale. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 262.

<sup>22</sup> Thomsen et Hyke mentionnent: "Very little seems to unit Canadians and create the unity desired by Canadian nationalists and Canadian federal governments. CFP – and more precisely peacekeeping – does, however. CFP is now seen to benefit from a domestic history of accommodating differences and appeasing ethnic groups

soutien que le Canada a toujours apporté à l'ONU, tant dans la défense de ses idéaux que dans son implication dans les missions de paix, est un exemple concret qui supporte cette présomption.

L'obtention du prix Nobel de la paix par Pearson pour son rôle dans la crise de Suez en 1956 a eu un effet marquant sur l'identité nationale du Canada, ainsi que sur l'évolution de sa politique étrangère, le liant intimement aux Nations Unies tout en faisant de lui un meneur mondial dans les missions du maintien de la paix. L'application de ce concept révolutionnaire développé par Pearson lors de la crise Suez a augmenté la crédibilité du Canada sur la scène internationale comme puissance moyenne<sup>23</sup>. Cet événement a été extrêmement bien reçu par la population canadienne et est associé, selon plusieurs, avec le début de « l'âge d'or » de la PEC<sup>24</sup>. Le Canada a dès lors fait des Nations Unies une priorité de sa politique étrangère, l'utilisant ainsi comme outil multilatéral pour s'épanouir sur la scène internationale, entre autres, par l'entremise de missions de maintien de la paix. Thomsen et Hynek affirment à cet effet:

The prize (Nobel), according to this account, focused attention on Canadian peacekeeping and caused it to be embraced by the Canadian public. The early 1960s represented a major transformation within the discourse on CFP. Henceforth, it would be peacekeeping as the core middle-powerhood that would be invoked in the discourse on CFP...Peacekeeping came to represent the key foreign political activity in the discourse on CFP, and as peacekeeper par excellence Canada almost automatically participated in every single peacekeeping mission the UN could devise until the 1990s<sup>25</sup>.

---

through pragmatic multilateralism." Thomsen, Robert et Nikola Hynek, "Keeping the Peace and National Unity: Canada's National and International Identity Nexus," *International Journal* 61, no. 4 (2006), 852.

<sup>23</sup> John Holmes mentionne ceci à propos du rôle canadien lors de la crise de Suez: "It was as if the evolution of middle power had been consciously leading to this moment. For this reason the crisis must be given due attention in any account of Canada's part in shaping international institutions". John Holmes, *The Shaping of Peace: Canada and the search for World Order, 1943-1957*, Vol 2 (Toronto, ON: University of Toronto Press, 1982), 348-370.

<sup>24</sup> Plusieurs auteurs effectuent cette association, dont l'article de Massie et Roussel ainsi que le livre de Heinbecker. Massie, Justin et Stéphane Roussel, *Au Service De l'Unité: Le Rôle Des Mythes En Politique Étrangère Canadienne*, 80. Paul Heinbecker, *Getting Back into the Game* (Toronto, Canada: Key Porter books Limited, 2010), 54.

Les Canadiens y voyaient une conjoncture qui reflétait des valeurs auxquelles ils voulaient s'identifier et donc, la manière dont ils voulaient être perçus dans le monde extérieur. Massie et Roussel parlent de cette image mythique du Canada comme « champion du maintien de la paix » et ajoutent que: « (...) Les Canadiens sont tentés de voir les valeurs internationales axées sur la paix comme un prolongement des valeurs qui seraient au cœur de la vie politique nationale.<sup>26</sup> », argument partagé par Thomsen et Hynek<sup>27</sup>. L'image pacifique que projette le Canada a souvent été remarquée par plusieurs, dont le Secrétaire général des Nations Unies en 2004 qui a déjà qualifié le Canada de « mini-ONU ».<sup>28</sup>

Cependant, il est vrai que certains gouvernements donnaient l'impression d'accorder moins d'intérêt aux Nations Unies au cours de leurs mandats, dont Diefenbaker et Trudeau<sup>29</sup>. Cela dit, cette rhétorique ne s'est jamais matérialisée en changements radicaux envers les Nations Unies. Dans l'ensemble, les divers gouvernements au pouvoir ont toujours soutenu

<sup>25</sup> Thomsen et Hynek, *Keeping the Peace and National Unity: Canada's National and International Identity Nexus*, 849-850.

<sup>26</sup> Massie, Justin et Stéphane Roussel, *Au Service De l'Unité: Le Rôle Des Mythes En Politique Étrangère Canadienne*, 83.

<sup>27</sup> Thomsen et Hynek affirment que le pragmatisme, la négociation et le multilatéralisme sont souvent perçus comme des valeurs typiquement canadiennes, qu'elles soient exercées au pays ou sur la scène internationale. Thomsen et Hynek, *Keeping the Peace and National Unity: Canada's National and International Identity Nexus*, 848-849.

<sup>28</sup> Massie et Roussel font référence à un discours de Kofi Annan en 2004 qui compare le Canada à l'ONU, invoquant que ce dernier était un pays « multilatéraliste-né » dont la contribution à la paix mondiale, calquée sur sa propre image, est « précieuse » pour les Nations Unies. Massie et Roussel, *Au service de l'unité: le rôle des mythes en politique étrangère canadienne*, 79.

<sup>29</sup> E. Riddell-Dixon donne quelques exemples de gouvernement canadien qui n'ont pas toujours supporté l'ONU, dont Diefenbaker, qui critiquait ouvertement l'ONU, jugeant que celle-ci n'était pas assez rigide et surtout, qu'elle ne passait pas assez de résolutions contre l'union soviétique. Pierre Trudeau est entré au pouvoir en promettant des changements radicaux dans la PEC, préconisant une plus grande emphase sur les affaires domestiques, limitant ainsi l'implication du Canada avec l'ONU. Mais ces propos ne furent jamais suivis d'actions concrètes par son gouvernement. Elizabeth Riddell-Dixon, "Canada at the United Nations 1945-1989," *International Journal* 62, no. 1 (Winter, 2006), 145.

l'ONU à leur façon. Les priorités en politique étrangère de ces derniers reflètent d'ailleurs ce constat<sup>30</sup>. Une des constantes qui supportent cet argument est la participation incessante du Canada au conseil de sécurité de l'ONU. Avant l'élection de 2010, le Canada avait réussi à remporté un siège à ses six dernières candidatures, faisant de lui un des plus expérimentés parmi les pays membres non permanents<sup>31</sup>. L'investissement du Canada lors sa dernière campagne triomphante en 1998 démontre clairement l'importance que le Canada accordait à l'ONU et son conseil de sécurité, surtout avec l'effondrement de l'Union Soviétique au début des années 1990.

## **CHAPITRE 2 – UNE ÈRE PLUS COMPÉTITIVE POUR L'OBTENTION D'UN SIÈGE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

### **CRITÈRES D'ÉVALUATION POUR UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU**

La fin de la Guerre Froide a remis en question l'état de la sécurité internationale, ce qui a donné lieu à plusieurs études et commissions sur la scène mondiale pour déterminer l'apparence que la société devrait avoir dans un avenir rapproché. L'analyse des opinions véhiculées durant cette période démontre une tendance qui soutenait que l'ordre mondial allait adopter une approche plutôt internationaliste libérale et que les Nations Unies seraient l'organisation choisie pour légitimer cet ordre<sup>32</sup>. Ces propos sont d'ailleurs appuyés par plusieurs, dont Nancy Gordon,

---

<sup>30</sup> Le tableau comparatif de J. Kirton concernant les priorités de la PEC de 1947 à 1995 démontre que chaque gouvernement a listé soit l'ONU ou le maintien de la paix comme une des priorités de leur politique étrangère. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, tableau A, 262.

<sup>31</sup> L'article présente un tableau reflétant le nombre de participation de tous les membres ayant occupé un siège non-permanent au conseil de sécurité de l'ONU, de 1946 à 2009. Le Canada se classe 4<sup>e</sup> sur 118 pays avec six participations, ex aequo avec 4 autres pays ayant également six participations. Yukari Iwanami, "Delagating the Power to Govern Security Affairs: The Composition of the UN Security Council," *Social Scientific Electronic Publishing, Inc.* (2010), tableau 2, 10.

qui soutient que la fin de la guerre allait raviver plusieurs conflits, exigeant ainsi une plus grande participation des Nations Unies<sup>33</sup>. David Malone aborde dans le même sens et maintient que cet évènement a eu pour effet d'augmenter le statut du conseil de sécurité et ainsi, amplifier de façon significative la compétition pour l'obtention d'un siège non permanent, en particulier dans le groupe de l'Europe de l'Ouest et des autres (GEOA), groupe dans lequel on retrouve le Canada<sup>34</sup>. Cette affirmation est d'ailleurs soulignée dans le rapport spécial du conseil de sécurité de 2010 qui mentionne ceci au sujet des deux sièges du GEOA: « Les sièges seront encore une fois chaudement convoités par trois pays qui sont généralement vus comme d'excellents candidats (traduction libre)<sup>35</sup>. »

Depuis sa création en 1945<sup>36</sup>, le nombre de membres faisant partie de l'ONU a grandement augmenté, s'élevant à plus de 192 en 2010<sup>37</sup>. Malgré ce nombre élevé de membres, le conseil de sécurité se limite à dix sièges non permanents, barème qui se maintient depuis 1965. Ce nombre restreint fait en sorte que la compétition pour l'obtention d'un siège est encore plus

---

<sup>32</sup> Michael N. Barnett, "Review: Bringing in the New World Order: Liberalism, Legitimacy, and the United Nations," *World Politics* 49, no. 4 (Jul., 1997), <http://www.jstor.org/stable/25054018>, 526-551.

<sup>33</sup> Nancy Gordon and Bernard Wood, "Canada and the Reshaping of the United Nations," *International Journal* 47, no. 3, (Summer, 1992), <http://www.jstor.org/stable/40202781>, 488.

<sup>34</sup> David Malone, "Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council," *Global Governance* 6, no. 1 (Jan-Mar 2000), 2.

<sup>35</sup> United Nations Security Council. *Security Council Report no.3: Special Research Report*. New York: UN, 17 September 2010 [http://www.securitycouncilreport.org/site/c.gIKWLeMTIsG/b.6238577/k.CC1/Special\\_Research\\_Report\\_No\\_3brSecurity\\_Council\\_Elections\\_2010br17\\_September\\_2010.htm](http://www.securitycouncilreport.org/site/c.gIKWLeMTIsG/b.6238577/k.CC1/Special_Research_Report_No_3brSecurity_Council_Elections_2010br17_September_2010.htm), 2.

<sup>36</sup> Les plans, la structure, les objectifs et les procédures des Nations Unies ont été définis par les grandes puissances suite à la Deuxième Guerre mondiale. À l'automne 1944, les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Union Soviétique et la Chine se sont rencontrés à Dunbarton Oaks au États-Unis pour rédiger la charte des Nations Unies. En sommes, la charte, sous l'article 24, confèrait au conseil de sécurité la responsabilité primaire de maintenir la paix et la sécurité dans le monde. L'exécutif du conseil de sécurité serait formé des grandes puissances, incluant la France. Après s'être entendu sur les bases de ce qu'allait devenir l'ONU, ces derniers ont présenté ce concept aux autres alliés de la Deuxième Guerre, dont le Canada, ainsi qu'à certains états neutres lors de conférences tenues à San Francisco en 1945. Riddell-Dixon, *Canada at the United Nations 1945-1989*, 146-7.

grande aujourd'hui, les candidats devant influencer un plus grand nombre de pays pour gagner les deux tiers des votes requis pour confirmer leur victoire. Certains contestent cette distribution étant donné l'augmentation constante des membres de l'ONU, et surtout, l'influence grandissante de certains pays émergents sur la scène internationale qui pourrait justifier une croissance de sièges permanents<sup>38</sup>. Les détails du processus d'élection pour les dix sièges non permanents se trouvent dans l'article 92, 93 et 94 du manuel de règles procédurales de l'assemblée générale de l'ONU. Tel que décrit dans l'article 92, le vote des membres pour un candidat nommé est tenu secret, ce qui rend l'analyse des résultats d'une élection très difficile. Tous les membres de l'ONU peuvent se porter candidat pour obtenir un siège non permanent au conseil de sécurité et sont responsables de mener leur propre campagne électorale. Bien que le vote aux élections du conseil soit tenu secret, David Malone parvient tout de même à bien définir dans son étude plusieurs facteurs qu'il considère importants lorsqu'un pays porte sa candidature dans ce genre d'élection.

La conquête d'un siège non permanent au conseil de sécurité de l'ONU peut s'avérer être une aventure à haut risque pour un état puisqu'une défaite peut être difficile à expliquer politiquement, en particulier sur la scène internationale. C'est pourquoi les politiciens ainsi que leurs représentants doivent être intimement impliqués dans la campagne. Les premiers ministres semblent généralement mis à l'écart, laissant à leur Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) le fardeau de la tâche. Ceci s'explique probablement par le

---

<sup>37</sup> Cette donnée est en date du 17 septembre 2010, date de publication du rapport du conseil de sécurité. UNSC, *Security Council Report no.3: Special Research Report*, 5.

<sup>38</sup> J. Morris affirme: "In the half century since the creation of the UN, Great Powers have fallen and risen and the international community has swelled in number. Today's UN must reflect these changes in the composition of its organs and in its working practices. The issue of representation has been uppermost on the reform agenda...". Justin Morris, "UN Security Council Reform: A Counsel for the 21st Century," *SAGE Publications* 31, no. 3 (2000), 272.

fait que ce genre de campagne est souvent très demandant. D'autres soutiennent cependant que ces derniers se gardent en réserve au cas où la campagne aurait besoin d'eux en dernier recours, en particulier les jours précédents le vote<sup>39</sup>. Cela dit, le pays candidat doit se doter d'un chef de fil respecté sur la scène mondiale qui va initier et, surtout, diriger la campagne électorale jusqu'au jour du suffrage.

Un autre facteur à considérer par un pays candidat aux élections est que ce dernier doit annoncer sa candidature tôt, et ce, le plus précisément possible. Cette annonce peut se faire par voix de communiqués et discours et est particulièrement importante au quartier général de l'ONU à New York ainsi que dans les capitales du monde<sup>40</sup>. La campagne doit être munie d'une plateforme électorale indiquant clairement ce que le pays candidat peut contribuer à l'ONU s'il se joint au conseil de sécurité. Ceci peut s'effectuer de différentes façons par un aspirant; par exemple, en élevant son profil diplomatique sur la scène mondiale. Le pays candidat doit maintenir des représentants diplomatiques dans diverses régions du monde pour véhiculer le contenu de la campagne électorale, tout en s'assurant que cette distribution ne soit pas trop ciblée. L'Australie, lors de sa campagne de 1996, avait opté pour une représentation diplomatique très ciblée, concentrant ses représentants dans des régions qui servaient ses intérêts nationaux à l'époque. Cette stratégie a restreint l'influence australienne sur certaines régions de l'électorat et ainsi limiter le support requis le jour du vote<sup>41</sup>. Il est essentiel d'obtenir le soutien de sa propre région<sup>42</sup> ainsi que d'avoir des alliances dans le processus électoral (ex: CANZ<sup>43</sup>),

---

<sup>39</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 7.

<sup>40</sup> *Ibid.*, 8.

<sup>41</sup> *Ibid.*, 9.

mais il faut éviter de se restreindre à celles-ci si un pays espère obtenir les deux tiers des votes requis aux élections. Un pays ne peut pas se permettre d'ostraciser une région ou une communauté quelconque. Il doit donc s'assurer que la plateforme de sa campagne électorale ainsi que sa politique étrangère soit le plus universelle possible.

Le déploiement d'envoyés spéciaux pour supporter la campagne est un autre critère à considérer lors d'une campagne électorale. Ces représentants visitent les états membres pour influencer les politiciens de divers États dans le but de venter leur plateforme électorale, et ainsi, demander leur support. La région de New York est particulièrement importante puisque presque le tiers des votes provient des représentants permanents résidents au quartier général de l'ONU. Ces derniers sont souvent laissés à eux-mêmes pour voter, n'ayant pas obtenu de direction spécifique de leur pays le jour du vote. L'influence que le représentant permanent du pays candidat peut exercer sur l'électorat onusien est un autre mécanisme qui aide à courtiser ces précieux votes à New York. La présence d'un représentant permanent énergique et crédible au QG des Nations Unies peut, de façon répétée, grandement influencer la campagne électorale d'un pays candidat<sup>44</sup>. L'utilisation des ONG pour supporter une campagne électorale peut

---

<sup>42</sup> Iwanami mentionne dans son étude qu'il est important pour un pays d'obtenir le support de sa région avant les élections. Il mentionne: "Therefore, in order to obtain a seat in the Council, it is essential to have support from the regional group. If a regional caucus reaches an agreement, it will endorse the candidate." Iwanami, *Delagating the Power to Govern Security Affairs: The Composition of the UN Security Council*, 8.

<sup>43</sup> Malgré le fait que le GEOA pratique un système compétitif ouvert, il y a tout de même des sous-groupes internes qui se sont formés au fil des ans. Par exemple, le Canada fait parti du sous-groupe CANZ (Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). Ces trois pays ont une entente informelle qui exige qu'ils ne s'opposent pas entre eux aux élections d'un siège non permanent et, à la limite, vont se supporter réciproquement lors de leur élection respective. Entre 1965 et 2001, l'un de ces trois pays a toujours occupé un siège tous les quatre ans. Cependant, depuis 2001, aucun n'a été représenté au conseil de sécurité, période, qui va maintenant se prolonger avec la défaite récente du Canada. UNSC, *Security Council Report no.3: Special Research Report*, 7.

<sup>44</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 10-12.

également avoir des effets positifs sur les résultats des élections; ces derniers ayant augmenté leur influence sur le conseil de sécurité depuis les années 1990<sup>45</sup>.

La prise en considération des leçons apprises de campagnes électorales précédentes est un autre critère important à considérer<sup>46</sup>. Quoique l'environnement international évolue constamment, il est tout de même important d'analyser les campagnes menées par son pays précédemment, surtout si celles-ci ont connu du succès. Parallèlement, étudier les campagnes électorales de d'autres pays ayant récemment postulé pour un siège au conseil de sécurité peut aussi être profitable, en particulier, celle de pays appartenant au même groupe. Cette analyse peut être subjective, mais demeure tout de même un instrument tangible pour développer et guider une future campagne électorale.

D'autres facteurs plus techniques comme préparer une stratégie de second tour doit aussi être examinés. Dans le cas du GEOA, la norme établie depuis plusieurs années est qu'il y a toujours trois candidats qui luttent pour deux sièges au conseil de sécurité tous les deux ans. Cela dit, les trois candidats doivent donc individuellement préparer une stratégie de second tour au cas où ils n'obtiendraient pas les deux tiers des votes au premier tour. Autre critère technique souligné par Malone qui peut influencer le résultat d'une élection est l'échange des votes entre les états membres. Cette pratique semble être utilisée de plus en plus et va souvent au-delà du conseil de l'ONU; c'est-à-dire que des votes lors d'élection peuvent être offerts en échange de

---

<sup>45</sup> James Paul soutient que les ONG ont grandement augmenté leur influence sur le conseil de sécurité de l'ONU depuis le début des années 1990. Il mentionne: "Beginning around 1990, non-governmental organizations dramatically increased their contact with the UN Security Council... In just ten years, NGOs developed a broad range of advocacy with the Security Council members, from private bilateral meetings to mass-based campaigns. The influence of NGOs cannot be easily separated from the complex of pressures and influences on the Council and NGO accomplishments always came through alliance with Council allies and their international partners." James Paul, "NGOs and the Security Council," *Global Policy Forum* (2004), [www.globalpolicy.org](http://www.globalpolicy.org), 1-6.

<sup>46</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 12

faveurs diplomatiques qui tombent à l'extérieur de la sphère onusienne<sup>47</sup>. Ces échanges ne sont toutefois pas une garantie, surtout lorsqu'un candidat perd ses élections, laissant ainsi planer un doute sur la légitimité des promesses faites par certains pays-membres concernant leur vote. Malone soutient par contre que les membres permanents du conseil de sécurité se tiennent le plus possible à l'écart de ce genre de pratique. Il nuance toutefois cet argument en invoquant que la tendance des membres permanents est souvent connue, ou du moins pressentie, avant le jour du scrutin, assumant qu'un État va logiquement voter pour un pays qui va l'avantager au conseil de sécurité<sup>48</sup>. Il offre quelques exemples qui supportent ce contre-argument, entre autres, celui de l'opposition française contre la candidature australienne lors de l'élection de 1996<sup>49</sup>. Pour être en mesure de prédire combien d'états ont potentiellement endossé sa campagne, un pays candidat doit se doter d'un système assez sophistiqué pour sonder la tendance du vote des pays membres tout au long de la campagne. Ce système doit être assez flexible pour être en mesure d'identifier les endossements garantis, aidant ainsi un pays candidat à mieux diriger sa campagne à l'approche des élections<sup>50</sup>. Ce genre de système est d'ailleurs très commun aujourd'hui dans l'arène politique démocratique mondiale, en particulier au Canada. Il faut cependant rappeler que les résultats dévoilés par ce genre de système ne sont pas absolus. Le vote étant tenu secret

---

<sup>47</sup> Denis Stairs, "Being Rejected in the United Nations: The Causes and Implications of Canada's Failure to Win a Seat in the UN Security Council," *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute* (2011), <http://www.cdfai.org/PDF/Being%20Rejected%20in%20the%20United%20Nations.pdf>, 8.

<sup>48</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 14.

<sup>49</sup> Cet article soutient que l'Australie a possiblement fait campagne contre l'Australie lors de l'élection de 1996 en réponse à l'opposition de ce dernier aux tests nucléaires effectués par la France dans le sud du Pacifique. La France a toujours nié ces allégations. Ramesh Thakur, "Australia's Unsuccessful Bid for the UN Security Council," *Pacific Research* (November 1996), 48-51.

<sup>50</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 10-11.

lors du processus électoral, les résultats pronostiqués peuvent parfois causer des surprises, comme ce fut le cas encore une fois pour l'Australie lors des élections de 1996<sup>51</sup>.

Enfin, un des facteurs les plus importants à considérer lors d'élections au conseil de sécurité est l'alignement de la politique étrangère d'un pays candidat avec l'idéologie et l'agenda des Nations Unies. La contribution d'un pays candidat envers les initiatives de l'ONU peut s'effectuer de façon directe, par exemple participer aux missions de maintien de la paix et contribuer au fonds d'aide internationale, ou de façon plus indirecte, par exemple s'impliquer dans des projets à l'échelle globale comme ceux reliés à l'environnement. Les conclusions de l'étude scientifique d'Yukari Iwanami, qui examine la composition du conseil de sécurité, démontrent qu'historiquement, les pays membres sont plus enclins à voter pour un pays qui participe activement à des activités reliées aux Nations Unies<sup>52</sup>. Comme cité plus tôt, même si la charte des Nations Unies donne au conseil de sécurité énormément de pouvoir formel; le pouvoir réel de l'ONU repose en grande partie sur la contribution de ses membres. Cette contribution est importante non seulement dans l'application du pouvoir du conseil de sécurité mais également du point de vue de la légitimité de ce pouvoir aux yeux de la population mondiale. C'est pourquoi l'image que projettent les pays qui occupent un siège au conseil est importante puisque celle-ci contribue à la légitimité de l'organisation. Bien que ce facteur demeure subjectif et peut

---

<sup>51</sup> L'article rapporte les propos de Richard Butler, représentant permanent de l'Australie à New York, qui a traité l'électorat de « rotten lying bastards » après la défaite de Canberra aux élections de 1996. Ces commentaires supportent la présomption que l'Australie était très confiant d'être élue aux élections de 1996. Thakur, *Australia's Unsuccessful Bid for the UN Security Council*, 48-51.

<sup>52</sup> Yukari Iwanami, *Delegating the power to govern security affairs*, p. 31. Les conclusions de l'étude de Y. Iwanami mentionnent: "I find that countries which have the reputation for free-riding or transgressing are less likely to get nominated for Council members by the regional group. This result suggests that UN members attempt to prevent the suboptimal provisions of the collective good by punishing members who fail to bear the burden or break important international norms." Iwanami, *Delegating the Power to Govern Security Affairs: The Composition of the UN Security Council*, 31.

varier selon la perspective de chacun des membres, il n'en demeure pas moins qu'un pays qui a une approche multilatérale active et respectée sur la scène mondiale augmente considérablement ses chances d'être élu au conseil de sécurité.

## **SOMMAIRE DES CRITÈRES D'ÉVALUATION**

Malgré que la majorité des facteurs élaborés ci-dessus comporte une grande part de subjectivité, lorsque considérée individuellement, il n'en demeure pas moins que leur utilisation collective peut s'avérer très utile pour influencer positivement une campagne électorale au conseil de sécurité et surtout, un mécanisme d'évaluation crédible. C'est donc à l'aide de ces six facteurs que la campagne canadienne de 2010 sera analysée afin de déterminer les causes potentielles qui ont mené le Canada vers une défaite aussi abrupte. Les six critères d'évaluation décrits dans les paragraphes précédents qui seront utilisés se résument à: 1. déterminer l'implication et le dévouement de l'appareillage gouvernemental dans la campagne électorale, 2. analyser la plateforme électorale utilisée lors de la campagne et sa composante multilatérale, 3. identifier l'influence diplomatique globale utilisée pour supporter la campagne électorale, 4. déterminer si l'utilisation des leçons apprises de campagnes antérieures a été réalisée pour préparer la présente campagne, 5. déterminer si des facteurs techniques ont été préparés pour épauler la campagne, comme le développement de stratégie de second-tour, l'échange de votes et le sondage des intentions de vote et finalement, 6. examiner l'implication du pays candidat dans les initiatives onusiennes récentes ainsi que l'image que ce dernier projette sur la scène mondiale. Avant d'effectuer l'étude de la campagne du gouvernement Harper de 2010, celle du gouvernement Chrétien de 1998 sera réalisée. Le but de cet exercice est d'identifier les causes principales qui ont mené à la victoire des libéraux en 1998. Cette analyse sera ensuite utilisée

comme base comparative pour comprendre les résultats décevants de la récente campagne des conservateurs.

### **CHAPITRE 3 – UN SIXIÈME MANDAT CONSÉCUTIF SOUS L’EMBLÈME DE LA SÉCURITÉ HUMAINE**

#### **L’ÈRE CHRÉTIEN ET L’ENTRÉE EN SCÈNE DU CONCEPT DE SÉCURITÉ HUMAINE D’AXWORTHY**

Avant d’analyser la campagne du Canada au conseil de sécurité de 1998 à l’aide des facteurs élaborés antérieurement, il est important de tracer brièvement le portrait du paysage politique des débuts de l’Ère Chrétien. Cette courte rétrospective va non seulement donner le contexte dans lequel la campagne a été menée mais va également souligner certains éléments importants qui ont contribué à la victoire triomphante de son gouvernement aux élections du conseil de sécurité en 1998. Dès son entrée au pouvoir en 1993, le gouvernement libéral de Jean Chrétien évoquait déjà le désir de faire partie du conseil de sécurité des Nations Unies. Ayant occupé un siège pour la cinquième fois de son histoire en 1989-1990, le gouvernement Chrétien affirmait son intention de poursuivre la longue tradition internationaliste de la politique étrangère canadienne pour atteindre cet objectif. Cette tradition a d’ailleurs été un des thèmes principaux de la campagne électorale des conservateurs de Brian Mulroney, en 1988, menée pour l’obtention du siège en question.

Cette campagne soulignait l’importance que l’ONU pouvait jouer parmi les grandes puissances mondiales en permettant aux États plus petits d’influencer les affaires mondiales par l’entremise d’une approche multilatérale<sup>53</sup>. La fin de la Guerre Froide allait d’ailleurs réaffirmer

---

<sup>53</sup> Gordon and Wood, *Canada and the Reshaping of the United Nations*, 480-481.

ce fait et engendrer certains changements au niveau de la PEC pour mieux s'aligner sur le nouveau climat politique mondial. Le gouvernement Mulroney s'est d'ailleurs démarqué par la qualité de sa politique étrangère parfois comparée à « l'âge d'or » de la PEC<sup>54</sup>, entre autres, pour ses bonnes relations avec les États-Unis et son support notoire aux Nations Unies. Il y voyait une opportunité pour le Canada de s'impliquer davantage sur la scène internationale, s'engageant dans plusieurs dossiers importants comme les missions du maintien de la paix, l'Apartheid, la famine éthiopienne et l'environnement. Plusieurs éloges ont d'ailleurs été faits à l'endroit de Brian Mulroney. Par exemple, il a été nommé au poste de secrétaire général aux Nations Unies<sup>55</sup> par de nombreux chefs d'État lorsqu'il était premier ministre et considéré par plusieurs comme ayant été le premier ministre le plus « vert » dans l'histoire du Canada<sup>56</sup>. Grâce aux politiques de Mulroney, le Canada jouissait non seulement d'une excellente réputation sur la scène mondiale, mais était également considéré comme un allié crédible qui avait sa place en tant que puissance moyenne dans le monde. C'est donc sur cet apogée en politique étrangère que le gouvernement Chrétien allait entrer au pouvoir avec un gouvernement majoritaire en 1993.

Une des intentions exprimées par le gouvernement libéral lors de sa campagne électorale de 1993 était d'améliorer les missions de maintien de la paix ainsi que les politiques de l'ONU reliées à celles-ci. Une fois élu, le gouvernement Chrétien affirmait vouloir projeter l'image d'un bon citoyen du monde en contribuant aux missions de maintien la paix de l'ONU en

---

<sup>54</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 74.

<sup>55</sup> Paul Heinbecker mentionne dans son livre: "During Mulroney tenure, Canada was very active on security, human rights, and the environment at the UN. Partly as a consequence, Mulroney was approached in 1991 by the US, UK, France, and Russia to accept the position of UN secretary-general. (...) Mulroney was tempted by the offer, whose pros and cons we discussed. In the end, on the grounds of pressing domestic obligations regarding the Charlottetown referendum, he declined." *Ibid.*, 81.

<sup>56</sup> Paul Heinbecker mentionne dans son livre: "In 2006, Mulroney was named the "Greenest Prime Minister" in Canadian history by a panel of environmentalists assembled by *Corporate Knights* magazine." *Ibid.*, 82.

utilisant une approche internationaliste<sup>57</sup>. L'importance du multilatéralisme en PEC est d'ailleurs bien représentée dans le document que le gouvernement a publié en 1995 intitulé : *Le Canada dans le monde*. Ce document tissait un lien direct entre l'internationalisme canadien et la sécurité du Canada dans un cadre mondial stable, faisant de ce principe un des objectifs principaux de l'énoncé politique de 1995 qui indique :

Le gouvernement s'efforcera aussi de promouvoir la prospérité mondiale. La prospérité des autres est, à bien des égards, à notre avantage. Elle contribue au renforcement de la stabilité internationale qui permet de progresser sur la voie du développement durable. (...) La promotion de la paix dans le monde est clé et la protection de notre sécurité demeure un élément central de notre politique étrangère. La stabilité et la sécurité sont des conditions préalables à la croissance et au développement économique<sup>58</sup>.

L'accent mis dans ce livre blanc sur le programme d'aide internationale ainsi que sur les organisations comme l'ONU est une autre preuve qu'il préconise l'implication du Canada dans le monde en tant que pays responsable, en indiquant par exemple que: « Les Nations Unies continuent d'être le véhicule par excellence pour la poursuite de nos objectifs de sécurité dans le monde.<sup>59</sup> ».

Certains, comme Nossal, prétendent toutefois que la PEC du gouvernement Chrétien s'éloignait de la tradition internationaliste canadienne<sup>60</sup>. Les coupures significatives apportées aux Forces canadiennes (FC) et au fond d'aide internationale au cours des années 1990,

---

<sup>57</sup> Erika Simpson, "Canada and the UN Security Council: New Strategies to Advance International and National Security," *Peace Research* 31, no. 2 (1999), 79-99., 2.

<sup>58</sup> Canada. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce international. *Le Canada dans le monde: le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 1995, section résumé, 1-2.

<sup>59</sup> *Ibid.*, section la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable, 2-3.

<sup>60</sup> Kim Richard Nossal critique dans son article la PEC du gouvernement Chrétien et affirme: "Instead, I would suggest that a more apt characterization of what we see today is pinchpenny diplomacy. (...) But pinchpenny is more than diplomacy that seeks to be as cheap as possible. Rather, it suggests a particular attitude towards

supportent cet argument<sup>61</sup>. Cependant, on peut percevoir la PEC du gouvernement Chrétien comme une approche d'internationalisme différente de ses prédécesseurs. Du point de vue fonctionnel, sa politique étrangère semblait accorder plus d'importance au commerce, au développement durable, à la sécurité personnelle ainsi qu'aux valeurs et à la culture. Dans la pratique, cette politique semblait plus diversifiée et interventionniste qu'auparavant et mettait plus l'accent sur la rencontre de sommet et les opérations militaires ciblées. Soulignons les nombreux voyages du premier ministre lors de sa première année au pouvoir pour intensifier les relations multilatérales et promouvoir le Canada dans le monde<sup>62</sup>; approche qui reflète les propos de plusieurs premiers ministres avant lui concernant la participation du Canada sur la scène internationale, dont Louis St-Laurent<sup>63</sup>. Le contexte économique modéré du Canada combiné à une diminution de l'intérêt canadien pour supporter le maintien de la paix, au milieu des années 1990,<sup>64</sup> faisait en sorte que le gouvernement Chrétien devait trouver une nouvelle façon de promouvoir l'internationalisme canadien dans le monde.

C'est à cette époque que Lloyd Axworthy, son ministre des affaires étrangères de janvier 1996 à octobre 2000, a introduit le concept de « sécurité humaine ». Ce concept, que certains

---

international activity (...)"'. Kim Richard Nossal, "Pinchpenny Diplomacy: The Decline of 'Good International Citizenship' in Canadian Foreign Policy," *International Journal* 54, no. 1 (1998-9), 104.

<sup>61</sup> Les statistiques présentées dans l'article de Kirton démontrent clairement une diminution remarquable du budget de la défense en 1995 ainsi qu'aux fonds alloués par le Canada à l'aide internationale. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement chrétien*, 265-267.

<sup>62</sup> Le tableau B de l'article de Kirton démontre les nombreux voyages diplomatiques effectués par Jean Chrétien dès la première année de son mandat. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 258-259.

<sup>63</sup> Louis St-Laurent souligne l'importance de la diplomatie canadienne en énumérant la participation marquée du Canada dans de nombreux pays et organismes dans le monde. St-Laurent, *Les Bases De La Politique Étrangère Canadienne Dans Les Affaires Internationales*, 34-36.

<sup>64</sup> John Kirton mentionne qu'en 1994, l'intérêt des canadiens pour le maintien de la paix et l'aide au tiers monde avaient diminué considérablement au détriment des problèmes environnementaux, des droits de la personne

jugeaient parfois trop idéaliste<sup>65</sup>, mettait une emphase particulière et impartiale sur la sécurité de chaque être humain spécifiquement. Lloyd Axworthy décrit ce concept complexe comme étant:

(...) human security is much more than the absence of military threat. It includes security against economic privation, an acceptable quality of life, and a guarantee of fundamental human rights. This concept of human security recognizes the complexity of the human environment and accepts that the forces influencing human security are interrelated and mutually reinforcing. At a minimum, human security requires that basic needs are met, but it also acknowledges that sustained economic development, human rights and fundamental freedoms, the rule of law, good governance, sustainable development and social equity are as important to global peace as arms control and disarmament. It recognizes the links between environmental degradation, population growth, ethnic conflicts, and migration. Finally, it concludes that lasting stability cannot be achieved until human security is guaranteed.<sup>66</sup>

La notion de sécurité humaine n'était pourtant pas nouvelle<sup>67</sup>. Elle avait déjà été utilisée dans le passé par d'autres politiciens canadiens, dont l'ancien premier ministre, Mackenzie King<sup>68</sup>.

Axworthy avait recyclé la notion de sécurité humaine qui, non seulement, suivait la tradition internationaliste canadienne mais était également applicable dans le contexte économique canadien de l'époque<sup>69</sup>. Ce concept allait donc devenir un des thèmes centraux de la politique

---

et du commerce international. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 275.

<sup>65</sup> Norman Hillmer et Adam Chapnick soulignent: "In the fall of 1997, Axworthy defended the human security agenda against charges of moral arrogance and naïve idealism." Fen Osler Hampson, Norman Hillmer and Maureen Appel Molot, *The Axworthy Legacy* (Don Mills, Ont.: Oxford University Press, 2001), 77-78.

<sup>66</sup> Lloyd Axworthy, "Canada and Human Security: The Need for Leadership," *International Journal* 52, no. 2, (Spring, 1997), <http://www.jstor.org/stable/40203196>, 184.

<sup>67</sup> Timothy Donais, *Of Soft Power and Human Security: Canada and the UN Security Council*, *Peace Magazine* 15, no. 2, (Mar/Apr 1999), 2.

<sup>68</sup> Adam Chapnick soutient que le concept de sécurité humaine proposé par Lloyd Axworthy n'était pas nouveau en PEC. Il affirme: "Mackenzie King's comments to the house of commons in 1944, for example, introduced parliament to what is known today as human security." Chapnick, *Peace, Order, and Good Government: The "Conservative" Tradition in Canadian Foreign Policy*, 642.

<sup>69</sup> Daryl Copeland mentionne: Yet advocates believe the minister did what he could – and more – with what he had to work with. His strategy and approach were both appropriate to the prevailing resource environment and political canny – Foreign Minister Axworthy's silver bullet, a new diplomacy for the cyber age." Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 159.

étrangère canadienne pour les années à venir et surtout, à l'avant scène de la campagne canadienne au conseil de sécurité de l'ONU en 1998.

## **ANALYSE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE TRIOMPHALE DE 1998**

Le Canada était officiellement en compétition avec les Pays Bas et la Grèce aux élections de 1998 pour l'obtention d'un des deux sièges disponibles au conseil de sécurité de l'ONU appartenant au GEOA. Le premier facteur d'évaluation élaboré au deuxième chapitre examine le dévouement de l'appareillage politique fédéral lors de la campagne électorale d'un pays candidat. Il n'y a pas de doute que le gouvernement Chrétien, en particulier son ministère des affaires étrangères, s'est fortement impliqué dès le début de la campagne électorale canadienne. D'ailleurs, certains soulignent que la campagne du Canada pour les élections de 1998 a débuté dès 1993<sup>70</sup>, avec l'arrivée au pouvoir des libéraux sous Jean Chrétien. Ce dernier avait mentionné dans sa campagne aux élections fédérales que son gouvernement avait l'intention d'améliorer les missions de maintien de la paix ainsi que les politiques de l'ONU reliées à celles-ci. Une fois élu, il a souvent souligné l'importance des institutions multilatérales comme les Nations Unies lors de ses discours<sup>71</sup>. Son livre blanc sur la politique étrangère publié en 1995, auquel il a personnellement participé<sup>72</sup>, reflète également l'importance de l'ONU en PEC.

---

<sup>70</sup> David Malone and Patrick Wittman, "Canada and the Security Council in the Post-Cold War Era", *Canadian Issues* (Sep 2002), 5.

<sup>71</sup> Jean Chrétien affirme: « Il y a 50 ans, le Canada participait activement à la mise en place des institutions de Bretton Woods -- le FMI et la Banque mondiale -- ainsi que des Nations Unies. Ces institutions de l'après-guerre ont évolué positivement au fil des ans pour s'adapter aux nouvelles réalités internationales. La communauté internationale a le plus grand besoin d'institutions multilatérales fortes, crédibles, et responsables. » Chrétien, Jean, « Allocution par premier ministre Jean Chrétien à la Conférence sur la mondialisation de l'économie », Ottawa : Cabinet du Premier ministre, 1995, 5.

Malgré ses 30 années d'expérience en tant que politicien, Jean Chrétien a toutefois laissé à son ministre des affaires étrangères, Lloyd Axworthy, l'importante tâche de mener la campagne électorale canadienne au conseil de sécurité.

Dès l'entrée en scène des libéraux en 1993, Lloyd Axworthy était déjà intimement impliqué dans la sphère de politique étrangère du parti libéral. C'est d'ailleurs lui qui a rédigé le guide de politique étrangère du parti publié en 1993 où il mentionne que la fin de la guerre froide était une opportunité unique de promouvoir la sécurité des individus spécifiquement. Le principe de sécurité humaine était donc déjà présent dans la rhétorique de Lloyd Axworthy, qui tenait à ce que celui-ci soit véhiculé à l'échelle mondiale. Nommé ministre des Affaires étrangères en janvier 1996, il voyait ici une opportunité unique de promouvoir cette notion par l'entremise du conseil de sécurité de l'ONU. Axworthy croyait au système des Nations Unies et savait que le conseil de sécurité pouvait être un instrument essentiel pour développer et implémenter le concept de sécurité humaine<sup>73</sup>. Il a d'ailleurs publié un article sur ce thème au printemps 1997; affirmant à mainte reprise que le Canada était bien positionné pour véhiculer ce concept innovateur dans le monde<sup>74</sup>. Homme crédible et intègre, ce dernier jouissait déjà d'une bonne réputation sur la scène mondiale, ayant participé déjà à plusieurs forums internationaux, dont le sommet mondial pour le développement social à Copenhague l'année précédente. Il était donc le parfait candidat pour prendre en main la campagne électorale canadienne au conseil de sécurité. C'est donc à l'aide de son ministre adjoint, Herb Gray, et sa ministre assignée au développement

---

<sup>72</sup> Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 259.

<sup>73</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 132-133.

<sup>74</sup> Axworthy, *Canada and Human Security: The Need for Leadership*, 183-196.

international, Diane Marleau, que Lloyd Axworthy a mené une campagne engagée pendant plus de trois ans pour l'obtention d'un siège non permanent au conseil de sécurité<sup>75</sup>.

Le deuxième facteur à considérer par un pays qui désire devenir candidat aux élections est l'annonce précoce de sa candidature, et ce, le plus clairement possible. La campagne doit comprendre une plateforme électorale indiquant spécifiquement ce que le pays candidat peut contribuer à l'ONU s'il se joint au conseil de sécurité. Ce facteur est probablement le plus contributif à la victoire du Canada en 1998. Nonobstant que le Canada signalait déjà en 1993 son désir d'obtenir un siège non permanent par l'entremise d'allocutions et de documents, c'est à l'automne 1996 que le gouvernement Chrétien a clairement défini les thèmes principaux de sa plateforme électorale. Lors d'un discours à l'assemblée générale de l'ONU, Lloyd Axworthy a donné le ton à la campagne du Canada:

Changing times have set us a new and broader agenda, which includes focusing on the security needs of the individual – in other words, sustainable human security. Unfortunately, new times have not sufficiently been reflected by a rededication to the UN as an expression of the spirit of internationalism (...) The need for recommitment to the UN is clear, and so, too, is the need for the renewal, restructuring and refocusing of the organization and its various bodies and agencies (...) Another priority is to strengthen the effectiveness of the Security Council by giving it greater accountability, representativeness, transparency and responsibility. Canada attaches particular importance to the need to ensure meaningful participation in decision-making by those members whose nationals – military or civilian – are in the crossfire of the conflicts over which the Council is deliberating<sup>76</sup>.

Axworthy voyait cette campagne électorale comme une opportunité idéale pour faire la promotion de son concept de sécurité humaine. Ce qui était particulier de cette campagne canadienne est qu'elle ne reposait pas seulement sur les exploits antérieurs du Canada au sein de l'ONU comme par le passé (ex: gouvernement Mulroney en 1988), mais proposait plutôt des

---

<sup>75</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 7.

<sup>76</sup> Lloyd Axworthy, "Address to the 51<sup>st</sup> Session of the United Nations General Assembly", New York: DFAIT, 24 September 1996.

changements concrets au conseil de sécurité. Trois thèmes sont particulièrement ressortis de la campagne canadienne: les travaux du conseil devaient être plus transparents, le concept de sécurité humaine devait être plus présent dans les débats et les décisions du conseil et la crédibilité ainsi que l'efficacité du conseil devaient s'améliorer.

Proposer des changements après avoir gagné un siège au conseil de sécurité est une chose, mais véhiculer ceux-ci lors d'une campagne électorale en est une autre. Tel que décrit plus tôt, la particularité du vote aux élections d'un siège non permanent est qu'il est tenu secret. Il n'y a donc pas de garantie, verbale ou écrite, d'obtenir des votes au scrutin. C'est pourquoi proposer un agenda de réforme comportait un certain niveau de risque que certains n'ont pas jugé nécessaire<sup>77</sup>. Cependant, le climat électoral au conseil étant devenu plus compétitif depuis la fin de la Guerre Froide, en particulier dans le GEOA<sup>78</sup>, le gouvernement canadien sentait qu'il devait mettre de l'avant de nouvelles idées à contribuer à l'ONU dont une plus grande transparence au conseil de sécurité. Le discours d'Axworthy lors de l'assemblée générale de l'ONU en 1998 témoigne de cette conviction:

The way the Council does its work must be more open and transparent. Far from constraining the Council's efficiency, this will improve the decisions it takes and render its actions more effective. The trend for permanent members increasingly to assume more control over the Council's agenda, thereby which so inform our political institutions at the close of the 20<sup>th</sup> century. The distinction between permanent and elected members needs to be narrowed rather than widened. In sum, the Council we need for the next century must be more responsible, more accountable and less impenetrable. We hope you will support Canada to advance these aspirations.<sup>79</sup>

---

<sup>77</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 135.

<sup>78</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 2.

<sup>79</sup> Lloyd Axworthy, "Address to the 53<sup>Rd</sup> Session of the United Nations General Assembly", New York: DFAIT, 25 Sept 1998.

La notion de transparence était un sujet déjà très discuté dans l'opinion publique et supportée par la majorité des pays-membres de l'ONU<sup>80</sup>. Cet exemple démontre que les thèmes préconisés dans la campagne du Canada étaient globaux et ne négligeaient pas certaines régions du monde; aspect important du facteur d'analyse décrit antérieurement. Parallèlement à sa campagne électorale, le Canada était intimement impliqué dans divers dossiers qui suivaient cette tendance universelle, par exemple le traité des mines antipersonnelles, l'élaboration de la cour criminelle internationale (CCI) et le protocole de Kyoto. Malgré des coupures considérables dans le budget de son ministère des affaires étrangères, le Canada a été en mesure de maintenir son réseau de représentants diplomatiques à l'échelle globale, démontrant l'importance qu'il accordait à toutes ces régions du monde<sup>81</sup>.

Le déploiement d'envoyés spéciaux pour supporter la campagne, l'influence que peut exercer le représentant permanent du pays candidat sur l'électorat onusien ainsi que l'utilisation des ONG pour supporter une campagne électorale est le troisième facteur considéré dans cette analyse. Pour supporter sa campagne, le Canada avait déployé plusieurs envoyés spéciaux à travers le monde au cours de l'année 1998. Ceux-ci incluaient le haut représentant du sénat canadien, divers membres du parlement ayant des liens avec les pays qu'ils visitaient ainsi que certains individus vivement impliqués dans le champ d'aide au développement international<sup>82</sup>. En plus des visites répétées d'Axworthy au QG des Nations Unies à New York, la campagne

---

<sup>80</sup> Micheal Pearson affirme: "Axworthy laid out three themes mentioned earlier, but it is notable that he put more emphasis on the importance of transparency in the Council: this had been a key sore point for both UN member states and the interested public, who alike were often in the dark on how the Council made decisions (...) To the wider membership of the UN, transparency sounded both necessary and clearly reasonable." Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 136.

<sup>81</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 9.

<sup>82</sup> *Ibid.*, 10.

canadienne pouvait compter sur son ambassadeur aux Nations Unies de l'époque, Robert Fowler. Possédant une vaste expérience sur la scène mondiale, ce dernier bénéficiait d'une excellente crédibilité parmi ses pairs. Dans le contexte de la campagne électorale, certains prétendent que Robert Fowler et le représentant des Pays Bas, Jaap Ramaker, étaient beaucoup plus engagés dans l'ensemble des dossiers de l'ONU, comparativement à leur homologue de la Grèce, Zacharakis<sup>83</sup>. Le rôle qu'a joué Robert Fowler, en particulier vers la fin de la campagne, a sans aucun doute contribué à la victoire du Canada.

La contribution des ONG, auxquels Axworthy accordait une importance particulière, a également aidé la campagne. Sachant que le département des affaires étrangères était parfois conservateur, Axworthy avait su établir ses propres réseaux à l'extérieur de son département, entre autres, avec le monde académique et les ONG<sup>84</sup>. Les ONG, qui étaient souvent laissées de côté par le département des affaires étrangères, visitaient maintenant l'édifice Pearson régulièrement et étaient directement impliquées dans plusieurs dossiers importants, dont le traité des mines antipersonnelles, la cour criminelle internationale, la campagne contre les enfants soldats, l'expansion des droits humanitaires ainsi que la campagne aux élections du conseil de sécurité de 1998<sup>85</sup>. Axworthy a affirmé en 1997 lors d'une conférence pour le traité des mines antipersonnelles à Oslo:

One can no longer relegate NGOs to simple advisory or advocacy roles in this process. They are now part of the way decisions have to be made. They have been the voice saying that government belongs to the people, and must respond to the people's hopes, demands and ideals<sup>86</sup>

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, 11.

<sup>84</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 154.

<sup>85</sup> *Ibid.*, 253-254.

Malgré que plusieurs déplorent l'expansion démesurée des ONG dans les années 1990<sup>87</sup>, personne ne peut nier l'influence grandissante que celles-ci ont sur le conseil de sécurité<sup>88</sup> et sur une campagne électorale d'un pays candidat pour l'obtention d'un siège non permanent. En prenant la décision d'impliquer les ONG dans plusieurs projets dirigés par le Ministère des Affaires étrangères, le gouvernement libéral a su tisser d'excellentes relations avec celles-ci et ainsi tirer avantage de leurs supports lors de sa campagne électorale de 1998.

La prise en considération des leçons apprises de campagnes électorales précédentes est un autre critère important à considérer. Même si le gouvernement Chrétien avait pris le temps d'étudier la campagne victorieuse du gouvernement Mulroney en 1988, il n'en demeure pas moins que celle de 1998 était très différente. Le rôle de l'ONU ayant évolué depuis la fin de la Guerre Froide<sup>89</sup>, les élections au conseil de sécurité étaient maintenant plus compétitives, exigeant ainsi des campagnes électorales très sophistiquées. Le gouvernement Chrétien avait compris que mener une campagne qui reposait principalement sur les succès du passé comme l'avait fait le Canada en 1988 n'était plus suffisante. Il est vrai que de nombreux discours

---

<sup>86</sup> Axworthy, Lloyd, "Notes from the honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, to the Oslo NGO Forum on Banning Anti-Personnel Landmines", Oslo: DFAIT 10 Sept 1997.

<sup>87</sup> Allison Van Rooy mentionne que les ONG sont passées de 21,000 en 1986 à plus de 38,000 enregistrés une décennie plus tard. Elle estime qu'en 2001, plus de 175,000 organisations à but non lucratif opéraient au Canada. , Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 260.

<sup>88</sup> James Paul soutient que les ONG ont grandement augmenté leur influence sur le conseil de sécurité de l'ONU depuis le début des années 1990. Il mentionne: "Beginning around 1990, non-governmental organizations dramatically increased their contact with the UN Security Council... In just ten years, NGOs developed a broad range of advocacy with the Security Council members, from private bilateral meetings to mass-based campaigns. The influence of NGOs cannot be easily separated from the complex of pressures and influences on the Council and NGO accomplishments always came through alliance with Council allies and their international partners." Paul, *NGOs and the Security Council*, 1-6.

<sup>89</sup> Les auteurs soulignent que la fin de la Guerre Froide avait grandement influencé l'ONU et changé son rôle dans le monde. Ils affirment: "The international society which the United Nations is now called upon to serve is vastly different from that which existed at its inception. Where once the pastel hues of colonial empires dominated

effectués par l'appareillage gouvernemental canadien, en outre Lloyd Axworthy<sup>90</sup>, ont souligné la contribution passée du Canada au conseil de sécurité. Cela dit, les trois thèmes électoraux soulignés plus tôt occupaient une plus grande place dans la campagne de 1998, démontrant ainsi que le Canada pouvait contribuer positivement comme futur membre du conseil. La défaite inattendue de l'Australie en 1996 a fort probablement fait l'objet d'une étude en profondeur par les représentants canadiens pour s'assurer de ne pas commettre des erreurs potentiellement coûteuses, par exemple, s'allier ouvertement avec un des deux autres candidats. L'Australie avait utilisé cette tactique en s'alliant avec la Suède à l'approche des élections de 1996. Le Portugal, troisième candidat à ces élections, avait dénoncé cette alliance pour démontrer que les plus grandes nations étaient avantagées par rapport aux plus petits États, obtenant possiblement un certain niveau de sympathie des membres de l'ONU. Conséquemment, le Canada s'est assuré de ne pas démontrer d'association avec les Pays Bas lors de la campagne de 1998<sup>91</sup>. Étant donné l'absence d'erreurs majeures commises par le Canada lors de sa campagne, le menant ainsi à une impressionnante victoire, permet de croire que le gouvernement Chrétien avait pris le temps d'étudier les campagnes précédentes, ou du moins a évité de commettre certaines erreurs flagrantes commises par d'autres auparavant. Une des leçons positives qui a probablement été considérées par le Canada lors de l'élection de 1998 est la stratégie de second tour adoptée par la Nouvelle-Zélande en 1992.

Ce genre de stratégie se rattache au prochain facteur analysé, soit celle de l'adoption de stratégies électorales plus techniques. Le Canada était considéré comme le favori pour remporter

---

the map of 1944, all parts of the world now claim direct representation.” Gordon and Wood, *Canada and the Reshaping of the United Nations*, 479.

<sup>90</sup> Axworthy, *Address to the 53<sup>rd</sup> Session of the United Nations General Assembly*.

<sup>91</sup> Malone, *Eyes on the Prize: the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council*, 12.

les élections de 1998 au premier tour. Il devait donc prendre la décision de miser le tout pour le tout lors du premier tour ou, adopter une stratégie plus conservatrice, soit d'être moins agressif au début et se préparer à courtiser le vote de pays qui avaient potentiellement voté contre lui lors du premier tour. L'exemple de la Nouvelle-Zélande démontre qu'une bonne stratégie de second tour peut aider à remporter une victoire; même si un pays tire de l'arrière après le premier tour. Ce dernier l'avait remporté en revenant de l'arrière lors du second tour contre la Suède pour éventuellement gagner de façon décisive au troisième tour. Ultiment, le Canada avait développé une stratégie flexible pour le jour du vote qu'il n'a pas eu à utiliser<sup>92</sup>.

Autre critère technique souligné plus tôt qui peut influencer le résultat d'une élection est l'échange de votes entre les États membres. Cette pratique semble être utilisée de plus en plus et va souvent au-delà du conseil de l'ONU; c'est-à-dire que des votes lors d'élection peuvent être offerts en échange de faveurs diplomatiques qui tombent à l'extérieur de la sphère onusienne. Cette pratique, qui semble de plus en plus agressive<sup>93</sup>, n'offre cependant aucune garantie puisque le vote demeure secret. C'est pourquoi il est avantageux pour un pays de ne pas exclure une région en particulier dans le contexte de sa politique étrangère et surtout, lors de sa campagne électorale. Comme mentionné plus tôt, ce fut le cas du Canada lors de sa campagne de 1998. Ce dernier avait continué d'adopter une politique étrangère multilatérale qui l'impliquait dans plusieurs dossiers sur la scène internationale, comme le traité des mines antipersonnelles, établissant ainsi des liens avec plusieurs membres de l'ONU. Ceci faisait en sorte de mieux

---

<sup>92</sup> L'Espagne avait gagné lors du premier tour avec 118 votes, la Suède ayant terminé deuxième avec 109 voix et la Nouvelle-Zélande terminant troisième. Lors du deuxième tour, la Nouvelle Zélande avait rapidement pris une avance considérable avec 99 votes contre 74 pour la Suède. Lors du troisième et dernier tour, la Nouvelle Zélande a remporté la victoire avec 117 votes contre seulement 55 pour la Suède. L'Espagne et la Suède était pourtant considéré comme les deux favoris de cette élection. *Ibid.*, 12-13.

<sup>93</sup> *Ibid.*, 13.

l'aligner avec plusieurs membres du conseil de sécurité et ainsi, faciliter la tâche de courtiser leurs votes le jour de l'élection. Le Canada avait également maintenu de bons liens avec les cinq membres permanents, approche que Jean Chrétien avait conservée dès la première année de son mandat<sup>94</sup>. Le Canada a d'ailleurs aisément remporté son siège lors du premier tour du vote avec 131 voix, le plaçant ainsi devant les Pays Bas à la grande surprise de plusieurs<sup>95</sup>. Étant donné que le Canada n'a jamais tiré de l'arrière et a remporté cette victoire avec plus des trois quarts, des votes laissent présager qu'il possédait un bon système pour sonder l'électorat et que, ultimement, sa nomination n'a jamais été en danger.

Le dernier facteur analysé, qui demeure l'un des plus importants à considérer lors d'une campagne électorale au conseil de sécurité, est l'adoption d'une politique étrangère multilatérale qui demeure active sur la scène internationale, en particulier aux initiatives reliées à l'ONU. D'un côté, ce facteur a probablement joué un rôle important dans la course électorale de 1998 et, de l'autre, est devenu l'un des thèmes les plus controversés de la politique étrangère du gouvernement libéral à l'époque. Les changements décrits plus tôt indiquent que le gouvernement Chrétien avait adopté une approche internationaliste différente de ses prédécesseurs, entre autres, par l'entremise de son concept de sécurité humaine chapeauté par Axworthy. Ce dernier croyait que le meilleur véhicule pour faire avancer ce principe de PEC était de faire l'utilisation du *soft power*<sup>96</sup>, un nouveau conduit qui pourrait personifier les

---

<sup>94</sup> John Kirton souligne que lors de la première année de son mandat, Jean Chrétien a effectué plus de neuf visites à l'étranger et rencontré 36 différents chefs d'états. Les cinq membres permanents du conseil de sécurité figurent parmi ceux qu'il a le plus rencontrés. Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 263-264.

<sup>95</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 136.

<sup>96</sup> Joseph Nye, un théoricien politique des États-Unis, a popularisé le terme *soft power* dans les années 1990. Ce terme mettait de l'emphase sur l'utilisation de moyens d'attractions, versus ceux de coercitions, pour atteindre des objectifs politiques. Le *soft power* prône l'emploi de moyens comme l'utilisation de l'information et la

valeurs canadiennes tout en augmentant le statut et la crédibilité du Canada dans le monde. Ce terme, qui prônait l'utilisation de moyens comme la culture, l'idéologie et l'institutionnalisme, était non seulement idéal pour promouvoir le concept de sécurité humaine, mais était aussi directement lié aux objectifs du document de PEC publié en 1995<sup>97</sup>.

Plusieurs, dont Hampson et Oliver<sup>98</sup>, ont critiqué cette approche, indiquant que le gouvernement Chrétien avait greffé un concept américain à la PEC de façon improvisée. Ils affirment que l'application du *soft power* ne pouvait pas être efficace sans l'utilisation du *hard power*, terme qui prône plutôt des moyens coercitifs comme l'utilisation du militaire ou de sanctions économiques. De leurs points de vue, ce lien indissociable entre les deux termes était aussi important dans son utilisation au conseil de sécurité de l'ONU, opinion partagée par Malone<sup>99</sup>. Plusieurs ont d'ailleurs souligné le manque d'intervention concret de l'ONU dans certains conflits, dont ceux au début des années 1990 comme le Rwanda. L'utilisation presque exclusive du *soft power* en PEC combinée aux coupures significatives effectuées par le gouvernement Chrétien entre 1994-1998 dans son budget des affaires étrangères et de l'aide internationale (26,1%) ainsi qu'au niveau de la défense nationale (21,6%) viennent supporter les inquiétudes mentionnées<sup>100</sup>. Si le Canada voulait continuer d'être un joueur clé au sein du

---

diplomatie lors de conflit, comparativement à la force militaire brute. On peut observer que malgré le fait qu'il a donné naissance au terme *soft power*, son contenu existe depuis longtemps. Joseph S. Nye, *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power* (New York: Basic Books, 1990), 307.

<sup>97</sup> Le document de PEC publié pour le gouvernement Chrétien en 1995 avait comme troisième objectif de promouvoir les valeurs et la culture canadiennes dans le monde. *Le Canada dans le monde: le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*, section résumé, 1-2.

<sup>98</sup> Fen O. Hampson and Dean F. Oliver, "Pulpit Diplomacy: A Critical Assessment of the Axworthy Doctrine," *International Journal* 53, no. 3 (1998), 389-90.

<sup>99</sup> David Malone, "The UN Security Council in the Post-Cold War World: 1987-97," *Security Dialogue* 28 (1997), 399-404.

conseil de sécurité, il devenait imprudent de constamment diminuer ses contributions financières aux Nations Unies, surtout à l'approche d'élections.

Malgré ces coupures, le Canada a tout de même trouvé le moyen de s'engager fermement dans plusieurs dossiers importants sur la scène internationale, dont le traité des mines antipersonnelles, la campagne contre les enfants soldats et l'expansion des droits humanitaires. Le leadership démontré par le Canada dans ces dossiers, qui étaient tous reliés au concept de sécurité humaine, supportait non seulement sa bonne réputation sur la scène mondiale comme puissance moyenne efficace<sup>101</sup>, mais était également admiré par le public canadien<sup>102</sup>. Plutôt que de conclure que le Canada pratiquait une diplomatie appauvrie comme le prétend Nossal<sup>103</sup>, on pourrait alléguer que le concept de « sécurité humaine » reflétait d'une part les valeurs du Canada dans le monde, par exemple la promotion de la CCI, et de l'autre, supportait ses intérêts nationaux en diminuant les coûts reliés à sa politique étrangère pour alléger ses contraintes budgétaires de l'époque<sup>104</sup>. La PEC continuait donc d'être appliquée dans son cadre traditionnel

<sup>100</sup> Kirton, *Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement Chrétien*, 265-266.

<sup>101</sup> Evan Potter souligne l'excellente réputation que s'est forgé le Canada sur la scène internationale, en partie grâce à ses habiletés diplomatiques. Evan H. Potter, "Niche Diplomacy as Canadian Foreign Policy," *International Journal* 52, no. 1, Canadian Foreign Policy (Winter, 1996), <http://www.jstor.org/stable/40203170>, 31.

<sup>102</sup> Munton, *Whither Internationalism*, 176-177.

<sup>103</sup> Dans son article, Kim Richard Nossal conclue que la PEC de Jean Chrétien est grandement appauvrie si on la compare à celle du passé. Il mentionne: "We might call contemporary Canadian foreign policy 'niche policy' but that term has certain problems. (...) Instead, I would suggest that a more apt characterization of what we see today is pinchpenny diplomacy." Nossal, *Pinchpenny Diplomacy: The Decline of 'Good International Citizenship' in Canadian Foreign Policy*, 104-105.

<sup>104</sup> J. Jockel et J. Sokolosky affirment: "In retrospect, Axworthy's embrace of 'soft power' looks like a shrewd tactical move, away of making the most of the limited cards he had been dealt. When he took over DFAIT, Canada was a country in decline...More importantly, national finances were still in bad shape, and, as a result, it simply could not afford as much 'hard power', not even the limited amount it had before." Joe Jockel and Joel Sokolosky, "Lloyd Axworthy's Legacy: Human Security and the Rescue of Canadian Defence Policy," *International Journal* 56, no. 1 (Winter 2000/2001), 1.

d'internationalisme, seulement de façon différente. Le gouvernement Trudeau avait d'ailleurs pris une approche similaire dans les années 1970<sup>105</sup>.

Peu importe l'opinion que l'on peut avoir sur la sécurité humaine et son application, nul ne peut nier que le Canada avait choisi un thème auquel il était très difficile de s'opposer, en plus d'être intimement lié aux aspirations universelles et idéalistes de l'ONU. De la perspective de ses membres, le Canada était probablement perçu comme étant un État actif sur la scène internationale qui apportait une vision nouvelle au conseil de sécurité. Des projets de haute visibilité mentionnés plus tôt donnaient des résultats concrets à court terme et procuraient au Canada l'image d'être encore activement engagé à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. Pour ce qui est de la diminution de sa participation aux opérations de l'ONU, il est important de noter qu'à l'exception d'une modeste opération de maintien de la paix au Guatemala en 1997, aucune autre opération de la sorte n'a été initiée par le conseil de sécurité entre 1995 et 1999. Ceci peut s'expliquer par les insuccès du début des années 1990 ainsi qu'à l'émergence d'un nouveau type d'opération 'hybride', soit des opérations effectuées par l'entremise de d'autres organisations comme l'OTAN. L'opération IFOR et SFOR en Bosnie en sont de bons exemples; opérations auxquelles le Canada a grandement contribué pendant plus d'une décennie.

Du point de vue de ses contributions indirectes, le Canada semblait éviter la controverse et était perçu comme étant positivement engagé dans le monde, entre autres, dans le dossier sur

---

<sup>105</sup> Adam Chapnick mentionne dans son article à propos de la PEC du gouvernement Trudeau dans les années 1970: "(...) in spite of his initial focus on international financial and humanitarian assistance, by the end of his time in office, Pierre Trudeau's dollar commitment to foreign aid had declined dramatically, thanks largely to financial problems at home." Adam Chapnick, "Peace, Order, and Good Government: The "Conservative" Tradition in Canadian Foreign Policy," *International Journal* 60, no. 3, (Summer, 2005), <http://www.jstor.org/stable/40204053>, 644.

l'environnement. Il faut rappeler que l'État bénéficiait déjà d'une bonne réputation dans ce domaine grâce aux politiques du gouvernement Mulroney qui avait pris plusieurs initiatives, entre autres, comme hôte de la conférence sur l'ozone à Montréal en 1987 ou celle sur les changements climatiques l'année suivante à Toronto<sup>106</sup>. Quelques années plus tard, le Canada était l'un des premiers pays à signer et ratifier le protocole sur la biodiversité. Malgré une diminution remarquable dans son engagement en matière d'environnement, partiellement dû à ses difficultés économiques domestiques<sup>107</sup>, le gouvernement Chrétien a tout de même participé activement aux activités entourant les changements climatiques. Après de longues négociations, le Canada a finalement endossé le protocole de Kyoto; protocole qui imposait aux pays industrialisés une diminution de leurs émissions de gaz à effet de serre. Les résultats de cet engagement canadien seront analysés plus loin dans cet essai. Tout compte fait, le soutien apporté au dossier de l'environnement combiné aux initiatives reliées à son concept de sécurité humaine sont des exemples qui démontrent que le Canada possédait l'image d'un pays engagé dans le monde qui s'apparentait bien aux ambitions des Nations Unies.

## **SYNTHÈSE DES RAISONS QUI ONT MENÉ LE CANADA À SA VICTOIRE DU 8 OCTOBRE 1998**

Pour la sixième fois de son histoire, le Canada a obtenu un siège non permanent au conseil de sécurité en reportant les élections de 1998 dès le premier tour avec plus de 131 votes sur une possibilité de 172, résultat bien au-delà des deux tiers requis. Si on résume l'analyse de la campagne électorale canadienne effectuée plus tôt, on peut conclure que ce succès est principalement dû à la combinaison de quatre facteurs en particulier. En premier lieu,

---

<sup>106</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 218-219

l'implication engagée et constante du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, tout au long de la campagne canadienne a définitivement joué un rôle clé dans cette victoire décisive. Axworthy a su véhiculer l'agenda canadien lors de sa campagne, tant au niveau de ses discours que dans les multiples projets multilatéraux qu'il a initiés en politique étrangère. Ces initiatives sont d'ailleurs directement liées au deuxième facteur ayant contribué au succès du Canada, soit celle d'une plateforme électorale concise et inspirante. Basé sur le concept de sécurité humaine, le gouvernement canadien a eu l'audace de proposer trois thèmes très spécifiques pour définir sa campagne; soit d'améliorer la transparence du conseil, promouvoir la sécurité humaine et accroître la crédibilité du conseil. Ces thèmes universels touchaient non seulement tous les pays membres de l'ONU, mais donnaient également l'impression que le Canada avait la volonté et la détermination d'améliorer l'efficacité du conseil de sécurité avec de nouvelles propositions. Ces idées étaient également bien appuyées par un ensemble de diplomates compétents dispersés aux quatre coins du globe; troisième facteur à souligner dans cette réussite. Épaulé par le charismatique Robert Fowler à New York ainsi que par de multiples ONG engagés dans divers projets avec le bureau du ministre Axworthy, le Canada a su maintenir une présence soutenue sur l'ensemble des continents pour promouvoir sa campagne électorale.

Enfin, le dernier facteur à considérer dans le couronnement du Canada est sa contribution sur la scène internationale, en particulier celle reliée aux initiatives de l'ONU. Mené par son concept de sécurité humaine, le gouvernement Chrétien avait adopté une politique étrangère qui prônait l'utilisation du *soft power*, un nouveau conduit qui s'apparentait bien avec les objectifs de son livre blanc de 1995. Malgré les nombreuses critiques de ce virage marqué en PEC, nul ne peut s'opposer à l'idée de vouloir protéger spécifiquement les citoyens lors de

conflits, idée qui donnait une belle image au Canada et qui s'associait très bien aux convictions idéalistes de l'ONU. Daryl Copeland résume bien les effets de cette nouvelle approche en PEC:

It is not difficult to see why Axworthy's priorities – children in conflict, circumpolar affairs, peacebuilding, Aboriginal partnerships – had more political appeal than global poverty reductions or international conflict resolution. The components of the human security agenda were emotionally appealing, media-friendly, inexpensive, and demonstrably responsive to Canadian entreaties. In short, the human security agenda, advanced as Canada's foreign policy for the twenty-first century, was an easy sell, with manageable risks and the prospect of substantial rewards<sup>108</sup>.

Il ne faut pas oublier que dès les débuts de sa campagne électorale, le Canada profitait déjà d'une excellente crédibilité sur la scène mondiale due en grande partie aux succès antérieurs de la politique étrangère du gouvernement Mulroney, lui donnant ainsi la latitude d'effectuer ce virage en politique étrangère. Il est donc pertinent d'examiner si cette nouvelle direction allait permettre au Canada de faire avancer l'agenda audacieux qu'il avait proposé lors de sa campagne pendant son mandat au conseil de sécurité de janvier 1999 à décembre 2000.

### **SIXIÈME MANDAT CANADIEN AU CONSEIL DE SÉCURITÉ: MISSION ACCOMPLIE**

Il est évident que siéger au conseil de sécurité pendant deux ans donne peu de latitude à un pays pour influencer des changements majeurs au sein d'une grande organisation aussi complexe que l'ONU, d'autant plus que le mandat canadien lui a seulement permis d'occuper la présidence du conseil pendant deux mois. Selon plusieurs, dont David Malone et Patrick Wittman, le Canada a tout de même été en mesure d'obtenir des résultats au-delà de ses attentes en tant que puissance moyenne dans le monde lors de ce mandat<sup>109</sup>. Dès sa première année au conseil, le Canada a été en mesure de faire avancer les trois thèmes qu'il avait élaborés lors de sa

---

<sup>108</sup> *Ibid.*, 161.

campagne électorale. Concernant sa première priorité, soit la transparence du conseil, les homologues canadiens ont immédiatement prient l'initiative d'être plus ouvert envers le public et les non-membres du conseil lors de la présidence du Canada en février 1999. Plusieurs sessions ouvertes ont été initiées par le président du conseil qui, à l'époque, était l'ambassadeur du Canada à l'ONU, Robert Fowler. Même après les sessions à huis clos, ce dernier prenait le temps de partager le contenu de ces rencontres avec les médias. Lors de son deuxième mandat comme président en avril 2000, le Canada a tenu plus de 6 sessions ouvertes, une augmentation remarquable si on considère que celles-ci étaient menées en moyenne une seule fois par mois. Plusieurs ont même été présidées par Lloyd Axworthy, élevant ainsi la crédibilité des sessions ouvertes. De l'information concernant le contenu de la majeure partie des sessions du conseil, ouvertes et fermées, était également disponible sur le web; pratique également encouragée par le Canada. D'autres pays, dont l'Argentine, le Portugal, le Venezuela ont suivi le pas, démontrant ainsi que les démarches du Canada ont eu un certain impact soutenu sur la transparence du conseil de sécurité<sup>110</sup>. Lors d'un séminaire organisé par l'association des Nations Unies au Canada et le MAECI concernant le mandat canadien à l'ONU, Paul Heinbecker affirme que même s'il y a encore plusieurs discussions à huis clos, les efforts du Canada auront grandement influencé le conseil de sécurité à effectuer plus de réunions ouvertes au public<sup>111</sup>.

Concernant l'objectif d'augmenter la crédibilité du conseil de sécurité, le Canada a également connu un certain succès, entre autres, en menant des changements au dossier des sanctions imposées par l'ONU. Le comité de révision des sanctions en Angola, présidé par

---

<sup>109</sup> Malone and Wittman, *Canada and the Security Council in the Post-Cold War Era*, 7.

<sup>110</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 137, 144-145.

Robert Fowler, a été un énorme succès et a permis d'initier une réforme des politiques entourant les futures sanctions imposées par le conseil de sécurité. Le Canada a d'ailleurs été chef de file dans la création du groupe de travail qui a effectué cette révision<sup>112</sup>. Ce projet important était au cœur des aspirations initiales mentionnées par les libéraux en 1993 de mieux encadrer les missions de maintien de la paix. Les engagements du conseil à cet égard ont dès lors été étudiés de façon plus approfondie lors du sommet millénaire que s'est conclu avec la résolution 1318 approuvée le 7 septembre 2000. Le rapport Brahimi<sup>113</sup>, ainsi que ses recommandations, a également été approuvé sous une autre résolution peu de temps après (résolution 1327 approuvée le 13 novembre 2000). Même si certains jugent que des changements plus drastiques étaient requis<sup>114</sup>, on peut conclure que le conseil de sécurité avait démontré une certaine volonté d'améliorer sa crédibilité, en particulier lorsque l'ONU devait s'impliquer directement sur le terrain. Le Canada a vigoureusement endossé ce rapport sur la place publique et a su contribuer, de manière tangible, à l'amélioration de la crédibilité du conseil par l'entremise de son travail effectué sur le dossier des sanctions. Ce dossier a éventuellement servi de modèle pour de futures sanctions imposées par l'ONU dans d'autres régions du monde, dont l'Afghanistan. Cependant, on peut apporter une nuance à ce progrès puisque plusieurs considèrent que des sanctions économiques sont des moyens coercitifs<sup>115</sup> qui, dans plusieurs cas, causent d'énormes

---

<sup>111</sup> *Canada on the Security Council 1999-2000: An Assessment of our Sixth Term and its Legacy* (Ottawa: DFAIT, 29 January 2001), [http://www.unac.org/en/link\\_learn/canada/security/2001screport.pdf](http://www.unac.org/en/link_learn/canada/security/2001screport.pdf), 4.

<sup>112</sup> Malone and Wittman, *Canada and the Security Council in the Post-Cold War Era*, 6.

<sup>113</sup> Brahimi et coll, *Rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix de l'organisation des Nations Unies* (New York, août 2000), [http://www.un.org/fr/peacekeeping/sites/peace\\_operations/](http://www.un.org/fr/peacekeeping/sites/peace_operations/).

<sup>114</sup> Micheal Pearson soutient que l'un des besoins les plus critiques pour augmenter l'efficacité de l'ONU, et par le fait même sa crédibilité, était de créer une force permanente des Nations Unies capable de se déployer rapidement partout dans le monde. Cette opinion était d'ailleurs supportée par plusieurs, dont le prédécesseur d'Axworthy, André Ouellet. Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 147-148.

dommages aux populations civiles des pays visés. Ceci allait à l'encontre de l'utilisation du *soft power* prôné par le Canada; observation qui a également été faite concernant sa position sur le conflit au Kosovo.

Sur le thème principal de sa campagne, la promotion de la sécurité humaine, le Canada a connu un succès plus mitigé. Dès sa présidence en février 1999, le Canada a initié une session pour discuter de la protection des civils lors de conflits qui a été présidée par Lloyd Axworthy. Ces sessions ont mené à la rédaction d'un rapport sur les victimes civiles des conflits armés par Kofi Annan, le Secrétaire général, qui supportait également le concept de sécurité humaine. Les recommandations de ce rapport ont éventuellement été endossées par les membres du conseil de sécurité et ont mené à une résolution pour la protection des civils lors de conflits armés<sup>116</sup>. Au printemps 1999, le Canada a fait face au défi le plus ambigu de son mandat: le conflit au Kosovo. Lorsque le Canada a fait la promotion d'une intervention mandatée par le conseil au Kosovo, ce dernier avait abandonné toutes tentatives de persuader Milosevic d'arrêter son offensive en faisant l'utilisation de *soft power*. Après des mois de débats, l'OTAN s'est éventuellement impliqué par l'entremise d'une résolution de l'ONU en bombardant la Serbie pour stopper l'invasion du Kosovo. À propos de la position canadienne face à ce conflit, Knox mentionne: "(...) by joining the bombing in Yugoslavia, Canada showed that when the chips are down it remains prepared to resort to the quite traditional application of force in justification of

---

<sup>115</sup> John et Karl Mueller soutiennent que les sanctions économiques imposées à l'Irak sont des moyens coercitifs qui ont causé un nombre démesuré de morts qui se compare à l'utilisation de l'arme nucléaire. John Mueller and Karl Mueller, "Sanctions of Mass Destruction," *Foreign Affairs* 78, no. 3 (May - Jun., 1999), <http://www.jstor.org/stable/20049279>, 51.

<sup>116</sup> Malone and Wittman, *Canada and the Security Council in the Post-Cold War Era*, 5.

its human security goals – at least as long as they are shared by its allies”<sup>117</sup>. En approuvant une résolution qui impliquait l’OTAN, le conseil, et par le fait même, le Canada, démontrait qu’il était prêt à faire l’utilisation du *hard power* pour supporter son emploi initial du *soft power* sous l’emblème de la sécurité humaine. Certains prétendent que cette éventualité était inévitable. D’autres, dont Oliver, ont toutefois dénoncé cette intervention en affirmant que l’implication de l’OTAN avait détérioré la situation et transgressé la charte de l’ONU<sup>118</sup>. Malgré cette décision controversée, il faut tout de même avouer qu’en préconisant la sécurité humaine, le Canada avait réussi à conscientiser les membres du conseil que l’ONU avait la responsabilité de protéger les victimes innocentes des conflits armés. Les résolutions de l’ONU encadrant les opérations de maintien de la paix comprenaient maintenant plus d’éléments sur la protection des civils, les droits humains et la protection des enfants.<sup>119</sup>

Dans l’ensemble, on peut conclure que le Canada a réussi à faire avancer les grands thèmes de l’agenda qu’il avait proposé lors de sa campagne électorale; agenda qui a joué un rôle important dans sa victoire en octobre 1998. Le mandat du Canada maintenant terminé, plusieurs se demandaient si ces trois thèmes allaient continuer de progresser au sein de l’ONU en l’absence du Canada. De plus, avec le départ d’Axworthy l’année suivante, certains prédisaient déjà le déclin du concept de sécurité humaine en PEC. Il est donc pertinent de voir quelle marque cette période allait laisser en politique étrangère et comment celle-ci allait influencer la future campagne électorale du Canada aux élections du conseil de sécurité prévue pour octobre 2010.

---

<sup>117</sup> Maureen A. Molat and Fen O. Hampson, eds., *Canada Amongst Nations: Vanishing Borders* (Toronto: Oxford University Press, 2000), 318-319.

<sup>118</sup> Micheal Oliver, "Canada and the Security Council," *Behind the Headlines* 56, no. 3 (Apr-Jun 1999), 3-4.

## CHAPITRE 4 – LE CANADA LANCE LA SERVIETTE AU SECOND TOUR DU VOTE

### GUERRE EN IRAK: L'ÉROSION D'UNE LONGUE RELATION BILATÉRALE

D'une façon similaire à l'approche dans le troisième chapitre, il est important de tracer brièvement le portrait du paysage politique de la fin de l'Ère Chrétien et l'arrivée en scène du gouvernement Harper en 2006. Divers faits soulignés au cours des prochains paragraphes seront essentiels pour supporter l'analyse de la campagne électorale canadienne de 2010 à l'ONU. Lloyd Axworthy avait sans équivoque accompli beaucoup avec peu de moyens, entre autres, par l'entremise de son concept de sécurité humaine. Cela dit, il est impressionnant de voir jusqu'à quel point l'agenda de sécurité humaine s'est effacé de la PEC après le départ d'Axworthy en octobre 2000<sup>120</sup>. Son remplaçant, John Manley, avait décidé de se distancer de ce concept et de se concentrer sur d'autres dossiers, dont les relations économiques canado-américaines<sup>121</sup>. Malgré les bonnes relations entre Chrétien et Clinton au cours des années 1990<sup>122</sup>, l'arrivée du président républicain George W. Bush a apporté une dynamique différente à la maison blanche. Les événements tragiques du 11 septembre 2001 allaient définitivement amplifier ce changement de cap. Peu de temps après cette tragédie, le gouvernement Bush était convaincu que la seule façon d'assurer la sécurité mondiale était d'utiliser sa puissance militaire de façon préventive. Pour les Américains, la guerre n'était maintenant plus un moyen de dernier recours comme le prétendait Clausewitz, mais plutôt un instrument de politique étrangère<sup>123</sup>. C'est donc sous une

---

<sup>119</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 146.

<sup>120</sup> *Ibid.*, 154, 162-169.

<sup>121</sup> Molat and Hampson, *Canada Amongst Nations: Vanishing Borders*, 3-4.

<sup>122</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 90-91.

résolution de l'ONU que la coalition des pays de l'OTAN, menée par les Américains, a répliqué en Afghanistan pour contrer Al-Qaeda.

Pour ce qui est de la participation canadienne à ce conflit, Jean Chrétien avait mentionné que: « Les démocraties ont toujours fait preuve de détermination et de fermeté quand leurs valeurs démocratiques ont été menacées. Comme elles le sont maintenant.<sup>124</sup> » On peut voir qu'il mettait l'accent sur la dimension du multilatéralisme pour justifier la participation du Canada en Afghanistan, tout en alléguant que ces attaques ciblaient les valeurs universelles du monde, pas seulement celles des États-Unis. L'unilatéralisme grandissant des Américains suite au 11 septembre 2001 faisait ressortir une crainte longtemps perçue au Canada, celle d'être intégrée aux États-Unis, surtout sur le plan de la sécurité. La PEC, en particulier sa composante internationaliste, a non seulement contribué aux intérêts nationaux du pays, mais a parfois servi d'instrument pour se différencier des États-Unis et veiller aux intérêts d'une entité politique distincte sur le continent nord-américain, par exemple lors de l'ère nationaliste de Trudeau<sup>125</sup>. Les discours du gouvernement canadien suite aux attentats du 11 septembre visaient donc à défendre l'universalisme ainsi que l'identité nationale du Canada face à l'unilatéralisme des États-Unis. Cette distinction est devenue encore plus apparente lorsque le Canada a refusé de

<sup>123</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 133-136.

<sup>124</sup> Chrétien, Jean, « Transcription révisée d'un discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion du dîner de la confédération de 2001 », discours, Cabinet du Premier ministre, Ottawa, 24 septembre 2001.

<sup>125</sup> Pierre Trudeau a tenu à soulever plusieurs fois l'indépendance du Canada face aux États-Unis lorsqu'il était Premier ministre du Canada. Un des nombreux exemples qui supportent cette affirmation est l'analogie qu'il a fait lors d'un de ses discours aux États-Unis invoquant que d'être le voisin des américains était comme « dormir avec un éléphant », expression quelque peu sarcastique qui voulait souligner la présence imposante des États-Unis par rapport à la politique canadienne. Ce discours avait été prononcé alors que le Canada prenait ses distances face aux États-Unis dans plusieurs dossiers, entre autres, par son refus de participer à la guerre du Viêt-Nam et maintenir ses liens avec l'URSS, Cuba et la Chine. Trudeau, Pierre Elliot, « Discours de Pierre Trudeau au Washington Press Club, le 25 mars, 1969. » <http://www.collectionscanada.gc.ca/premiersministres/h4-4011-f.html>, Internet ; consulté le 09 novembre 2010.

supporter l'invasion en Irak menée par les Américains. Ceci demeure, selon certains<sup>126</sup>, l'une des décisions les plus importantes que Jean Chrétien a prises comme premier ministre.

Contrairement à l'Afghanistan, l'invasion en Irak n'était pas supportée par l'ONU et l'OTAN. Jean Chrétien jugeait que les motifs allégués par les Américains pour aller en Irak, par exemple un changement de régime, allaient à l'encontre des valeurs canadiennes<sup>127</sup>. L'opposition officielle au Parlement canadien, occupée par les conservateurs de Stephen Harper, avait hautement critiqué cette décision, alléguant que le Canada avait abandonné les Américains<sup>128</sup>. Cette dernière analyse souligne clairement une différence marquante entre l'approche des conservateurs et celle des libéraux à l'époque par rapport à la PEC. Seul le temps dicterait l'impact réel que cette décision allait avoir en diplomatie canadienne, tant au niveau des États-Unis qu'avec le reste du monde.

Entre temps, le gouvernement Chrétien avait finalement décidé, après une décennie de coupures, d'augmenter ses contributions financières au programme d'aide internationale (dont la moitié était dédiée à l'Afrique<sup>129</sup>). Cette augmentation était bien calculée puisque le Canada était

---

<sup>126</sup> *Ibid.*, 95-96.

<sup>127</sup> Roussel et Robichaud soulignent dans leur article le refus du Canada de prendre part à la guerre en Irak et cite le premier ministre Jean Chrétien à ce sujet: «À mon avis, vous avez probablement gagné cette fois. Mais je parle de désarmement. La question d'un changement de régime, c'est autre chose (...) C'est quelque chose qui me rend mal à l'aise, et je l'ai dit au Canada et je l'ai dit à tout le monde, parce que cela s'arrête où? Vous savez, s'il est acceptable à cet endroit, pourquoi pas ailleurs?». Roussel et Robichaud, *L'État postmoderne par excellence? Internatinalisme et promotion de l'identité internationale du Canada*, 167

<sup>128</sup> L'article fait mention des propos affirmés par Harper et Day concernant le conflit en Irak: « Today, the world is at war. A coalition of countries under the leadership of the UK and the US is leading a military intervention to disarm Saddam Hussein. For the first time in history, the Canadian government has not stood beside its key British and American allies in their tome of need. The Canadian Alliance – the official opposition in parliament – supports the American and British position because we share their concerns, their worries about the future if Iraq is left unattended to, and their fundamental vision of civilization and human values. Disarming Iraq is necessary for the long-term security of the world, and for the collective interests of our key historic allies and therefore manifestly in the national interest of Canada.», Stephen Harper and Stockwell Day, "Conservative Canadians Speak Out!" *Wall Street Journal*, 28 March 2003.

l'hôte du G8 l'année suivante et avait décidé de faire de l'Afrique un enjeu important lors de ce sommet. Après plus de quarante ans de carrière politique, Jean Chrétien s'est retiré pour donner sa place à Paul Martin. Ce dernier a fait son entrée en scène comme chef libéral sous la tourmente du scandale des commandites, ce qui a eu un impact sur les élections de 2004 où le gouvernement libéral est devenu minoritaire pour la première fois en onze ans. Paul Martin aura tout de même été en mesure de publier un livre blanc en 2005 qui mettait une emphase particulière sur la lutte contre le terrorisme et les relations canado-américaines<sup>130</sup>. Ce réalignement avec les États-Unis avait comme but de rebâtir les liens avec son voisin du sud qui s'étaient détériorés sous le gouvernement Chrétien, en partie à cause du conflit en Irak. Il a aussi contribué de façon significative à la mise sur pied du G20, groupe qui se concentrait principalement sur l'économie mondiale. Ces deux derniers thèmes allaient devenir des priorités pour le futur premier ministre du Canada, Stephen Harper.

## **LE RETOUR AU POUVOIR DES CONSERVATEURS SOUS L'INFLUENCE DE L'UNILATÉRALISME AMÉRICAIN**

En janvier 2006, Stephen Harper a remporté ses premières élections sous un gouvernement conservateur minoritaire. Ceci marquait un retour au pouvoir du parti

---

<sup>129</sup> L'Afrique est d'ailleurs devenu l'un des thèmes principaux du G8 tenu à Kananaskis en 2002, thèmes auxquels le gouvernement Chrétien s'est engagé de façon significative. Lors de ce sommet, il a annoncé que le Canada verserait plus de 500 millions au continent de l'Afrique au cours des 3 prochaines années, entre autres, pour contrer la pauvreté. Alain Noël, Jean-Philippe Thérien and Sébastien Dallaire, "Divided Over Internationalism: The Canadian Public and Development Assistance," *Canadian Public Policy / Analyse De Politiques* 30, no. 1 (Mar., 2004), <http://www.jstor.org/stable/3552579>, 33.

<sup>130</sup> Dans l'énoncé de politique étrangère du gouvernement Martin, le chapitre sur la diplomatie comprenait une sous-section complète consacrée aux relations Canado-américaines ainsi que sur la sécurité mondiale. On peut percevoir une intention véritable dans ce document de rapprocher la PEC à celle des États-Unis, entre autres, pour combler les divisions créées précédemment par le gouvernement Chrétien. Canada. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International. *Énoncé de politique internationale du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 2005.

conservateur après plus de treize ans d'absence. Le désintéressement et l'inexpérience du gouvernement Harper en politique étrangère était palpable dès son entrée au pouvoir; inexpérience qui semblait couramment remplacée par l'idéologie<sup>131</sup>. Ceci, jumelé au désintéressement du public canadien en politique étrangère<sup>132</sup>, a fait en sorte que le Canada s'est quelque peu renfermé sur lui-même et s'est éloigné tranquillement de sa tradition internationaliste en politique étrangère au cours des dernières années. N'ayant par pris l'option de publier un livre blanc, Stephen Harper semblait plutôt vouloir se baser sur des actions ciblées pour définir sa politique étrangère tout en se dissociant des initiatives libérales, par exemple en choisissant l'Amérique latine versus l'Afrique. Il semblait également aborder des sujets en politiques étrangères qu'il ne pouvait pas débattre domestiquement, comme l'avortement et la peine capitale<sup>133</sup>. Son gouvernement était plus radical dans sa position envers certaines parties du monde, par exemple, son soutien inconditionnel à Israël au détriment de la communauté arabe qui allait même jusqu'à mettre de côté la position coutumière du Canada envers les droits humains.

Cela dit, le gouvernement Harper a tout de même été en mesure de remporter une deuxième élection fédérale en 2008, gardant néanmoins son statut minoritaire. Comparativement à la majorité des pays du G-20, Stephen Harper a su bien diriger l'économie canadienne à travers la crise financière qui a secoué l'économie mondiale en 2008-09. Il faut noter que ce dernier

---

<sup>131</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 196-197.

<sup>132</sup> Lors des débats télévisés du 15 décembre et 10 janvier 2006 sur les ondes de radio-canada, pratiquement aucune question n'a été posée aux candidats concernant la politique étrangère canadienne présente et future. Duceppe, Gilles, Stephen Harper, Jack Layton et Paul Martin, « Débat télévisé du 15 décembre et 10 janvier à la télévision de radio canada », accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/electionsFed2006/2006/01/10/029-LesDebats.shtml>; Internet, consulté le 26 février 2011.

<sup>133</sup> *Ibid.*, 209-210.

jouissait d'une bonne base économique solidifiée à la fin des années 1990 sous l'ère Chrétien. Sur la scène internationale, les relations avec les États-Unis se sont également améliorées sous les conservateurs, surtout du point de vue économique<sup>134</sup>. Stephen Harper a également amélioré les échanges commerciaux du Canada avec plusieurs autres pays, dont la Jordanie, la Colombie, le Pérou ainsi que l'association de libre-échange en Europe<sup>135</sup>. Le dossier ayant probablement le plus marqué l'Ère Harper en politique étrangère est celui de l'Afghanistan, en particulier lorsque les forces canadiennes (FC) se sont déplacées au Sud du pays pour jouer un plus grand rôle dans les opérations de combat. Cette décision fut prise par le gouvernement libéral précédent. Malgré quelques critiques, dont celles du traitement des prisonniers Afghan<sup>136</sup>, le Canada a su démontrer qu'il était à la hauteur de mener cette mission périlleuse qui a coûté la vie à plus de 160 militaires depuis 2001. Ce transfert dans le sud en 2006 a cependant exigé aux FC de concentrer la majorité de ses capacités en Afghanistan, mettant ainsi de côté son rôle traditionnel dans les missions de maintien de la paix. En décembre 2006, le Canada se classait déjà 61<sup>e</sup> parmi les membres de l'ONU contribuant à ce genre de mission, abandonnant ainsi cette niche en PEC. Contrairement à Chrétien, qui considérait l'ONU comme étant un outil multilatéral essentiel à la PEC, le gouvernement Harper donnait l'impression de vouloir supporter davantage la politique

---

<sup>134</sup> Entre autres, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a su faire avancer le dossier épineux du bois d'œuvre ainsi que minimiser l'impact de la clause « buy american » suite à la visite de Barrack Obama au Canada le 19 février 2009.

<sup>135</sup> *Ibid.*, 207-08.

<sup>136</sup> Depuis le transfert des FC dans la région du Sud de l'Afghanistan, le gouvernement canadien a du défendre à mainte reprise sa position concernant les allégations que les FC transféraient des prisonniers afghans aux autorités afghanes en sachant que ces derniers seraient torturés. Ces allégations ont refait surface en avril 2010 lorsqu'un traducteur Afghan, Malgarai Ahmadshah, a affirmé devant un comité parlementaire qu'il avait été témoin des transferts en question lorsqu'il a été à l'emploi des FC entre juin 2007 et juin 2008. Télévision de Radio-Canada, « Témoignage choc d'un traducteur », accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/04/14/010-afghan-prison-torture.shtml>; Internet; consulté le 26 février 2011.

étrangère unilatérale des Américains au détriment de l'ONU<sup>137</sup>. Cette présomption a d'ailleurs suivi son gouvernement à plusieurs égards tout au long de son mandat. Tout compte fait, l'année 2010 s'annonçait être une année marquante pour le Canada dans le monde avec les jeux Olympiques d'hiver de Vancouver, les sommets du G8 et G20 dans le nord de l'Ontario et les élections au conseil de sécurité. Malgré des jeux couronnés de succès et un sommet plutôt tiède, le Canada a connu le pire résultat électoral de son histoire au conseil de sécurité le 12 octobre 2010. Divers aspects élaborés dans de cette dernière section seront utilisés pour tenter de déterminer les causes potentielles de ce revirement inattendu.

### **ANALYSE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE PERDANTE DE 2010**

Le Canada était officiellement en compétition avec l'Allemagne et le Portugal aux élections de 2010 pour l'obtention d'un des deux sièges disponibles au conseil de sécurité de l'ONU appartenant au GEOA. Le premier facteur d'évaluation élaboré au deuxième chapitre examine le dévouement de l'appareillage politique fédéral lors de la campagne électorale d'un pays candidat. Il est souhaitable que ce dernier se dote d'un chef de file respecté sur la scène mondiale qui va initier et, surtout, mener la campagne électorale jusqu'au jour du suffrage. Malgré l'indication de Stephen Harper de vouloir obtenir un siège au conseil de sécurité dès sa première année au pouvoir, il est difficile de cibler un responsable dans son gouvernement qui a mené la campagne électorale de 2010. Contrairement à Jean Chrétien qui considérait l'ONU comme une des priorités traditionnelles de la PEC, Stephen Harper est toujours demeuré

---

<sup>137</sup> E. Riddell-Dixon mentionne: "Jean Chrétien viewed the UN as an important multilateral forum, as exemplified by the amount of effort devoted to securing a seat on the security council. Furthermore, his decision not to join the US-led war on Iraq may have been influenced by the Security Council's refusal to sanction the military operation. It may be too early to comment definitely on Canada's current prime minister, although one can say that the UN does not appear to be a top priority. Stephen Harper is preoccupied with bolstering support for his minority

ambivalent par rapport à cette organisation. Louise Fréchette, ex-adjointe au secrétaire général des Nations Unies, affirme:

The Harper government's view of the UN has never been fully articulated (as much else in its foreign policy). It may be too much to speak of hostility – Stephen Harper is not John Bolton – but there is a distinct reticence toward the organization. The government is happy to invoke the UN mandate under which Canadian troops operate in Afghanistan, but that is about as far as it goes. Prime Minister Harper has shown no particular interest in the life of the organization. The UN comes across in many official pronouncements as a distant organization about which we sit in judgment rather than a club for which we are jointly responsible along with the other member states.<sup>138</sup>

Un des exemples qui supportent ce désintérêt de Stephen Harper envers l'ONU est son départ des États-Unis en septembre 2009 à la veille d'une assemblée générale de l'ONU à New York pour prendre part à l'ouverture d'un restaurant Tim Horton à Oakville, en Ontario. Son mécontentement envers le rapport du conseil des droits humains de l'ONU concernant les attaques israéliennes perpétrées sur le convoi maritime en direction de Gaza est une autre indication que Stephen Harper n'est pas un admirateur de cette organisation<sup>139</sup>. Finalement, soulignons aussi l'oubli remarqué du gouvernement Harper d'avoir invité le Secrétaire-Général des Nations Unies au sommet du G8 à Muskoka<sup>140</sup>.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le premier ministre s'est tenu à l'écart de la récente campagne du Canada au conseil de sécurité. Ce n'est qu'à la toute fin qu'il s'est impliqué directement, livrant coup sur coup deux discours à l'ONU vers la fin septembre 2010 à New York; geste qu'il n'avait pas posé depuis sa première année comme premier ministre en

---

government and courting good relations with the US – a country pursuing unilateral initiatives, often at the expense of the UN.” Riddell-Dixon, *Canada at the United Nations 1945-1989*, 151-158.

<sup>138</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 269.

<sup>139</sup> John Ivison, "Harper the UN's New Best Friend; Sheds 'reticence' in Bid for Security Council Seat," *National Post*, 24 Sep 2010, A1.

<sup>140</sup> Stairs, *Being Rejected in the United Nations: The Causes and Implications of Canada's Failure to Win a Seat in the UN Security Council*, 10.

2006. Après une absence aussi prolongée, cette visite étonnante à la toute fin de la campagne semblait refléter une certaine inquiétude grandissante au sein de l'équipe canadienne selon laquelle la candidature du Canada était peut-être en danger. Son premier discours, livré le 21 septembre lors de la conférence sur le développement de l'ONU, avait une connotation quelque peu critique envers le fond d'aide internationale, proposant que la conférence devait se concentrer sur l'efficacité des fonds d'aide amassés et leur utilisation<sup>141</sup>. Ce genre de commentaire, en pleine campagne électorale, était tout de même risqué, surtout que le Canada sortait d'une période creuse par rapport à ses contributions au fond d'aide internationale. Son deuxième discours, visant spécifiquement à supporter la candidature canadienne pour l'obtention d'un siège non permanent, a été livré devant l'assemblée générale de l'ONU le 23 septembre 2010<sup>142</sup>. Ce dernier, que plusieurs ont trouvé égocentrique et blasé<sup>143</sup>, énumérait de façon systématique les enjeux globaux importants pour le Canada. Comparativement au discours livré par Lloyd Axworthy, cette allocution semblait manquer de cohérence et se basait uniquement sur les actions très récentes du gouvernement Harper, donnant l'impression que le Canada n'avait pas défini un agenda précis dès le début de sa campagne.

L'inexpérience du gouvernement Harper en politique étrangère soulignée plus tôt a définitivement contribué aux difficultés de la campagne canadienne. Le fait qu'il y a eu quatre différents ministres des affaires étrangères en quatre ans, tous avec peu ou pas d'expérience sur

---

<sup>141</sup> Au tout début de son discours à la conférence sur le développement de l'ONU, Stephen Harper mentionne: « At this summit, our discussions should be less about new agreements than accountability for existing ones. Less about lofty promises than real results. Less about narrow self-interest in sovereignty's name, than an expanded view of mutual-interest in which there is room for all to grow prosper. ». Harper, Stephen, « Discours du premier ministre canadien à la conférence sur le développement de l'ONU », New York: DFAIT, 21 septembre 2010.

<sup>142</sup> Harper, Stephen, « Discours à la 65e session de l'Assemblée générale des Nations Unies », New York, 23 septembre 2010.

la scène mondiale, démontre le peu d'importance accordée par Stephen Harper à ce ministère<sup>144</sup>. Pour être en mesure de développer de bonnes relations et mener des projets d'envergures à terme, comme une campagne au conseil de sécurité, il est préférable de garder un certain niveau de constance au MAECI. Contrairement à Lloyd Axworthy, Laurence Cannon avait peu d'expérience en politique étrangère et était peu connu sur la scène mondiale<sup>145</sup>. Faisant partie d'un gouvernement n'ayant pas démontré beaucoup d'intérêt envers l'ONU depuis son arrivée au pouvoir en 2006, ce dernier avait peu de temps pour tisser des liens avec ses homologues et mener à terme une campagne canadienne convaincante au conseil de sécurité. C'est d'ailleurs son sous-ministre, Léonard Edwards, qui a représenté le Canada à la 63<sup>e</sup> session de l'assemblée générale en septembre 2008. Depuis 2007, quatre différents orateurs ont livré le discours officiel du Canada à l'assemblée générale de l'ONU<sup>146</sup>, tous livrant des discours plutôt généralistes sur les préoccupations canadiennes. Ce manque d'expérience est également reflété par cette impression que dégage le gouvernement conservateur de régulièrement vouloir contrôler le message qui est livré, laissant peu de place à l'innovation dans les forums internationaux. Finalement, certains, dont Denis Stairs, prétendent que la politique étrangère est menée en grande partie par le bureau du premier ministre qui a peu d'expérience en politique étrangère et

---

<sup>143</sup> Stephen Edwards, "Harper Makes Pitch for UN Seat; Canada's Interest Include Protecting Arctic, PM Says," *National Post*, 24 September 2010, A4.

<sup>144</sup> Depuis l'entrée au pouvoir des conservateurs en janvier 2006, les personnes suivantes ont occupé le poste de ministre des affaires étrangères sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper: Peter Mackay (6 fév. – 14 août 2007), Maxime Bernier (14 août 2007 – 26 mai 2008), David Emerson (26 mai - 20 oct. 2008) et Lawrence Cannon (30 oct. 2008 – présent).

<sup>145</sup> Lorsqu'on lit la biographie de Lawrence Cannon disponible sur le site web du gouvernement du Canada, on se rend compte que la majorité de son expérience en politique a été acquise au niveau municipal. Gouvernement du Canada, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce International, « Lawrence Cannon », accessible à [http://www.international.gc.ca/ministers-ministres/Lawrence\\_Cannon.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/ministers-ministres/Lawrence_Cannon.aspx?lang=fra), Internet, consulté le 10 avril 2010.

qui semble régulièrement préoccupé par des politiques domestiques à court terme<sup>147</sup>. Cette incohérence, jumelée au manque de constance et d'expérience du MAECI, a sûrement contribué à une livraison souvent improvisée et peu créative de la campagne électorale canadienne aux Nations Unies.

Le deuxième facteur à considérer par un pays qui désire devenir candidat aux élections est l'annonce de sa candidature, et ce, le plus clairement possible. La campagne doit être munie d'une plateforme électorale indiquant spécifiquement ce que le pays candidat peut apporter à l'ONU, tout en s'assurant de ne pas ostraciser une région spécifique. En dépit du fait que le Canada avait démontré un intérêt pour l'obtention future d'un siège au conseil de sécurité après son mandat de 1999-2000, le désintéressement de Stephen Harper souligné plus tôt n'a certainement pas aidé la campagne électorale du Canada. Réalisant l'importance de cette élection et le climat très compétitif de celle-ci, le gouvernement Harper a éventuellement mené une campagne plus engagée. Certains ont toutefois critiqué ce début tardif de la campagne canadienne, alléguant que plusieurs pays avaient déjà choisi le candidat qu'il endosserait<sup>148</sup>. Si on tire un parallèle avec la campagne de 1998, on observe que le Canada n'a pas adopté la même

---

<sup>146</sup> Quatre ministres différents ont effectué le discours officiel du Canada aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies: Maxime Bernier le 2 octobre 2007, Léonard Edwards le 29 septembre 2008, Lawrence Cannon le 26 septembre 2009 et Stephen Harper, le 23 septembre 2010.

<sup>147</sup> Denis Stairs affirme: "He (Stephen Harper) also has a reputation for distrusting the Foreign Service and ignoring its advice. In consequence, foreign policy is being made very largely in the Prime Minister's Office by people who are preoccupied with domestic electoral politics, who are focused on the very short term, who are ignorant of the subtle nuances of international diplomacy and who are inclined to operate from ideological first premises rather than on the basis of a seasoned understanding of what is likely to be constructive and helpful in the international context. This indifference, so the argument goes, has been noticed in UN circles and has eroded the traditional perception of Canada as a staunch supporter of the United Nations and its various enterprises." Stairs, *Being Rejected in the United Nations: The Causes and Implications of Canada's Failure to Win a Seat in the UN Security Council*, 10.

<sup>148</sup> L'article cite Ramesh Thakur, professeur de science politique à l'université Waterloo: "The primary explanation for this fiasco – and I don't think it's too strong a word – would have to be that the Harper government made the decision to campaign seriously very late in the day... Last-minute conversations are not very persuasive".

approche pour celle de 2010; laissant au sous-ministre des affaires étrangères, Léonard Edwards, le soin de livrer un discours peu inspirant qui manquait de conviction. En comparant à celui d’Axworthy, on observe que son contenu apporte très peu de nouvelles idées pour supporter les thèmes d’efficacité et de responsabilité de la campagne du gouvernement Harper<sup>149</sup>.

Si on analyse de plus près le discours de Stephen Harper lors de la conférence sur le développement de l’ONU le 21 septembre 2010, certains ont questionné les critiques du premier ministre envers l’efficacité du fond d’aide internationale, d’autant plus que la contribution canadienne a connu un déclin considérable au cours des dernières années. En dépit de la récente hausse des contributions canadiennes, en particulier pour supporter la lutte globale contre le sida et l’amélioration de la santé des femmes, la totalité de celles-ci atteint à peine 0.3% de son PIB, bien en deçà de son objectif de 0.7%. De plus, au cours du dernier budget fédéral, les conservateurs ont annoncé que les fonds d’aide à l’étranger seraient figés jusqu’à nouvel ordre. Il est évident que le discours de Stephen Harper s’est strictement concentré sur le bilan récent de son gouvernement et non sur l’ensemble de la contribution canadienne au cours des dernières années. Cet aspect peut également s’observer dans son deuxième discours livré le 23 septembre devant l’assemblée générale de l’ONU. Ses commentaires sur l’Afrique<sup>150</sup> donnent l’impression que le Canada a eu une implication soutenue et significative pour ce continent depuis l’entrée au pouvoir de son gouvernement. Or, plusieurs observateurs ont remarqué une diminution de

---

John Ibbitson and Joanna Slater, "Security Council Rejection a Deep Embarrassment for Harper ", *Globe and Mail*, 12 October 2010.

<sup>149</sup> Leonard Edwards, « Discours à la 63e session de l’Assemblée générale des Nations Unies », New York: DFAIT, 29 septembre 2008.

<sup>150</sup> Stephen Harper affirme: “In fact, elsewhere in the world, we have also expanded our efforts. We pledged to double our aid to Africa making Canada a leader in the G-8 by fulfilling this commitment...we have made significant contribution to peace and security in Africa, including peace initiatives, humanitarian assistance and reconstruction in Sudan, since taking office in January 2006.” Harper, *Discours à La 65e Session De l’Assemblée Générale Des Nations Unies*.

l'intérêt pour le continent africain, allant même jusqu'à dire que le gouvernement Harper avait abandonné l'Afrique au cours des dernières années, préférant investir en Amérique latine et consacrer une part non négligeable de l'aide au développement à l'Afghanistan. Une des actions qui supporte cet argument est la décision du Canada en février 2009 de mettre fin à des ententes bilatérales avec sept pays africains<sup>151</sup>. D'une part, on peut comprendre que ce tournant vers l'Amérique latine visait à se dissocier des libéraux qui avaient fait de l'Afrique un enjeu majeur en 2002. On peut aussi présumer que cette décision était plutôt axée sur un réaligement avec la politique étrangère américaine qui avait récemment développé un intérêt pour ce continent, entre autres, envers la Colombie. Dans un article intitulé: « Canada et l'Afrique: Ou est passé le Canada? (traduction libre) », John Schram mentionne:

Thus, perhaps, it should be no surprise that Canada's Conservative government sees less for Canada in Africa than its Liberal predecessors. Insiders suggest that the prime minister himself finds Africa of little interest. He has not taken comfortably to the informal camaraderie of Commonwealth and Francophonie meetings, where African leaders offer brotherly embraces, laugh readily, and count on personal rapport to get their messages across. Some observers suggest that Canada's current lack of global presence is not peculiar to its relationship with Africa, but rather a reflection of a minority government with an insular right wing, little knowledge of or interest in any but the major United States (U.S.)-Canadian concerns, and an aversion to the potentially costly demands inherent in a broad international vision such as the Liberals tried to sell in their now-obviated 2005 international policy statement.<sup>152</sup>

Stephen Harper a toutefois changé son fusil d'épaule en 2010 en annonçant des investissements massifs en Afrique et des projets humanitaires, comme l'amélioration de la santé des mères, qui touchent en grande partie le continent africain. Cependant, certains sont demeurés méfiants concernant l'engagement à long terme du gouvernement conservateur et ont douté des motifs réels qui se cachent derrière ce nouvel intérêt. La visite du gouvernement

---

<sup>151</sup> Lee Berthiaume, "Security Council Bid Prompting Pseudo-Interest in Africa?" *Embassy*, 14 April 2010.

<sup>152</sup> Fen O. Hampson and Paul Heinbecker, eds., *Canada among Nations 2009-2010 : As Others See Us* (Montreal: McGill-Queen's University Press, 2010), 182.

canadien et de la gouverneure générale, Michaëlle Jean, au mois d'avril 2010 en Afrique, pouvait aisément être perçue comme étant une campagne de dernière minute pour l'obtention de votes en vue de l'élection au mois d'octobre à l'ONU<sup>153</sup>.

Plus problématique encore est la façon dont le gouvernement Harper a géré les relations canadiennes avec les pays du Moyen Orient. Il est difficile de comprendre pourquoi Stephen Harper persiste à supporter Israël de façon aussi inconditionnelle. Le réseau télévisé CBC a d'ailleurs télédiffusé un reportage en février 2010 intitulé: « Est-ce que Stephen Harper est le premier ministre le plus pro-Israël que le Canada ait connu (traduction libre)? »<sup>154</sup>. Dans ce reportage, CBC souligne divers exemples qui supportent l'impression que Stephen Harper, depuis son entrée au pouvoir en 2006, a toujours ouvertement soutenu Israël au détriment des états arabes, en particulier, la Palestine. Ce soutien semble même aller au-delà des actions drastiques d'Israël envers certains pays que plusieurs, dont l'ONU, considèrent inacceptables et parfois même inhumaines. Patrick Martin effectue une synthèse détaillée de la relation entre le Canada et le Moyen Orient, indiquant que le Canada a toujours apporté son soutien à Israël, en particulier dans les années soixante sous Pearson. Cependant, il met une emphase particulière sur l'ère Harper et le tournant drastique en PEC qu'il a personnellement initié en 2006 :

The defining moment in the new Canadian approach to the Arab-Israeli conflict came in July that same year (2006), when Mr Harper declared Canada's unequivocal support for Israel's devastating bombing campaign against Hezbollah in Lebanon, a campaign that left a tremendous amount of Lebanese infrastructure in shambles, Canadians and others frantically trying to flee the assault, and more than 1000 Lebanese, mostly civilians, dead. Angry Lebanese said they were

---

<sup>153</sup> Lee Berthiaume cite Lucien Bradet, président du conseil canadien en Afrique, à ce sujet: "There is no doubt in my mind, that the question of the Security Council, has over the past 12 months, waked up people to the reality of geopolitics... And the geopolitics in this case is that there are 53 votes there (Africa)." Berthiaume, *Security Council Bid Prompting Pseudo-Interest in Africa?*

<sup>154</sup> CBC News, « Is Stephen Harper Canada's most pro-Israel PM ? », accessible à [http://www.cbc.ca/thenational/indepthanalysis/wendymesley/2010/02/is\\_stephen\\_harper\\_canadas\\_most\\_pro-israel\\_prime\\_minister.html](http://www.cbc.ca/thenational/indepthanalysis/wendymesley/2010/02/is_stephen_harper_canadas_most_pro-israel_prime_minister.html), Internet, consulté le 26 février 2011.

shocked that Canada had deserted them. Since then, Canadian policy in the region has continued this trend. At the UN, Canada's vote maintain the new bias toward Israel and, in January, Canada became the first country to pull out of the UN's Durban Review Conference against racism, stating it believed Israel would be an unwarranted target at the April conference. Also in January this year, Canada, alone refused to support or even to abstain from the motion at the UN Human Rights Council that was critical of Israel's overwhelming military campaign then taking place against Hamas in Gaza. (...) Regardless of the *casus belli* of that conflict, it was a military action that shocked many in the region. And a Canadian policy that, seemingly, holds Hamas and Israeli rockets equivalent is a policy that is winning Canada only one friend in the Middle East and loosing it the trust of many others<sup>155</sup>.

Pourtant, les autres alliés d'Israël, incluant les États-Unis, ont critiqué les actions démesurées de l'État Hébreux, en espérant contribuer au processus de paix dans cette région<sup>156</sup>. Même le président Obama a tendu la main aux États musulmans dans le but de promouvoir la paix et la sécurité au Moyen Orient. Le Canada, qui demeure relativement aligné sur la politique américaine, n'a pas suivi cette initiative et semble même, à l'occasion, hostile envers la Palestine. Il est d'ailleurs l'un des seuls pays en 2010 à avoir diminué ses dons à l'UNRWA, agence internationale chargée de fournir des services médicaux et de l'assistance humanitaire à la subsistance aux réfugiés palestiniens. Cette prise de position envers Israël a sans aucun doute évincé l'ensemble des pays arabes et musulmans; eux qui ont probablement jugé que le Canada n'était plus en mesure de faire la part des choses au Moyen Orient. C'est pourquoi un vent de scepticisme s'est sans doute fait sentir dans l'assemblée générale lorsque Stephen Harper a mentionné qu'il voulait continuer d'aider les autorités palestiniennes à bâtir leurs institutions<sup>157</sup>. Quelques jours après l'élection, le *Haaretz*, grand quotidien d'Israël, alléguait que les rapports entre le Canada et Israël pourraient avoir été « le dernier clou dans le cercueil des aspirations du

---

<sup>155</sup> Hampson and Heinbecker, *Canada among Nations 2009-2010 : As Others See Us*, 198.

<sup>156</sup> Marie Bernard-Meunier, "La politique étrangère du Canada en 2010: une influence réelle?" *Policy Options* (December 2010-January 2011), 43.

<sup>157</sup> Stephen Harper affirme: "Canada sincerely hopes the talks will succeed and will continue to help the Palestinian Authority build its institutions." Harper, *Discours à La 65e Session De l'Assemblée Générale Des Nations Unies*

Canada au Conseil de sécurité »<sup>158</sup>. De son côté, le Portugal a su courtiser avec agilité les pays musulmans pour obtenir leurs appuis lors des élections. Le secrétaire d'État du Portugal, Joao Gomes Cravinho, s'est adressé à l'organisation de la conférence islamique (OCI), qui regroupe 57 pays musulmans, dans le but d'obtenir leurs appuis le 12 octobre 2010; un geste que le Canada a omis de faire<sup>159</sup>.

Au cours de la conférence des libéraux en mars 2010, Robert Fowler a ouvertement critiqué la politique étrangère du gouvernement conservateur, en particulier sa prise de position envers l'Amérique Latine au détriment de l'Afrique ainsi que son support inconditionnel envers Israël qui, selon lui, a ruiné la réputation du Canada en tant qu'état juste et équitable<sup>160</sup>. Plusieurs analystes affirmaient que ce genre de politique affecterait négativement la campagne canadienne pour l'obtention d'un siège non permanent et allaient même jusqu'à douter que le Canada puisse remplir son mandat adéquatement advenant une victoire<sup>161</sup>. Tel que décrit au deuxième chapitre, un pays candidat ne peut pas se permettre d'exclure une région lors de sa campagne électorale. Contrairement à la politique étrangère multilatérale du gouvernement Chrétien lors de la campagne de 1998, celle de Stephen Harper renfermait des principes idéologiques qui isolaient le Canada face à certaines régions du monde, en particulier l'Afrique

<sup>158</sup> Haaretz Service, "Did Canada's Support for Israel Cost it a Seat on the UN Security Council," *Ha'aretz*, 17 October 2010.

<sup>159</sup> Guillaume Bourgault-Côté and Hélène Buzzetti, "Défaite à l'ONU - en coulisse, Ottawa crie à la trahison," *Le Devoir*, 14 octobre 2010.

<sup>160</sup> John Ivison effectue une synthèse des propos exprimés par Robert Fowler et le cite: "I'm not sure Canada deserves to win this election, for we no longer represent the qualities which we Canadians have long insisted candidates for the council should bring to such responsibilities." John Ivison, "PM Finally on Brink of World-Stage Coup," *National Post*, 2 September 2010.

<sup>161</sup> James Travers allègue dans son article que même si le Canada remporte un siège au conseil de sécurité, certaines prises de position controversées du Canada, dont celle au Moyen Orient, va rendre son mandat difficile et ambiguë. James Travers, "Canada may Win Seat at UN - then what?" *Toronto Star*, 3 April 2010.

et les états arabes. Si en considérant qu'il y a 53 pays africains et 57 pays arabes et musulmans, le défi d'obtenir les deux tiers des 192 votes disponibles le 12 octobre 2010 s'avérait de taille pour l'équipe canadienne.

À ce constat peut s'ajouter l'évolution très timide des relations entre le Canada et le sud-est de l'Asie. Le gouvernement Chrétien avait pourtant perçu l'influence grandissante de la Chine à la fin de son mandat et renforça les liens avec celle-ci. Malgré les visites en 2010 du premier ministre Harper en Chine et en Inde, son gouvernement a investi peu d'efforts pour développer davantage les liens avec le sud-est de l'Asie, préférant l'Union européenne (UE). On peut également évoquer la réticence de Stephen Harper envers le gouvernement Chinois lors des olympiques de Beijing en 2008; sentiment qui était fort probablement réciproque lorsque les conservateurs ont fait du Dalaï-Lama, le leader spirituel tibétain, un citoyen honoraire canadien. Selon Kishore Mahbubani, le gouvernement canadien n'a toujours pas réalisé que l'UE est une superpuissance économique, mais demeure un joueur modeste sur le plan diplomatique, réalité qui est tout à fait le contraire de celle de l'association des nations du sud-est de l'Asie (ANSEA)<sup>162</sup>. Certains, comme Jean Chrétien<sup>163</sup>, affirment que cette réalité a pu jouer un rôle important contre le Canada le jour du suffrage en octobre dernier.

Le troisième critère d'évaluation est axé sur le déploiement d'envoyés spéciaux pour supporter une campagne au conseil de sécurité, l'influence que peut exercer le représentant

---

<sup>162</sup> L'auteur affirme: "Canadian ministers and officials paid far more attention to the European Union (EU) than to Association of Southeast Asian Nations (ASEAN). In their eyes, in the choice between the ASEAN and EU, there was no contest. (...) I have documented at great length in my book, *The new Asian hemisphere: the irresistible shift of global power to the east* (Mahbubani 2008), the EU is an economic superpower and a diplomatic mini-power, while the opposite is true of ASEAN. As Ottawa does not engage in long-term strategic thinking, it has not absorbed this significant political reality." Hampson and Heinbecker, *Canada among Nations 2009-2010: As Others See Us*, 146.

permanent du pays candidat sur l'électorat onusien ainsi que l'utilisation des ONG.

L'affaiblissement du réseau diplomatique canadien dans le monde a probablement joué un rôle dans sa défaite. Entre 2006-2007 et 2008-2009, le nombre de points de service canadiens à l'étranger est passé de 296 à 260. En 2009, plusieurs ambassades ont fermé (ex: Cambodge, Bosnie-Herzégovine) ou ont vu leur budget de voyage et d'accueil coupé considérablement<sup>164</sup>. Comparativement à l'ère Chrétien qui avait lui aussi tranché dans le budget de son MAECI, Stephen Harper ne pouvait pas compter sur un ministre d'expérience comme Lloyd Axworthy pour minimiser l'impact de ses coupures. De plus, certains affirment que depuis quelques années, les diplomates et ambassadeurs canadiens ne sont pas autorisés à se prononcer publiquement sans le consentement du gouvernement, limitant ainsi le rôle qu'ils doivent jouer sur la scène internationale<sup>165</sup>. Encore une fois, ceci témoigne du contrôle que veut garder le gouvernement Harper sur le message qui est communiqué au monde extérieur.

À première vue, ces limitations peuvent sembler dérisoires. Cependant, si on les situe dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, elles prennent plus d'ampleur. Lorsque minoritaire, un gouvernement possède moins de candidats élus pour représenter le Canada outre-mer. Également, puisqu'il peut facilement être renversé par l'opposition, les élus doivent être plus accessibles au pays pour prendre part aux votes à la chambre des communes, limitant ainsi le temps qu'ils peuvent passer à l'extérieur du pays. L'atmosphère acrimonieuse qui réside au parlement canadien depuis les dernières années laisse croire que chaque vote est souvent crucial

---

<sup>163</sup> Norman Spector, "To Understand the UN Vote, Listen to Jean Chrétien," *Globe and Mail*, 13 October 2010.

<sup>164</sup> Bourgault-Côté and Buzzetti, *Défaite à l'ONU - En coulisse, Ottawa crie à la trahison*.

<sup>165</sup> Allan Gotlieb and Colin Robertson, "Canada must Rebuild its Diplomatic Resources," *Globe and Mail*, 13 October 2010.

et témoigne d'une fragilité tangible du gouvernement canadien, comme ce fut le cas avant les récentes élections fédérales canadiennes. De plus, étant donné que le parlement opère sous un gouvernement minoritaire depuis plus de quatre ans donne l'impression que Stephen Harper est constamment en mode électorale et se préoccupe uniquement de priorités domestiques; laissant ainsi peu de place aux initiatives à l'étranger<sup>166</sup>. En dehors des sommets, les visites de haut niveau du gouvernement ont été peu nombreuses, surtout si l'on crée un parallèle avec l'ère Chrétien avant l'élection de 1998. En amalgamant ce raisonnement au fait que les Canadiens ont moins d'intérêt pour l'implication de leur pays dans le monde, tel que décrit au troisième chapitre, on peut aisément avancer que le Canada s'est tranquillement retiré de la scène mondiale au cours des dernières années. L'ensemble de ces observations démontre qu'aujourd'hui, le Canada projette l'image d'un état plutôt réticent à s'impliquer dans le monde et qui fait preuve de peu d'initiatives en tant que puissance moyenne<sup>167</sup>.

Un des points forts de la campagne a certainement été l'implication de l'ambassadeur John McNee, représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies. Nominé à ce poste par le premier ministre Stephen Harper en février 2006, il a été l'une des seules présences constantes qui a représenté le Canada tout au long de la campagne électorale canadienne. Homme pragmatique et loyal, John McNee avait déjà beaucoup d'expérience à l'étranger avec plus de trente ans d'ancienneté au MAECI. Il a occupé plusieurs postes prestigieux, dont ambassadeur canadien en Syrie et en Belgique ainsi que sous-ministre adjoint pour l'Afrique et

---

<sup>166</sup> John Ibbiston et Joanna Slater affirment dans leur article: "Such a signal rejection marks not only a dark day in the annals of Canada's foreign policy; it reveals the price minority government, with its obsession with domestic affairs, has imposed on a country that no longer plays its traditional role of peacekeeper and champion of human rights on the international stage". Ibbiston and Slater, *Security Council Rejection a Deep Embarrassment for Harper*.

<sup>167</sup> Bernard-Meunier, *La Politique étrangère du Canada en 2010: une influence réelle?*, 43.

le Moyen Orient entre 2001 et 2004. Cette expérience acquise n'aura vraisemblablement pas été suffisante pour persuader le gouvernement Harper à réaligner davantage la position du Canada dans ces régions du monde avant les élections. Avec l'aide de son représentant adjoint, Henri-Paul Normandin, il aura tout de même été en mesure de mettre en place une initiative de 500 millions en appui au nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2010<sup>168</sup>. Considérant la piètre performance du Canada aux urnes le 12 octobre dernier, on peut conclure que cet investissement n'aura pas suffi à consolider le vote des 53 pays du continent africain. En dépit du grand respect accordé à John McNee dans le monde, les coupures répétées au MAECI, mentionnées plus tôt, ont sûrement limité son efficacité dans ses fonctions et son pouvoir de courtoisie envers les pays membres de l'ONU.

Concernant les ONG., le gouvernement Harper a pris une approche similaire au discours qu'il a livré le 21 septembre 2010 concernant le fond d'aide internationale, soit d'exiger une plus grande efficacité et rentabilité des ONG. Il est vrai que les ONG ont connu une expansion démesurée depuis les années 1990<sup>169</sup>, rendant le contrôle de qualité de celles-ci très laborieux. On peut donc applaudir l'approche du gouvernement Harper d'exiger une plus grande imputabilité des ONG, surtout lorsque celles-ci demandent des fonds publics au gouvernement fédéral. Hors, les ONG ont senti qu'elles devaient non seulement se plier à des critères de compétences, d'efficacité et d'intégrité, mais aussi de convergences avec la politique gouvernementale. Ce faisant, cette exigence porte directement atteinte à la raison d'être des

---

<sup>168</sup> Normandin, Henri-Paul, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce International, « Biographie de Henri-Paul Normandin », accessible à [http://www.canadainternational.gc.ca/prmny-mponu/mission/about-a\\_propos/staff-personnel/ambassador-ambassadeur/normandin/normandin.aspx?lang=fra](http://www.canadainternational.gc.ca/prmny-mponu/mission/about-a_propos/staff-personnel/ambassador-ambassadeur/normandin/normandin.aspx?lang=fra); Internet; consulté le 11 avril 2011.

ONG, limitant ainsi le rôle qu'elles doivent jouer<sup>170</sup>. Au cours de la campagne de 1998, Lloyd Axworthy a accordé un soutien sans précédent aux ONG et consacré beaucoup de temps à développer une relation de travail efficace et harmonieuse avec celles-ci. Le manque de constance au MAECI ainsi que l'approche du gouvernement Harper n'a certainement pas permis à ses ministres de développer le même genre de relation de travail avec les ONG. Cette supposition, combinée aux exigences qu'il désirait leur imposer, laisse douter du support que ces organisations ont apporté à la campagne du Canada en 2010.

La prise en considération des leçons apprises des campagnes électorales précédentes est un autre critère important à considérer. Ayant perdu ses élections le 12 octobre dernier, il serait facile de prétendre que l'équipe de Stephen Harper n'a pas bien examiné et appliqué les leçons apprises d'élections antérieures. Or, lorsque l'on compare la campagne de 1998 à celle de 2010, on s'aperçoit que les forces de la campagne du gouvernement Chrétien semblent, pour la plupart, être les faiblesses de la campagne du gouvernement Harper. Le manque de stabilité au MAECI, une campagne électorale entachée par l'exclusion de certaines régions du monde et l'image parfois controversée du Canada, qui sera analysée plus loin dans ce chapitre, semblent au cœur de la défaite du Canada en octobre dernier. Outre la campagne du Canada en 1998, d'autres élections antérieures auraient pu servir d'exemple pour aider la campagne des conservateurs. Le scénario de sa défaite est très semblable à celui des élections de 1996, qui a vu l'Australie perdre aux mains du Portugal au deuxième tour; la Suède ayant remporté son siège de justesse au premier tour. En 1996, le Portugal avait basé sa campagne sur le précédent selon lequel il est un petit état parmi deux grandes puissances; tactique qui est souvent très attrayante pour les plus

---

<sup>169</sup> Allison Van Rooy mentionne que les ONG sont passées de 21,000 en 1986 à plus de 38,000 enregistrées une décennie plus tard. Elle estime qu'en 2001, plus de 175,000 organisations à but non lucratif opéraient au Canada. Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 260-262.

petits contributeurs de l'ONU qui jugent que les grandes puissances prennent trop de place au conseil de sécurité. L'Australie, dont la politique étrangère avait exclu certaines régions du monde, était pourtant confiante de remporter ses élections dès le premier tour. N'ayant probablement pas prévu qu'il pourrait passer au deuxième tour, l'équipe australienne s'est rapidement retrouvée loin derrière le Portugal, démontrant ainsi qu'elle ne possédait pas une stratégie de deuxième tour, ni un système adéquat pour estimer les intentions de vote le jour du scrutin. Le Canada aurait bien fait d'analyser cette élection, d'autant plus que le même adversaire a choisi d'adopter la même approche qu'en 1997 lors de sa campagne de 2010<sup>171</sup>. Devant la reproduction d'un scénario similaire le 12 octobre dernier, on doit supposer que le Canada n'a pas bien étudié la campagne de l'Australie en 1996 ainsi que sa stratégie le jour du vote. Le manque d'expérience du gouvernement Harper souligné plus tôt a sûrement contribué à ce manque de préparation, en particulier concernant les aspects plus techniques des élections au conseil de sécurité.

Ceci nous apporte au cinquième facteur d'analyse, soit celui de l'adoption de stratégies électorales plus techniques. À l'approche des élections, plusieurs voyaient déjà l'Allemagne comme favori pour remporter un siège au premier tour, promettant ainsi une chaude lutte entre le Canada et le Portugal pour l'obtention du deuxième siège<sup>172</sup>. Étant le troisième plus grand contributeur à l'ONU, l'Allemagne était considérée parmi plusieurs comme étant l'un des pays

---

<sup>170</sup> Bernard-Meunier, *La politique étrangère du Canada en 2010: une influence réelle?*, 43.

<sup>171</sup> John Ibbiston et Joanna Slater, mentionnent dans leur article: "But Portugal, despite its battered economy, emerged as a formidable campaigner, said one ambassador who watched the election closely. It benefited from a talented representative in New York...and the ability to appeal to many member states as a fellow small country." Ibbiston and Slater, *Security Council Rejection a Deep Embarrassment for Harper*.

<sup>172</sup> Steven Edwards, "Portugal Backs Canada's Bid for UN Security Council Seat", *Edmonton Journal*, 9 October 2010.

qui devraient avoir un siège permanent au conseil de sécurité si jamais une réforme a lieu<sup>173</sup>. Contrairement aux élections de 1998, où certains analystes considéraient le Canada comme étant favori au premier tour, le gouvernement Harper devait se préparer à mener une chaude lutte au deuxième tour contre le Portugal. Malgré une économie mal en point, plusieurs considéraient que la campagne portugaise était robuste et bénéficiait de l'appui des pays d'Europe et de l'Amérique latine<sup>174</sup>. Le résultat du premier tour a donné raison à cette analyse puisque le Canada a fini troisième avec seulement 114 votes contre 122 pour le Portugal. L'Allemagne a obtenu, de justesse, les deux tiers requis avec 128 votes. Lors du deuxième tour, le Canada a seulement obtenu 78 votes contre 113 pour le Portugal. Ce résultat et l'annonce immédiate de John McNee de retirer la nomination du Canada laissent présager que l'équipe canadienne n'avait pas développé une stratégie de deuxième tour. On peut toutefois nuancer cet argument dû au fait que l'équipe de Stephen Harper considérait peut-être que le Canada avait perdu ses élections dès le premier tour, tirant déjà de l'arrière par plus de huit voix. Suite à cette cuisante défaite, le ministre Cannon a affirmé que son gouvernement avait pourtant reçu plus de 135 engagements écrits et 15 autres verbaux<sup>175</sup>. Les résultats du premier et deuxième tour confirment que le mécanisme déployé par le gouvernement Harper pour sonder les intentions de vote des pays membres était clairement inefficace, ou tout simplement trop optimiste. Malgré les nombreuses visites du gouvernement Harper dans plusieurs pays influents au cours de l'année

---

<sup>173</sup> Morris, *UN Security Council Reform: A Counsel for the 21st Century*, 266.

<sup>174</sup> Joanna Slater, "Canada's Security Council Bid Goes Down the Wire", *Globe and Mail*, 11 October 2010.

<sup>175</sup> Hélène Buzzetti cite Lawrence Cannon dans son article évoquant: « On a eu un certain nombre d'appuis qui nous ont été transmis par écrit, de même que des appuis de type verbal. Parmi ceux-là, je peux vous dire que les États-Unis figuraient dans ce groupe. Mais encore une fois, il s'agit d'un vote privé ou secret (...) ». Hélène Buzzetti, "Défaite du Canada à l'ONU – Confusion autour de l'appui américain," *Le Devoir*, 16 octobre 2010.

2010, le Canada n'aura pas su échanger ou courtiser les votes nécessaires pour obtenir les deux tiers des voix requises pour remporter un siège non permanent.

Enfin, un des critères essentiels à considérer lors d'élections au conseil de sécurité est l'alignement de la politique étrangère d'un pays candidat et celle des Nations Unies. L'image que projettent les pays qui occupent un siège au conseil est importante puisque celle-ci contribue directement à la légitimité de l'organisation. L'analyse de la campagne électorale de 1998 du gouvernement Chrétien a démontré que malgré les nombreuses coupures au MAECI et l'utilisation du *soft power* en politique étrangère, dont plusieurs questionnaient l'efficacité; la politique étrangère des libéraux a su donner au Canada une image respectable et intègre qui s'apparentait bien aux convictions de l'ONU. Cette conclusion est due en grande partie au dévouement de Lloyd Axworthy et les idées qu'il promulguait, dont le concept de sécurité humaine. Lorsqu'on analyse la politique étrangère de Stephen Harper de plus près, les conclusions ne sont pas les mêmes. L'idéologie conservatrice du gouvernement conservateur s'est souvent reflétée dans sa politique étrangère, donnant ainsi au Canada une image s'opposant fréquemment à celle des Nations Unies.

Il est vrai que Stephen Harper a connu du succès depuis son entrée au pouvoir comme premier ministre, entre autres, sur le plan économique. Si on assume que les conservateurs ont été élus en 2006 pour réprimander les abus du gouvernement libéral lors du scandale des commandites, on doit en revanche leur donner crédit pour avoir remporté un deuxième mandat minoritaire consécutif en 2008. Au travers d'une crise économique qui a vu les marchés boursiers s'écrouler, ce gouvernement a su maintenir le pays en bonne posture parmi les pays du G-20, donnant ainsi au Canada une image crédible par rapport à la gestion de ses finances. Stephen Harper a pris le temps de faire valoir cette crédibilité lors de son discours du 23

septembre 2010 et a affirmé à l'assemblée générale que la récession mondiale a rappelé que les états doivent travailler collectivement pour le bien de tous et chacun. Dans le même segment de son discours, il a toutefois effleuré un autre sujet auquel on pourrait accoler la même recommandation: les changements climatiques<sup>176</sup>. Ceci demeure aujourd'hui l'une des politiques les moins bien gérées par le gouvernement Harper qui a le plus endommagé l'image du Canada au cours des dernières années. Les conservateurs ne sont toutefois pas les seuls à partager le blâme; les libéraux qui ont précédé ce gouvernement ont eux aussi contribué à cette calamité en PEC. Le Canada a toujours été l'un des meneurs concernant les changements climatiques, réputation qui a malheureusement commencé à s'effondrer vers la fin des années 1990. En 2002, Jean Chrétien a ratifié le protocole de Kyoto, sans jamais mettre en place un plan d'action pour rencontrer les exigences de celui-ci. Paul Martin a poursuivi sur cette lancée, toujours sans définir comment le Canada allait rencontrer les réductions nécessaires<sup>177</sup>. Même s'ils n'ont pas su mener d'actions concrètes pour contrer les changements climatiques, les libéraux ont toujours défendu leur importance et maintenu la rhétorique selon laquelle le Canada devait faire sa part parmi les pays industrialisés du monde. Au cours des dernières années, ceci n'a malheureusement pas été le cas du gouvernement Harper.

Les changements climatiques n'ont jamais été un sujet populaire au sein du parti de Stephen Harper et ne faisaient pas partie des priorités de son gouvernement lorsqu'il a été élu en janvier 2006. Cette absence remarquée donne l'impression que ce gouvernement ne croit pas

---

<sup>176</sup> Devant l'Assemblée générale, Stephen Harper mentionne: « Toutefois, la récession mondiale des deux dernières années nous a appris, espérons-le, une douloureuse leçon. Elle nous a brutalement rappelé que, dans ce monde qui se rétrécit, nous voyageons tous dans un même bateau et pas en solitaire. Et que la façon dont nous voyageons ensemble importe beaucoup. Parce que nos intérêts sont tous reliés entre eux: des changements climatiques aux menaces sanitaires et aux pandémies en passant, bien sûr, par l'économie. ». Harper, *Discours lors de la 65e session de l'Assemblée générale des Nations Unies*.

aux changements climatiques et aux impacts probables que ceux-ci peuvent avoir sur l'environnement. Il serait fautif de penser que cette approche se rattache aux bases politiques du parti conservateur puisque faut-il le rappeler, Brian Mulroney est considéré parmi plusieurs comme étant le premier ministre le plus « vert » dans l'histoire du Canada<sup>178</sup>. Face à l'héritage désuet laissé derrière par les libéraux et une emphase prononcée de ce gouvernement sur l'économie, Stephen Harper s'est rapidement dissocié du protocole de Kyoto. Sachant qu'il ne rencontrerait pas les échéances du traité, les conservateurs ont unilatéralement défini leurs propres cibles de réduction de gaz à effet de serre, nettement inférieures à celles du traité, sans pour autant mettre en place un plan pour atteindre ces nouveaux objectifs modestes. Préférant s'aligner sur la politique environnementale américaine qui tarde à venir, le Canada est aujourd'hui perçu comme un pays qui n'est plus engagé dans la lutte contre les changements climatiques et parfois même, un pollueur irresponsable dû en grande partie aux sables bitumineux de l'Alberta<sup>179</sup>. Sa piètre performance à la conférence de Copenhague quelques mois plus tôt lui a d'ailleurs valu un septième prix fossile<sup>180</sup>, une position peu enviable pour un candidat qui désire occuper un siège au conseil de sécurité. Finalement, l'absence des

---

<sup>177</sup> Hampson and Heinbecker, *Canada among Nations 2009-2010: As Others See Us*, 372-377

<sup>178</sup> Paul Heinbecker mentionne dans son livre: "In 2006, Mulroney was named the "Greenest Prime Minister" in Canadian history by a panel of environmentalists assembled by *Corporate Knights* magazine." Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 82.

<sup>179</sup> Emmanuel Raoul affirme dans son article que les méthodes utilisées pour extraire le pétrole des sables bitumineux dans la province albertaine ont grandement été critiquées au cours des dernières années, au pays comme à l'étranger. Ces méthodes et leurs impacts sur l'environnement ont d'ailleurs été soulignés lors du sommet entre l'UE et le Canada au printemps 2010. Emmanuel Raoul, "Sommet UE-Canada : Les Sables Bitumineux En Accusation", *Le Monde Diplomatique*, mai 2010.

<sup>180</sup> Louis-Gilles Francoeur décrit les événements entourant la divulgation d'un document ministériel qui indiquerait que les objectifs de réduction de gaz à effet de serre du gouvernement Harper seraient en deça de ceux annoncés pendant la conférence. Cette divulgation imprévue a valu au Canada un septième prix Fossile du jour de la part du Réseau action climat international parce que, précisait le communiqué d'Équiterre, le Canada "est trois fois pire que ce que nous pensions" avec des réductions trois fois inférieurs au niveau annoncé. Louis-Gilles Francoeur, "Le Canada aggrave son cas," *Le Devoir*, 16 décembre 2009.

changements climatiques dans le discours de Stephen Harper le 23 septembre dernier, a sûrement été remarquée par l'assemblée générale; omission qui n'a certainement pas plu aux pays membres qui sont activement engagés dans ce dossier important, dont les petites îles et l'Europe.

Sur le front des missions de la paix, on peut conclure que le déploiement humanitaire canadien d'urgence à Haïti en janvier 2010 a été un succès. Le déploiement expéditif des FC dans ce pays dévasté par un terrible tremblement de terre a été à la hauteur de ce que la communauté internationale peut s'attendre d'un état comme le Canada qui était déjà engagé dans ce pays depuis longtemps<sup>181</sup>. Toutefois, comme la majorité des pays qui se sont empressés d'aider le peuple haïtien à passer au travers cette tragédie, le Canada a rapidement rapatrié ses forces armées une fois le calme rétabli, laissant le soin à d'autres pays de poursuivre cette mission humanitaire. Le discours de Stephen Harper le 23 septembre 2010 a souligné le succès canadien à Haïti ainsi que, avec juste raison, le travail exceptionnel du Canada en Afghanistan. Depuis les événements du 11 septembre 2001, le Canada s'est activement engagé dans la mission menée par l'OTAN en Afghanistan; mission sanctionnée par une résolution de l'ONU. Au parlement, ce sujet demeure l'un des seuls où les conservateurs et libéraux ont fait front commun, surtout depuis que les FC se sont déplacées dans le sud du pays pour entreprendre des opérations de combat en 2006. Cette mission a permis au Canada de moderniser ses forces armées et surtout, de démontrer que celles-ci étaient en mesure de prendre part à des opérations militaires internationales plus risquées, malgré les nombreuses pertes humaines que ce genre de mission peut engendrer. Ce transfert dans le sud a cependant exigé aux FC de concentrer la grande majorité de ses capacités en Afghanistan, mettant ainsi de côté son rôle traditionnel dans

---

les missions de maintien de la paix. Certains, dont Paul Heinbecker, ont affirmé que ce rôle doit reprendre sa place au sein de la PEC<sup>182</sup>. Au cours de l'année 2010, le Canada se classait 49<sup>e</sup> parmi les pays contributeurs aux missions de maintien de la paix de l'ONU dans le monde; un classement qui est loin de celui qu'occupait le pays au début des années 1990 et qui a vraisemblablement aidé sa campagne de 1998.

Malgré les opinions partagées sur la mission canadienne en Afghanistan<sup>183</sup>, on ne peut nier que les allégations de mauvais traitement des prisonniers afghans ont éclaboussé l'image du Canada, lui qui a toujours défendu avec ardeur les droits humains. Ce n'est pas tant les allégations qui ont affecté la réputation du Canada, mais plutôt la façon dont le gouvernement Harper a géré ce dossier au parlement et dans les médias<sup>184</sup>. Pour un pays qui prônait « la responsabilité de protéger les êtres humains lors de conflits », l'étiquette d'avoir possiblement participé à l'abus de prisonniers n'allait sûrement pas aider son image ainsi que sa campagne électorale. Le cas d'Omar Khadr est un autre exemple qui va dans le même sens et qui a sans aucun doute endommagé la réputation du Canada concernant sa position traditionnelle sur les droits humains. Depuis l'âge de 16 ans, ce jeune ressortissant canadien a complètement été abandonné par le gouvernement Harper à un système de justice dénoncé par les tribunaux

---

<sup>181</sup> Depuis plusieurs années, le Canada participe à des missions de l'ONU à Haïti par l'entremise des FC, par exemple OP HAMLET qui représente la contribution canadienne à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

<sup>182</sup> Paul Heinbecker, "What to do with the Horseshoe", *Globe and Mail*, 25 September 2010.

<sup>183</sup> Denis Stairs mentionne: "Canada's highly visible participation in combat operations in Afghanistan – an enterprise that seems to have won some brownie points in Washington and in NATO, but may not be regarded as particularly attractive in parts of the world where the intervention itself is viewed with suspicion or hostility". Stairs, *Being Rejected in the United Nations: The Causes and Implications of Canada's Failure to Win a Seat in the UN Security Council*, 10.

<sup>184</sup> Paul Heinbecker affirme: "On the allegation that Canadian soldiers turned detainees over to the Afghan authorities without appropriate safeguards to prevent their torture, the government seemed more concerned to spin a narrative of competence and support for our troops that to assure itself that it was right on substance. As questioning

canadiens et ceux de la communauté internationale. Si le Canada voulait éviter d'intervenir dans ce dossier complexe pour ne pas évincé le gouvernement Bush, il a certainement eu la chance de s'impliquer lorsque Barack Obama a pris le pouvoir; lui qui a condamné la prison de Guantanamo et ordonné son démantèlement une fois élu. Malgré cette ouverture du nouveau président américain, le gouvernement Harper est demeuré de glace face à sa position, réaffirmant que le Canada n'avait rien à voir avec ce cas. À ce sujet, Marie-Bédard Meunier mentionne:

Enfin, le dossier le plus troublant de 2010 est incontestablement celui d'Omar Khadr. (...) L'acharnement du gouvernement canadien à prétendre que ce dossier ne le concerne pas a, là encore, quelque chose d'incompréhensible. (...) Et que dire de la Convention contre la torture qui interdit de transférer des prisonniers s'il y a un risque qu'ils soient torturés, ou de protocole relatif aux enfants-soldats qui aurait dû inspirer le gouvernement dans sa gestion du dossier d'Omar Khadr? Qu'un pays comme le Canada prenne des libertés par rapport aux engagements qui sont les siens ne peut qu'encourager d'autres, moins scrupuleux à en faire autant. Le risque est de voir à terme se – détricoter – un système de valeurs et de principes que le Canada a pourtant largement contribué à édifier<sup>185</sup>.

À cette prise de position viennent s'ajouter d'autres tendances idéologiques du gouvernement Harper qui ont affecté négativement l'image traditionnelle du Canada concernant les droits de la personne.

Au cours des dernières années, le gouvernement Harper a semblé aborder divers sujets en politique étrangère qu'il ne pouvait pas débattre à l'interne, comme l'avortement et la peine capitale. Un an à peine avant l'élection du 12 octobre 2010, le gouvernement Harper a décidé de faire la promotion d'une initiative pour venir en aide à la santé maternelle des femmes, en particulier dans les pays sous-développés. Cette initiative écartait cependant la santé reproductive des femmes, comme l'accès à l'avortement, ce qui en a choqué plusieurs, dont la

---

persisted, Harper prolonged parliament, stopping investigation for several months." Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 198-199

<sup>185</sup> Bernard-Meunier, *La Politique étrangère du Canada en 2010: une influence réelle?*, 43.

secrétaire d'État américaine, Hilary Clinton<sup>186</sup>. En conséquence, au lieu de promouvoir un des rares projets humanitaires proposés par son gouvernement avant son élection au conseil de sécurité, comme l'avaient fait les libéraux avec le traité des mines antipersonnel en 1997, Stephen Harper a dû défendre la position de son gouvernement face à l'avortement. Du point de vue de la peine capitale, les conservateurs ont indiqué à maintes reprises qu'ils n'interviendraient pas dans des cas où des ressortissants canadiens seraient condamnés à mort à l'extérieur du Canada, à moins qu'il y ait des circonstances exceptionnelles. Cette approche du cas par cas a été réfutée par divers groupes, dont l'association du barreau canadien. Le Canadien Ronald Smith, condamné à la peine de mort aux États-Unis dans l'état du Montana, est un des cas qui ont retenu l'attention des médias et de l'association du barreau<sup>187</sup>. Cette prise de position idéologique, qui s'apparente à la droite conservatrice canadienne ainsi qu'à celle des États-Unis, a sans aucun doute terni la réputation du Canada comme état progressiste et équitable.

Malgré certaines réussites du Canada en début d'année, dont les jeux Olympiques et les sommets du G8 et G20, la fin de la campagne agressive des conservateurs et ses discours politiquement corrects n'auront pas suffi à faire oublier aux pays membres de l'ONU que le Canada s'est éloigné des bases traditionnelles qui ont façonné sa politique étrangère depuis les années 1950. La détérioration de la réputation du Canada concernant la lutte aux changements climatiques et la prise de position idéologique du gouvernement Harper sur divers dossiers, dont celui des droits humains, a inévitablement détérioré son image et sa réputation sur la scène

---

<sup>186</sup> L'article d'Hélène Buzzetti explique dans son article comment la secrétaire d'état américaine a publiquement critiqué de façon virulente la prise de position canadienne face à l'avortement dans ce dossier. Hélène Buzzetti, "Initiative sur la santé maternelle – le Canada ne peut faire fi de l'avortement, selon Clinton", *Le Devoir*, 31 mars 2010.

<sup>187</sup> Peter O'Neil, "Lawyers Slam Federal Position on Canadians Who Face Death Penalty", *National Post*, 16 August 2009.

internationale. Cette image, qui s'est éloignée des idéaux onusiens, a certainement contribué à l'échec du Canada l'automne dernier.

### **SYNTHÈSE DES CAUSES QUI ONT MENÉ LE CANADA AU REVERS HUMILIANT SURVENU LE 12 OCTOBRE 2010**

Pour la première fois depuis 1946, le Canada a perdu ses élections au conseil de sécurité de l'ONU, s'inclinant au deuxième tour devant le Portugal. Si on résume l'analyse de la campagne électorale canadienne effectuée plus tôt, on peut conclure que cet échec est principalement dû à la combinaison de trois facteurs en particulier. Premièrement, le manque de constance et d'expérience au MAECI a sans aucun doute contribué à la campagne électorale souvent improvisée du gouvernement canadien. Contrairement à Jean Chrétien, Stephen Harper n'a pas été en mesure de nommer un candidat de la stature de Lloyd Axworthy pour mener sa campagne au conseil de sécurité. La minorité des conservateurs à la chambre des communes et l'absence au pouvoir depuis 1993 peut expliquer, en partie, le manque de candidats expérimentés sur lesquels Stephen Harper pouvait compter. Cependant, le manque d'intérêt du premier ministre envers les Nations Unies n'a certainement pas aidé son ministère à livrer une campagne convaincante et crédible. À ce désintérêt vient s'ajouter une politique étrangère qui a souvent négligé certaines régions du monde et affecté négativement la campagne électorale tardive du Canada; deuxième facteur important qui a contribué à la défaite canadienne. Contrairement à la politique étrangère multilatérale du gouvernement Chrétien lors de la campagne de 1998, celle de Stephen Harper renfermait des principes idéologiques qui s'éloignaient de sa tradition internationaliste et isolaient le Canada face à certaines régions du monde, en particulier l'Afrique et les états arabes. Considérant qu'il y a 53 pays africains et 57 pays arabes et musulmans,

---

l'objectif d'obtenir le deux tiers des 192 votes disponibles lors des élections de 2010 était quasi inatteignable.

À cette analyse vient se jumeler le troisième facteur qui a contribué à la défaite canadienne, soit celle d'une image internationale parfois controversée par rapport à certains dossiers qui semblaient souvent rejoindre la politique étrangère américaine. Il est vrai que les relations canado-américaines s'étaient grandement détériorées vers la fin de l'ère Chrétien et que celles-ci devaient s'améliorer pour mieux servir les intérêts canadiens. Cependant, améliorer ces relations au détriment de sa position envers divers enjeux, dont l'environnement, n'a certainement pas aidé la campagne canadienne, surtout que les changements climatiques demeurent un sujet prioritaire pour l'ONU. Le retrait canadien du protocole de Kyoto et sa piètre performance à la conférence de Copenhague ne sont que quelques exemples mentionnés auparavant qui ont endommagé l'image du Canada à l'étranger. À ce constat vient s'ajouter la position du gouvernement conservateur face à certains dossiers qui ont ébranlé une des valeurs fondamentales du peuple canadien qui a défini sa politique au pays comme à l'étranger: les droits humains. L'idéologie conservatrice de Stephen Harper s'est souvent reflétée dans sa politique étrangère, donnant ainsi au Canada une image qui s'est éloignée de sa réputation traditionnelle d'état progressiste et équitable.

Finalement, le statut minoritaire du gouvernement conservateur, présent depuis plus de quatre ans, n'a fait qu'accentuer les facteurs élaborés antérieurement. Puisqu'un gouvernement minoritaire est surtout préoccupé par le maintien de son pouvoir, le Canada s'est concentré en premier plan sur des priorités domestiques, au détriment d'une politique étrangère active. Devant des initiatives à l'étranger moins nombreuses, les erreurs du gouvernement Harper étaient encore plus apparentes. Si on trace un parallèle avec la campagne du gouvernement

Chrétien, on peut avancer que les nombreuses initiatives entreprises par son MAECI, comme le traité des mines antipersonnelles et son support à la CCI, ont su contrebalancer les aspects moins reluisants de sa politique étrangère comme les coupures drastiques dans ses contributions au fond d'aide internationale. Le maintien d'un gouvernement minoritaire combiné à une atmosphère acrimonieuse au parlement n'a certainement pas aidé le Canada à remporter un septième siège consécutif au conseil de sécurité de l'ONU.

### **RÉACTION DU GOUVERNEMENT HARPER: UNE QUESTION DE PRINCIPE**

Après avoir concédé la victoire au Portugal au deuxième tour de vote, le langage corporel de Lawrence Cannon et John McNee dégageait l'impression d'être à la fois surpris et dévasté par le résultat. Il n'y a pas de doute que le gouvernement Harper voulait remporter un siège au conseil de sécurité; même si ce désir semble s'être prononcé tard dans la course électorale. Cette défaite a été pour le gouvernement un échec considérable sur la scène mondiale, d'autant plus que le Canada n'avait pas perdu d'élection depuis 1946.

La réaction initiale des conservateurs pour expliquer cette débâcle a visé spécifiquement les commentaires que le chef de l'opposition, Michela Ignatief, avait fait quelques semaines avant les élections. Le 20 septembre 2010, ce dernier a indiqué aux médias que les conservateurs avaient délibérément ignoré les Nations Unies depuis leur arrivée au pouvoir et qu'en bout de ligne, leur parti ne méritait pas de siéger au conseil de sécurité. Cette position partisane a soulevé plusieurs critiques à la chambre des communes ainsi que dans les médias. Plusieurs, dont John Robson, ont analysé les propos du chef libéral et tenté de comprendre exactement ce qu'il tentait d'accomplir en alléguant publiquement que le gouvernement Harper ne méritait pas sa place au conseil de sécurité, et ce, à quelques semaines des élections. Micheal Ignatief semble

avoir oublié, pour un instant, que ce n'est pas le siège des conservateurs qui était en jeu, mais bien celui du Canada. Il apparaît évident qu'il a fait passer les intérêts de son parti politique avant ceux du Canada; geste qui n'a sûrement pas aidé la campagne canadienne à quelques jours du discours de Stephen Harper devant l'assemblée générale à New York<sup>188</sup>. De leur côté, les conservateurs ont rapidement réagi aux commentaires du chef de l'opposition en prétextant que ce dernier tentait délibérément de saboter la campagne électorale canadienne. Ce qui est encore plus particulier est le rappel répété de ce faux pas libéral sur la place publique avant le jour des élections.

Lors d'un forum diplomatique tenu à Ottawa le 6 octobre 2010, Lawrence Cannon a prononcé un discours pour souligner les réalisations de son gouvernement en politique étrangère au cours des dernières années afin d'épauler la candidature canadienne au conseil de sécurité de l'ONU. De façon impromptue, il a également profité de cette opportunité pour ouvertement critiquer les commentaires de Micheal Ignatieff effectués deux semaines plus tôt:

Regardless of the result of Canada's bid to the UNSC (United Nations Security Council), our foreign policy, our economic leadership and helping those in developing countries that are most in need – Canada will continue to shine. One of the few persons who believe that Canada should not sit on the Security Council unfortunately is the leader of the Opposition, Mr. (Micheal) Ignatieff, who has shown himself to be unable to put the interest of his country above the interest of his party.<sup>189</sup>

Pourquoi le ministre des Affaires étrangères a-t-il jugé pertinent de reprendre ces propos, deux semaines après leur publication, s'il les considérait si nuisible pour leur campagne? Omettant la possibilité qu'ils veuillent saboter leur propre campagne, on peut présumer que Lawrence Cannon et son gouvernement pressentaient déjà que la candidature canadienne était en danger et

---

<sup>188</sup> John Robson, "Ignatieff and the Lower Side of Politics", *Ottawa Citizen*, 30 September 2010.

<sup>189</sup> Lawrence Cannon, Address by Minister Cannon to Diplomatic Forum, Ottawa: DFAIT, 6 October 2010.

commençaient à préparer leur justification pour une éventuelle défaite. Peu importe les motifs de cette réaction partisane, ces échanges verbaux sur la place publique reflètent un manque de sérieux des partis politiques canadiens et mets en évidence, encore une fois, l'atmosphère acrimonieuse qui règne au parlement depuis quelques années<sup>190</sup>.

Après avoir allégué que la piètre performance du Canada était directement liée aux commentaires de Micheal Ignatief, les conservateurs ont par la suite répliqué que cette défaite pouvait s'expliquer par le désir de ne pas faire de compromis sur les principes de sa politique étrangère pour remporter la victoire. Le directeur des communications du premier ministre, Dimitri Soudas, affirme:

Notre gouvernement appuyait la candidature du Canada, pas le Chef de l'opposition officielle. Voilà les faits...Le Canada a une politique étrangère de principes et a l'intention de maintenir cette politique...Probablement que M. Ahmadinejad (le président iranien) ou Kim Jong-il (dirigeant de la Corée du Nord) étaient très préoccupé de la candidature canadienne au Conseil de sécurité. Nous n'avons pas dilué notre politique étrangère de principes, que ce soit sur l'Iran, la Corée du Nord, Israël ou encore la souveraineté dans l'Arctique. Si certaines de ces politiques ont pu avoir pour résultat que nous devons suspendre notre candidature pour un siège au Conseil de sécurité, eh bien (soit!). Le Canada défendra ses principes de liberté, de démocratie, de droits de la personne et de la règle du droit.<sup>191</sup>

Il serait très étonnant que la défaite du Canada soit due à sa position agressive envers le régime iranien et nord-coréen, surtout que les actions de ces deux États ont souvent été critiquées par les Nations Unies au cours des dernières années, entre autres, pour leurs programmes nucléaires. Pour ce qui est de la souveraineté de l'Arctique, on peut difficilement comprendre en quoi la position canadienne de vouloir protéger son territoire serait mal vu par les membres de l'ONU, au point de l'exclure du conseil de sécurité. Concernant la position du gouvernement Harper

---

<sup>190</sup> Adam Chapnick, "Canada and the Campaign for a Seat on the UN Security Council: 10 Unanswered Questions," *Policy Options* (February 2011), 60.

<sup>191</sup> Hélène Buzzetti, "Défaite à l'ONU: Harper n'a que lui à blâmer, réplique l'opposition " *Le Devoir*, 13 octobre 2010.

face à Israël, le commentaire de Dimitri Soudas ne fait que renforcer l'argument apporté plus tôt; soit que le Canada continue de supporter unilatéralement et inconditionnellement l'État Hébreu. Cette déclaration vient aussi contredire les commentaires plus modérés de Stephen Harper devant l'assemblée générale le 23 septembre 2010. Ce qui a été particulièrement frappant de la réaction du gouvernement conservateur est qu'il ne semble pas prendre la responsabilité de la défaite du Canada, et ce, en dépit du fait qu'il est au pouvoir depuis plus de quatre ans. En aucun temps n'a-t-il démontré la volonté de chercher à comprendre pourquoi le Canada a perdu de façon aussi abrupte, ni d'effectuer une révision de sa politique étrangère. À la limite, la réaction des conservateurs a même laissé sous-entendre que cet échec n'était pas aussi significatif que laisse prétendre la majorité des médias et les partis de l'opposition.

### **MESSAGE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE: CHOISIR LA FAILLITE AU DÉTRIMENT DE LA PROSPÉRITÉ**

Si on se fie strictement aux résultats des récentes élections et si on les compare à ceux de 1998, on réalise rapidement jusqu'à quel point ce récent revers canadien aux élections du conseil de sécurité est significatif. En 1998, le Canada a remporté son siège au premier tour avec plus des trois quarts des votes et a su remplir, avec brio, son mandat de deux ans entre 1999-2000. Seulement dix ans après avoir siégé au conseil, le Canada s'est fait déclassé par deux pays beaucoup moins expérimentés, en particulier le Portugal. Si on considère la longue et fructueuse histoire qui existe entre le Canada et les Nations Unies, on ne peut rester indifférent devant cet échec colossal. Le premier chapitre a clairement souligné l'influence importante que l'ONU a joué sur la PEC, en particulier sa composante internationaliste qui lui a permis de jouer un rôle

important parmi les grandes puissances mondiales. Tel que décrit par Paul Heinbecker<sup>192</sup>, l'ONU a su, par l'entremise d'une multitude de traités, de lois internationales et d'institutions, gouverner plusieurs relations interétatiques, améliorer la gestion des affaires globales et apporter une plus grande sécurité dans la vie des personnes. Les pays occupant un siège non permanent ont tous un pouvoir d'influence considérable sur les décisions prises par le conseil de sécurité, que ce soit pour proposer de nouvelles idées innovatrices ou influencer l'ensemble du conseil. Si on prend l'exemple du Canada, on se rend compte qu'il a contribué de façon significative à plusieurs décisions importantes. La première mission de maintien de la paix proposée par Pearson en 1956, la stratégie pour limiter la prolifération des armes de destructions massives proposée par Trudeau en 1976, l'insistance de Mulroney d'obliger l'administration Bush d'obtenir l'appui des Nations Unies avant d'initier la guerre du golf en 1990 ou les efforts de Chrétien d'augmenter la transparence du conseil de sécurité, ne sont que quelques exemples du rôle clé que le Canada a su jouer au sein de l'organisation onusienne<sup>193</sup>.

Il n'y a pas de doute que les Nations Unies ont parfois connu des ratés et demeure une organisation idéaliste souvent critiquée. Que ce soit les divisions entre pays pauvres et pays riches, entre le conseil de sécurité et l'assemblée générale, entre l'unilatéralisme de Washington et le multilatéralisme de New York, les Nations Unies demeurent une organisation hautement politisée dont l'efficacité demeure fragile. Il faut se demander si l'ONU est parfois divisée parce qu'elle fait face à des problèmes laborieux ou que la structure et les membres de son organisation

---

<sup>192</sup> Paul Heinbecker, qui compte plus de 40 ans d'expérience sur la scène internationale, effectue une excellente synthèse du rôle qu'a joué l'ONU sur la scène internationale depuis sa création en 1945, soulignant par moment les nombreuses contributions canadiennes. Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 101-119.

<sup>193</sup> Hampson, Hillmer and Molot, *The Axworthy Legacy*, 130.

rendent les problèmes en questions laborieux<sup>194</sup>. Cela dit, l'ONU demeure tout de même intimement liée à des statistiques impressionnantes depuis sa création en 1945. Le *rapport de sécurité humaine de 2005*<sup>195</sup> démontre que, entre 1992 et 2003, la quantité de conflits armés dans le monde a diminué de 40%. En 1950, le nombre de décès dû à un conflit armé était d'environ 38,000; la statistique rapportée pour 2002 n'était que de 600, une diminution de 98%. Le rapport de sécurité soutient que la raison la plus plausible qui explique ce déclin considérable est l'émergence de l'activisme international, mené en grande partie par les Nations Unies depuis la fin de la guerre froide.

On peut également souligner son importance sur la scène législative mondiale. Plus de 500 traités ont été ratifiés par l'ONU depuis 1945, dont plusieurs repirent dans la législature domestique des États-membres. Le Canada a d'ailleurs contribué à ces normes de façon significative, entre autres, par le travail de John Humphrey qui a écrit la première version de la déclaration universelle des droits humains ou la contribution de Louise Arbour, ex haut commissaire aux droits de la personne. On peut également souligner l'institution législative de la CCI qui demeure unique au monde. Celle-ci a d'ailleurs été largement soutenue par le gouvernement Chrétien et initialement présidée par un Canadien, Philippe Kirsch. L'ONU s'est aussi préoccupée de l'environnement et des changements climatiques, proposant plus de 45 différents traités reliés à ce sujet, dont le protocole de Kyoto. Encore une fois, la présence canadienne a été remarquée dans ce dossier, entre autres, par l'implication de Maurice Strong qui

---

<sup>194</sup> Malgré qu'il effectue un bilan très positif des accomplissements de l'ONU, Paul Heinbecker souligne tout de même les faiblesses de l'organisation. Il mentionne: "What is not always clear is whether the UN is divided because of the intractability of the problems it faces, or whether the divisions among its membership make its problems intractable...The UN General Assembly tends to be all politics, all the time." Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 117

a présidé la conférence internationale inaugurale sur l'environnement à Stockholm en 1972, ainsi que son successeur à Rio en 1992<sup>196</sup>.

Lorsqu'on considère l'ensemble de la contribution canadienne à l'ONU depuis sa création, on peut se demander pourquoi la majorité des 192 membres ont préféré le Portugal au détriment du Canada en octobre dernier. Premièrement, plusieurs affirment ouvertement que l'Europe de l'Ouest est souvent surreprésentée au conseil de sécurité, surtout que la France et l'Angleterre occupent des sièges permanents. En concédant un siège à l'Allemagne au premier tour, les membres auraient facilement pu élire le Canada le tour suivant, et ce, pour la première fois depuis 1948. Si certains pays étaient déçus de la PEC, le fait de l'élire seulement au deuxième tour aurait été un geste suffisamment explicite pour exprimer leurs mécontentements. Non seulement ont-ils donné le deuxième siège à un autre pays européen, mais ils ont également choisi d'élire un État qui, depuis longtemps, connaît des difficultés financières considérables. Ce facteur important va sans doute limiter les moyens dont dispose le Portugal pour contribuer aux initiatives des Nations Unies au cours des prochaines années. Logiquement, l'ONU aurait probablement été plus gagnante en choisissant un pays comme le Canada qui possède beaucoup plus d'expérience et de ressources financières que le Portugal. Selon certains, dont Adam Chapnick, cette décision démontre que la communauté internationale est encore loin d'être en mesure d'appliquer une gouvernance efficace à l'échelle globale<sup>197</sup>. Cela dit, la longue et prospère association entre le Canada et les Nations Unies n'aura vraisemblablement pas suffi aux yeux de la communauté internationale pour accorder au Canada un septième mandat consécutif

---

<sup>195</sup> University of British Columbia, *Human Security Report 2005: War and Peace in the 21st Century* (New York: Oxford university press, 2005).

<sup>196</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 105-117.

au conseil de sécurité. Le fait que les deux sièges ont été accordés à des pays européens, dont un qui frôle la faillite, est significatif et demeure un indicateur crédible que la majorité des membres de l'ONU était en désaccord avec la politique étrangère du Canada ou du moins, l'image qu'elle véhiculait.

## CONCLUSION

Ce mémoire de recherche a permis de démontrer que la défaite du Canada aux élections du conseil de sécurité le 12 octobre 2010 est significative du point de vue multilatéral et d'origine plurifactorielle. Le premier chapitre a souligné la tradition internationaliste du Canada en politique étrangère depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Peu importe le parti politique au pouvoir, l'internationalisme s'est toujours retrouvé à l'avant-plan pour définir la politique étrangère canadienne. Le soutien marqué que le Canada a apporté à l'ONU, tant dans sa participation au conseil de sécurité que dans son implication dans les missions de paix, sont des exemples concrets qui supportent la dimension internationaliste de la PEC. Avant l'élection de 2010, le Canada avait réussi à remporter un siège à ses six dernières candidatures, faisant de lui un des plus expérimentés parmi les pays membres non permanents. C'est donc dans ce contexte que le gouvernement de Stephen Harper a dirigé sa campagne électorale pour l'obtention d'un septième siège consécutif au conseil de sécurité.

Au début des années 1990, la fin de la Guerre froide a engendré un environnement beaucoup plus compétitif pour l'obtention d'un siège non permanent au conseil de sécurité, en particulier dans le GEOA. C'est dans ce sens qu'au deuxième chapitre de ce présent ouvrage, les facteurs influençant une campagne électorale ont été développés. Malgré que la majorité des

---

<sup>197</sup> Chapnick, *Canada and the Campaign for a Seat on the UN Security Council: 10 Unanswered Questions*,

facteurs élaborés comporte une part de subjectivité lorsqu'on les considère individuellement, il n'en demeure pas moins que leur utilisation collective s'est avérée être un mécanisme d'évaluation efficace pour analyser les causes de la défaite du 12 octobre dernier. Avant de décortiquer la campagne électorale du gouvernement Harper de 2010, celle du gouvernement Chrétien de 1998 a été étudiée afin d'identifier les causes pouvant expliquer les résultats diamétralement opposés de ces deux élections et, pour ensuite, en faire la comparaison. Cette première analyse a démontré comment le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a mené une campagne électorale gagnante sous le thème de la sécurité humaine, malgré les moyens limités de son ministère à l'époque. L'analyse a mis en évidence les facteurs qui ont fortement contribué au succès de cette campagne libérale; soit l'implication engagée du gouvernement au pouvoir et de ses nombreux diplomates dès les débuts de la campagne électorale, le déploiement d'une campagne universelle et inspirante ainsi que la projection d'une image positive que le Canada a su mettre de l'avant en menant à terme des projets qui se marient bien avec les valeurs des Nations Unies.

Avant d'analyser la campagne électorale de 2010, un portrait du paysage politique des débuts de l'Ère Harper et de son gouvernement minoritaire a été complété pour souligner certains éléments importants qui ont contribué aux résultats obtenus, dont l'influence grandissante de la politique étrangère américaine. L'analyse de la campagne de 2010 a permis d'expliquer cet échec en grande partie par l'inexpérience du gouvernement conservateur en politique étrangère, entraînant une campagne électorale tardive et souvent improvisée. La politique étrangère de Stephen Harper s'est également éloignée de la tradition internationaliste en politique étrangère canadienne décrite au premier chapitre, ce qui a parfois provoqué l'exclusion de certaines

régions du monde, dont l’Afrique, les états arabes et musulmans. Puisque ces deux régions comptent pour plus de 56% des 192 membres de l’ONU, on peut aisément prétendre que cet élément a joué un rôle important dans la défaite du Canada. De plus, certaines politiques du gouvernement canadien ont souvent été menées par l’idéologie conservatrice de Stephen Harper et même parfois influencées par la politique étrangère américaine. Le dossier des changements climatiques ainsi que les cas reliés aux droits humains sont des exemples présentés dans cet ouvrage pour supporter ce raisonnement. Finalement, devant un Canada dirigé par un gouvernement minoritaire depuis plus de quatre ans, les facteurs causaux énumérés antérieurement ne pouvaient qu’être plus apparents. Un gouvernement minoritaire étant particulièrement préoccupé par le maintien de son pouvoir fait en sorte qu’il se préoccupe davantage des priorités domestiques, au détriment d’une politique étrangère active. Les initiatives à l’étranger étant moins nombreuses ont fait en sorte d’éloigner le Canada de son approche internationaliste en politique étrangère et a fait ressortir davantage les faux pas commis par le gouvernement Harper.

Où va-ton à partir d’ici? Même si Stephen Harper a souvent donné l’impression d’être ambivalent par rapport à l’ONU et que son gouvernement a minimisé la signification du résultat de la dernière élection, il reste que cette défaite a privé son gouvernement d’une opportunité unique de communiquer sur une base régulière avec les puissances du monde<sup>198</sup>. Cette opportunité tombe dans la même catégorie que le G8 et G20, sommet dans lequel le gouvernement Harper a investi presque un milliard de dollars en 2010. Un pays comme le Canada, qui possède des moyens relativement modestes pour s’imposer dans le monde, bénéficie

---

grandement de forums multilatéraux pour faire valoir ses intérêts. Au même titre que le sommet du G8 et G20 a servi les intérêts économiques du Canada, faire partie du conseil de sécurité de l'ONU aurait sans contredit contribué aux besoins de sécurité du Canada. Cette défaite a non seulement privé le Canada d'une occasion d'augmenter son influence à l'échelle planétaire, mais aura éventuellement des répercussions sur ses propres intérêts nationaux<sup>199</sup>. C'est pourquoi il aurait été essentiel que les premiers pas du gouvernement Harper soient d'admettre que cet échec est révélateur, et que des erreurs ont été commises par son parti. Que ce soit en effectuant une analyse similaire à celle réalisée dans ce mémoire de recherche ou par l'entremise d'une révision approfondie de la PEC, le gouvernement canadien a la responsabilité d'identifier les causes probables qui l'ont mené à un résultat aussi décevant le 12 octobre 2010. Le gouvernement canadien devrait également prendre le temps d'étudier la campagne du Portugal qui a, malgré des moyens modestes, su mener une campagne électorale efficace. Sans effectuer ce genre d'analyse, le Canada ne sera pas en mesure de réajuster sa politique étrangère adéquatement et aura de la difficulté à développer une future campagne électorale victorieuse.

Il est important de souligner que cette responsabilité ne revient pas seulement au gouvernement qui est au pouvoir, mais également aux partis de l'opposition. Les commentaires du chef libéral pendant la campagne électorale et les critiques répétées des partis de l'opposition suite à l'échec de l'automne dernier n'aident définitivement pas le Canada à maintenir son statut de puissance moyenne dans le monde. Au cours de la dernière décennie, le Canada semble s'être éloigné de sa tradition internationaliste en politique étrangère qui a défini sa place dans le monde

---

<sup>198</sup> Le rapport du conseil de sécurité de septembre 2010 indique: "By any standards the Council in 2011 could be the strongest group of UN and global stakeholders ever assembled on the Council". UNSC, *Security Council Report no.3: Special Research Report*, 5.

<sup>199</sup> Hurd, *Legitimacy, Power, and the Symbolic Life of the UN Security Council*, 41-42.

depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À l’instar des observations faites au quatrième chapitre, Paul Heinbecker écrit:

Canadians are arguably the luckiest people on the planet. We live in one of the richest and most respected countries in the world, in extraordinary favorable times... Never have we enjoyed more opportunities to prosper – or had a greater responsibility to contribute to making our rapidly changing world a better place, or a stronger interest in doing so. It is all the harder to accept, then, that Canada has been in retreat from international engagement for nearly a generation... It does not have to be that way. Canada’s wallet is not the problem. Despite the « great recession », never in our history have we been richer or better able to afford an effective, responsible, independent foreign policy. To govern is to choose. There is no inherent reason why we cannot choose to be more effective diplomatically, as we have rightly chosen to be more effective militarily, and to give ourselves the diplomatic capacity to speak up – and more important, to stand up – for what we believe in... It all begins with Canadians. In a democracy, citizens get what they deserve, and, as the wag said, usually good or hard. We get the government a minority of us vote for, and the foreign policy we demand – or don’t demand. If we don’t ask for much, that, we can be sure, is precisely what we will get. We would not be satisfied with bronze performances from our hockey players; we should not accept that from our political representatives, either. We need to be more demanding. We should start by demanding that our leaders have international experience when they come to office – or at least have some reasonably persuasive idea of how they plan to represent us and advance our interests in the world.<sup>200</sup>

En plus d’être expérimentés, les politiciens canadiens doivent aussi faire preuve d’un plus grand professionnalisme et mettre de côté leur idée partisane lorsque vient le temps de développer la politique étrangère du Canada à long terme. Ils ont tous la responsabilité de trouver un terrain d’entente applicable à leurs partis politiques respectifs pour faire front commun sur la scène internationale. Ceci fera en sorte que le gouvernement canadien applique une politique étrangère plus constante pour ainsi faire du Canada un meilleur allié dans les forums multilatéraux auxquels il participe<sup>201</sup>. L’intonation acerbe des débuts de la présente campagne électorale fédérale canadienne ne semble malheureusement pas aller dans cette direction. Si on combine cette rhétorique au fait que les Canadiens iront aux urnes pour une troisième fois en cinq ans, on

---

<sup>200</sup> Heinbecker, *Getting Back into the Game*, 288-291.

<sup>201</sup> Chapnick, *Canada and the Campaign for a Seat on the UN Security Council: 10 Unanswered Questions*, 62-63.

peut comprendre pourquoi l'intérêt de la population canadienne envers la politique est en déclin constant. Si la politique canadienne trouve peu d'intérêt parmi sa propre population, on doit se demander quel genre d'intérêt celle-ci peut réellement attirer parmi les forums multilatéraux comme l'ONU.

Cela dit, certains affirment qu'il n'est pas impératif de faire parti du conseil de sécurité pour jouer un rôle important au sein des Nations Unies<sup>202</sup>. Nonobstant que le Canada ait perdu ses élections à l'automne dernier, il sera tout de même en mesure de participer aux diverses initiatives de l'ONU; citons par exemple la récente mission de paix en Lybie. Le monde est interrelié plus que jamais et les menaces d'aujourd'hui sont de nature globale, ce qui implique que des solutions globales doivent être développées pour y faire face. Malgré que son efficacité est parfois remise en question et que sa réforme est exigée depuis longtemps, l'ONU demeure aujourd'hui l'option la plus viable et crédible pour développer et implémenter ces solutions. La dernière section a démontré que, par le biais d'organisations multilatérales comme les Nations Unies, le Canada a souvent été en mesure de jouer un rôle clé parmi les puissances du monde lors de décisions importantes, et ce, en dépit de son statut de puissance moyenne. On ne peut qu'espérer que le prochain gouvernement élu au printemps 2011 sera en mesure d'effectuer le bilan de ce revers significatif en PEC et faire preuve de leadership pour rallier la classe politique canadienne derrière les intérêts du Canada au pays ainsi qu'à l'étranger. Il devra faire des choix importants dans le futur en ce qui à trait à sa participation aux initiatives de l'ONU et décider si cette organisation doit faire partie des priorités de la PEC comme elle l'a été depuis les six dernières décennies. Cet aspect sera essentiel si le Canada veut continuer de jouer un rôle actif

---

dans ce forum multilatéral et surtout, s'il aspire un jour siéger encore une fois au conseil de sécurité de l'ONU.

---

<sup>202</sup> L'article de J. Morris soutient que les pays qui contribuent aux fonds des Nations Unies ainsi qu'à ses initiatives, comme les missions de paix, ont un pouvoir indirecte sur le conseil de sécurité qui se compare souvent à celui des membres non-permanents. Morris, *UN Security Council Reform: A Counsel for the 21st Century*, 265-275.

## BIBLIOGRAPHIE

- Canada. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce international. *Le Canada dans le monde: le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 1995.
- Canada. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce international. *Énoncé de politique internationale du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 2005.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. *Canada on the Security Council 1999-2000: An Assessment of our Sixth Term and its Legacy*. Ottawa: DFAIT, January 2001.
- Dictionnaire Biographique du Canada en ligne, « Louis St-Laurent », <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?BioId=42124>, Internet; consulté le 09 novembre 2010.
- United Nations Security Council. *Security Council Report no.3: Special Research Report*. New York: UN, 17 September 2010.
- Abbott, Kenneth W. and Duncan Snidal. "Why States Act through Formal International Organizations." *The Journal of Conflict Resolution* 42, no. 1 (1998).
- Axworthy, Lloyd. "Address to the 51<sup>st</sup> Session of the United Nations General Assembly." New York: DFAIT, 24 September, 1996.
- . "Address to the 53<sup>rd</sup> Session of the United Nations General Assembly." New York: DFAIT, 25 Sept 1998.
- . "Notes for an Address by the Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs to a Meeting of the Mid-America Committee: Global Action, Continental Community: Human Security in Canadian Foreign Policy." Chicago: DFAIT, 9 September 1998.
- . "Notes from the honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, to the Oslo NGO Forum on Banning Anti-Personnel Landmines", Oslo: DFAIT 10 September 1997.
- . "Canada and Human Security: The Need for Leadership." *International Journal* 52, no. 2 (Spring, 1997): 183-196.
- Barnett, Michael N. "Review: Bringing in the New World Order: Liberalism, Legitimacy, and the United Nations." *World Politics* 49, no. 4 (Jul., 1997): 526-551.
- Bernard-Meunier, Marie. "La politique étrangère du Canada en 2010: une influence réelle?" *Policy Options* (December 2010-January 2011).
- Berthiaume, Lee. "Security Council Bid Prompting Pseudo-Interest in Africa?" *Embassy*, 14 April 2010.

Boulden, Jane. "Paul Heinbecker." *International Journal* (Spring 2004).

Bourgault-Côté, Guillaume and Hélène Buzzetti. "Défaite à l'ONU - En Coulisse, Ottawa Crie à La Trahison." *Le Devoir*, 14 octobre 2010.

Brahimi, et coll. *Rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix de l'organisation des Nations Unies*. New York, août 2000.

Buzzetti, Hélène. "Défaite à l'ONU: Harper n'a que lui à blâmer, réplique l'opposition " *Le Devoir* (13 octobre 2010).

———. Hélène. "Défaite du Canada à l'ONU – Confusion autour de l'appui américain." *Le Devoir*, 16 octobre 2010.

———. "Initiative Sur La Santé Maternelle – Le Canada ne peut faire fi de l'avortement, selon Clinton." *Le Devoir*, 31 mars 2010.

Cannon, Lawrence. "Address by Minister Cannon to Diplomatic Forum". MAECI: Ottawa, 6 October 2010.

———. Lawrence, Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International, « Biographie de Lawrence Cannon », accessible à [http://www.international.gc.ca/ministers-ministres/Lawrence\\_Cannon.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/ministers-ministres/Lawrence_Cannon.aspx?lang=fra), Internet, consulté le 10 avril 2010.

CBC News, « Is Stephen Harper Canada's most pro-Israel PM ? », accessible à [http://www.cbc.ca/thenational/indepthanalysis/wendymesley/2010/02/is\\_stephen\\_harper\\_canada\\_s\\_most\\_pro-israel\\_prime\\_minister.html](http://www.cbc.ca/thenational/indepthanalysis/wendymesley/2010/02/is_stephen_harper_canada_s_most_pro-israel_prime_minister.html), Internet, consulté le 26 février 2011.

Chapman, Terrence L. and Dan Reiter. "The United Nations Security Council and the Rally 'Round the Flag Effect." *The Journal of Conflict Resolution* 48, no. 6 (Dec., 2004): 886-909.

Chapnick, A. "The Gray Lecture and Canadian Citizenship in History." *The American Review of Canadian Studies* 37, no. 4 (Winter, 2007): 443.

———. "Canada and the Campaign for a Seat on the UN Security Council: 10 Unanswered Questions." *Policy Options* (February 2011).

———. *Canada's Voice: The Public Life of John Wendell Holmes*. Canada: Univ. of Washington Pr, 2009.

———. *The Middle Power Project: Canada and the Founding of the United Nations*. Vancouver: UBC Press, 2005.

———. "Peace, Order, and Good Government: The "Conservative" Tradition in Canadian Foreign Policy." *International Journal* 60, no. 3, Canada in the World: Annual John W. Holmes Issue on Canadian Foreign Policy (Summer, 2005): 635-650.

Chrétien, Jean, "Allocution par le Premier Ministre Jean Chrétien à la conférence sur la mondialisation de l'économie". Ottawa: Cabinet du Premier ministre, 1995.

———. "Transcription révisée d'un discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion du dîner de la confédération de 2001". Ottawa: Cabinet du Premier ministre, 24 septembre 2001

———. "Allocution du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion du débat spécial à la Chambre des Communes à la suite des attaques perpétrées aux États-Unis le 11 septembre 2001", Ottawa: Cabinet du Premier ministre, 17 septembre 2001.

———. "Transcription Révisée d'un discours du Premier Ministre Jean Chrétien à l'occasion du dîner de la confédération de 2001". Ottawa: Cabinet Du Premier Ministre, 24 septembre 2001.

Dewitt, David B. and John J. Kirton. *Canada as a Principal Power: A Study in Foreign Policy and International Relations*. Toronto : Wiley & Sons Canada, 1983.

Donais, Timonthy, "Of Soft Power and Human Security: Canada and the UN Security Council." *Peace Magazine* 15, no. 2 (Mar/Apr 1999): 18.

Duceppe, Gilles, Stephen Harper, Jack Layton et Paul Martin, « Débat télévisé du 15 décembre et 10 janvier à la télévision de radio canada », accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/electionsFed2006/2006/01/10/029-LesDebats.shtml>; Internet, consulté le 26 février 2011

Edwards, Leonard. "Discours à La 63e Session De l'Assemblée Générale Des Nations Unies". New York, 29 septembre 2008.

Edwards, Stephen. "Harper Makes Pitch for UN Seat; Canada's Interest Include Protecting Arctic, PM Says." *National Post*, 24 September 2010, A4.

Edwards, Steven. "Portugal Backs Canada's Bid for UN Security Council Seat " *Edmonton Journal*, 9 October 2010.

Francoeur, Louis-Gilles. "Le Canada aggrave son cas." *Le Devoir*, 16 décembre 2009.

Gordon, Nancy and Bernard Wood. "Canada and the Reshaping of the United Nations." *International Journal* 47, no. 3, *Canada & the New World Order* (Summer, 1992): 479-503.

Gotlieb, Allan and Colin Robertson. "Canada must Rebuild its Diplomatic Resources." *Globe and Mail*, 13 October 2010.

Haaretz Service. "Did Canada's Support for Israel Cost it a Seat on the UN Security Council." *Haaretz*, 17 October 2010.

Hampson, Fen O. and Paul Heinbecker, eds. *Canada among Nations 2009-2010 : As Others See Us*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 2010.

Hampson, Fen Osler, Norman Hillmer, and Maureen Appel Molot. *The Axworthy Legacy*. Don Mills, Ont.: Oxford University Press, 2001.

Harper, Stephen, "Discours à La 65e Session De l'Assemblée Générale Des Nations Unies". New York: Cabinet du Premier Ministre, 23 septembre 2010.

———. "Discours Du Premier Ministre Canadien à La Conférence Sur Le Développement De l'ONU". New York: Cabinet du Premier Ministre, 21 septembre 2010.

Harper, Stephen and Stockwell Day. "Conservative Canadians Speak Out!" *Wall Street Journal* (28 March 2003).

Heinbecker, Paul. *Getting Back into the Game*. Toronto, Canada: Key Porter books Limited, 2010.

———. "What to do with the Horseshoe." *Globe and Mail*, 25 September 2010.

Holmes, John. "The Shaping of Peace: Canada and the search for World Order, 1943-1957." Vol 2 (Toronto, ON: University of Toronto Press, 1982), 348-370.

Hogg, William. "Plus Ça Change: Continuity, Change and Culture in Foreign Policy White Papers." *International Journal* 59, no. 3 (Summer, 2004): 521-536.

Hurd, Ian. "Legitimacy, Power, and the Symbolic Life of the UN Security Council." *Global Governance* 8, (2002).

———. "Myths of Membership: The Politics of Legitimation in UN Security Council Reform." *Global Governance* 14 (2008).

Ibbitson, John and Joanna Slater. "Security Council Rejection a Deep Embarrassment for Harper" *Globe and Mail*, 12 October 2010.

Iverson, John. "Harper the UN's New Best Friend; Sheds 'reticence' in Bid for Security Council Seat." *National Post*, 24 Sep 2010, A1.

———. "PM Finally on Brink of World-Stage Coup." *National Post*, 2 September 2010.

Iwanami, Yukari. "Delegating the Power to Govern Security Affairs: The Composition of the UN Security Council." *Social Scientific Electronic Publishing, Inc.* (2010).

Jockel, Joe and Joel Sokolosky. "Lloyd Axworthy's Legacy: Human Security and the Rescue of Canadian Defence Policy." *International Journal* 56, no. 1 (Winter 2000/2001).

Kirton, John. "Une ouverture sur le monde: la nouvelle politique étrangère canadienne du gouvernement chrétien." *Étude Internationale* 27, no. 2 (1996).

Malone, David. "Eyes on the Prize the Quest for Nonpermanent Seats on the UN Security Council." *Global Governance* 6, no. 1 (Jan-Mar 2000).

———. "The UN Security Council in the Post-Cold War World: 1987-97." *Security Dialogue* 28, (1997).

Malone, David and Patrick Wittman. "Canada and the Security Council in the Post-Cold War Era." *Canadian Issues* (Sep 2002): 41.

Massie, Justin et Stéphane Roussel. "Au Service De l'Unité: Le Rôle Des Mythes En Politique Étrangère Canadienne." *La Politique Étrangère Du Canada* (février 2007): 67-93.

- Michaud, Nelson. "Values and Canadian Foreign Policy-Making: Inspiration Or Hindrance?" In *Readings in Canadians Foreign Policy*, edited by Duane Bratt and Christopher Kukucha. New York: Oxford University Press, 2007.
- Molat, Maureen A. and Fen O. Hampson, eds. *Canada Amongst Nations: Vanishing Borders*. Toronto: Oxford University Press, 2000.
- Morris, Justin. "UN Security Council Reform: A Counsel for the 21st Century." *SAGE Publications* 31, no. 3 (2000).
- Mueller, John and Karl Mueller. "Sanctions of Mass Destruction." *Foreign Affairs* 78, no. 3 (May - Jun., 1999): 43-53.
- Munton, Don. "Whither Internationalism." *International Journal* 58, no. 1 (Winter 2002/2003).
- Munton, Don and Tom Keating. "Internationalism and the Canadian Public." *Revue Canadienne De Science Politique* 34, no. 3 (2001).
- Noël, Alain, Jean-Philippe Thérien, and Sébastien Dallaire. "Divided Over Internationalism: The Canadian Public and Development Assistance." *Canadian Public Policy / Analyse De Politiques* 30, no. 1 (Mar., 2004): 29-46.
- . "Divided Over Internationalism: The Canadian Public and Development Assistance." *Canadian Public Policy / Analyse De Politiques* 30, no. 1 (Mar., 2004): 29-46.
- Normandin, Henri-Paul, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce International, « Biographie de Henri-Paul Normandin », accessible à [http://www.canadainternational.gc.ca/prmny-mponu/mission/about-a\\_propos/staff-personnel/ambassador-ambassadeur/normandin/normandin.aspx?lang=fra](http://www.canadainternational.gc.ca/prmny-mponu/mission/about-a_propos/staff-personnel/ambassador-ambassadeur/normandin/normandin.aspx?lang=fra); Internet; consulté le 11 avril 2011.
- Nossal, Kim Richard. "Les Objectifs Politiques Des Examens De Politique Étrangère: Étude Comparée De l'Australie Et Du Canada." *Étude Internationales* 37, no. 1 (2006).
- . "Pinchpenny Diplomacy: The Decline of 'Good International Citizenship' in Canadian Foreign Policy." *International Journal* 54, no. 1 (1998-9).
- . *The Politics of Canadian Foreign Policy*. Scarborough, Ont.: Prentice-Hall Canada, 1985.
- Nye, Joseph S. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books, 1990.
- Oliver, Micheal. "Canada and the Security Council." *Behind the Headlines* 56, no. 3 (Apr-Jun 1999).
- O'Neil, Peter. "Lawyers Slam Federal Position on Canadians Who Face Death Penalty." *National Post*, 16 August 2009.
- Painchaud, Paul. *From MacKenzie King to Pierre Trudeau: Forty Years of Canadian Diplomacy, 1945-1985/Demackenzie King a Pierre Trudeau : Quarante ans de diplomatie canadienne* Pr De l'Université Laval (1989).

- Paul, James. "NGOs and the Security Council." *Global Policy Forum* (2004).
- Potter, Evan H. "Niche Diplomacy as Canadian Foreign Policy." *International Journal* 52, no. 1, Canadian Foreign Policy (Winter, 1996): 25-38.
- Raoul, Emmanuel. "Sommet UE-Canada : Les Sables Bitumineux En Accusation." *Le Monde Diplomatique* (mai 2010).
- Riddell-Dixon, Elizabeth. "Canada at the United Nations 1945-1989." *International Journal* 62, no. 1 (Winter, 2006).
- Robson, John. "Ignatief and the Lower Side of Politics." *Ottawa Citizen*, 30 September 2010.
- Roussel, Stéphane et Chantal Robichaud. "L'état postmoderne par excellence? Internatinalisme et promotion de l'identité internationale du Canada." *Étude Internationales* 35, no. 1 (mars 2004).
- Roy, Rempel. "Canada's National Interests." In *Dreamland: How Canada's Pretend Foreign Policy has Undermined Sovereignty*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2006.
- Simpson, Erika. "Canada and the UN Security Council: New Strategies to Advance International and National Security." *Peace Research* 31, no. 2 (1999): 79-99.
- Slater, Joanna. "Canada's Security Council Bid Goes Down the Wire." *Globe and Mail*, 11 October 2010.
- Spector, Norman. "To Understand the UN Vote, Listen to Jean Chrétien." *Globe and Mail*, 13 October 2010.
- Stairs, Denis. "Being Rejected in the United Nations: The Causes and Implications of Canada's Failure to Win a Seat in the UN Security Council." *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute* (2011).
- St-Laurent, Louis. *Les bases de la politique étrangère canadienne dans les affaires internationales*, The University of Toronto Press, fondation Duncan et John Gray, 13 janvier 1947.
- Télévision de Radio-Canada, « Témoignage Choc un traducteur », accessible à <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/04/14/010-afghan-prison-torture.shtml>; Internet; consulté le 26 février 2011.
- Thakur, Ramesh. "Australia's Unsuccessful Bid for the UN Security Council." *Pacific Research* (November 1996): 48-51.
- Thomsen, Robert et Nikola Hynek. "Keeping the Peace and National Unity: Canada's National and International Identity Nexus." *International Journal* 61, no. 4 (2006).
- Travers, James. "Canada may Win Seat at UN - then what?" *Toronto Star*, 3 April 2010.

Trudeau, Pierre Elliot, « Discours de Pierre Trudeau au Washington Press Club, le 25 mars, 1969. » <http://www.collectionscanada.gc.ca/premiersministres/h4-4011-f.html>, Internet ; consulté le 09 novembre 2010.

University of British Columbia. *Human Security Report 2005: War and Peace in the 21st Century*. New York: Oxford university press, 2005.

Welsh, Jennifer. "Canada Model Citizen for the Twenty-First Century." In *At Home in the World: Canada's Global Vision for the 21st Century*. Toronto: Harper Collins Publishers, 2006.